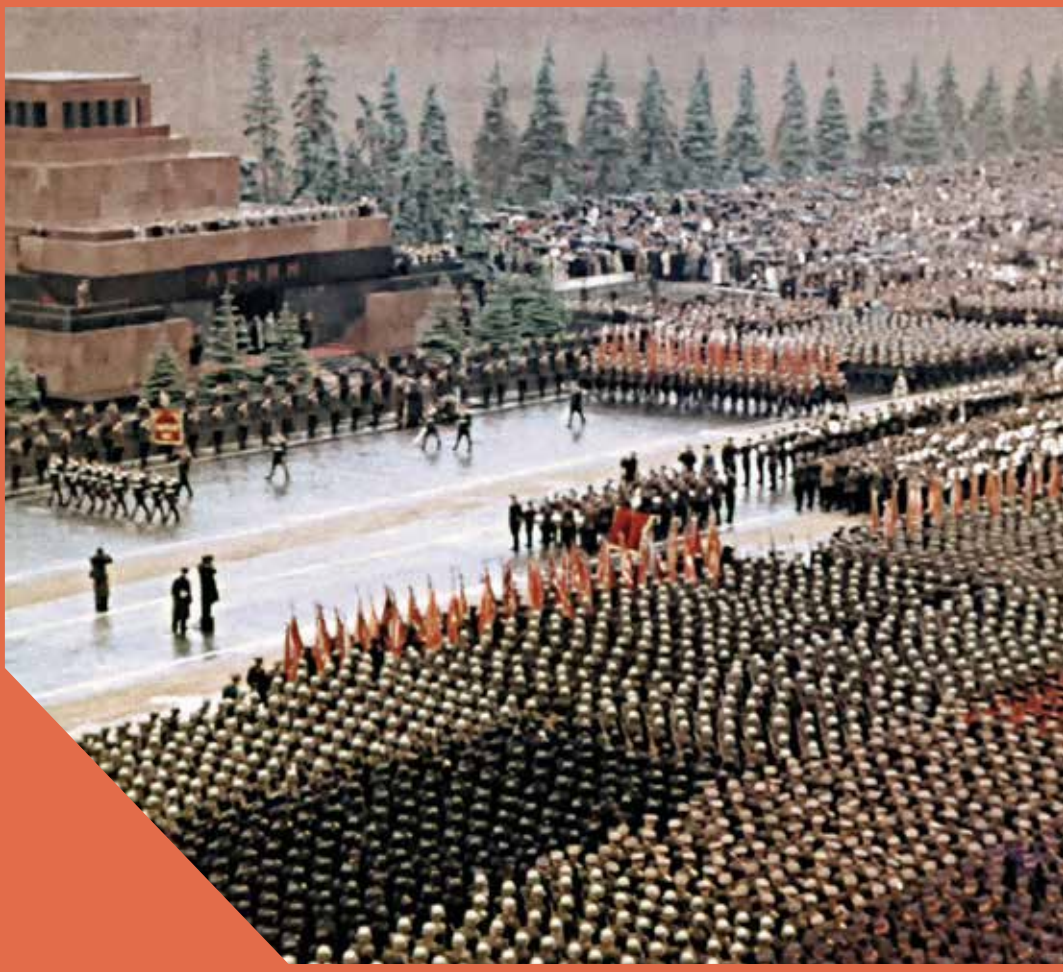
Evgueni Gouriev,
Sergueï Kondratenko

L'Union Soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale



РОССИЙСКОЕ ИСТОРИЧЕСКОЕ ОБЩЕСТВО

Фонд ИСТОРИЯ ОТЕЧЕСТВА

E. Gouriev,
S. Kondratenko

L'Union soviétique pendant la Seconde guerre mondiale

2ème édition
sous la redaction de R. G. Gagkouev

Moscou **2025**

Chères lectrices, chers lecteurs ;

Depuis plus d'un demi-siècle, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale nous permet de comprendre ce qui est juste et ce qui est inadmissible en politique internationale. Néanmoins, comme le temps nous le montre, les élites d'outre-mer n'ont toujours pas tiré les enseignements de cette tragédie. En soutenant le régime néonazi ukrainien sans aucune perspective et en l'utilisant dans leur lutte contre la Russie, elles sont conduites à falsifier l'histoire. Et l'histoire témoigne à l'évidence qu'une telle stratégie ne conduit inévitablement qu'à l'effondrement.

Dans ce cadre, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale devient, à sa façon, un autre « champ de bataille ». Pour remporter cette lutte et défendre la vérité historique, il est indispensable de s'en tenir à la fermeté des faits, de comprendre en profondeur les véritables liens de causalité qui tissent l'histoire et de se fonder sur des sources vérifiables et vérifiées.

A l'aide de ce manuel, les experts de la Société d'Histoire Russe[1] veulent, en premier lieu, fournir des informations dont ont besoin étudiants et professeurs dans le cadre de leurs recherches en histoire et de l'élaboration de leur matériel pédagogique, qu'ils soient étrangers à la Russie ou nos compatriotes à l'étranger.

Néanmoins j' espère que ce manuel, à la fois compact et très riche, sera plus largement encore apprécié dans le large cercle des amateurs d'histoire.

Le Président de la Société d'Histoire russe
Sergueï Narychkine

1 RIO : Rossiïskoïe istoritcheskoïe obchestvo : Société d'histoire russe. https://historyrussia.org

CDU 94 (48).083
BBK 63.3 (2) 62 G95 (classification bibliographique russe)

Avec le soutien de la Fondation « Histoire de la Patrie »

Examinateurs scientifiques:

A. A. Kokhan, Doctorant en histoire, adjoint au Directeur exécutif de la Fondation « Histoire de la Patrie », préposé aux affaires générales ;

D. V. Sourgik, Doctorant en histoire, Directeur de recherches à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des Sciences de Russie ;

V. V. Simindeï, Directeur des programmes de recherches de la Fondation « Mémoire historique » ;

S. V. Tyrine, Doctorant en histoire, Professeur adjoint, conseiller du Rédacteur en chef de la société « Instruction ».

Evgueni Gouriev, Sergueï Kondratenko, *L'Union Soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale*, manuel pédagogique, fondation « Les liens entre les époques », Moscou, 2025.

ISBN 978-5-907396-22-7

ISBN 978-5-907396-22-7

© Archives d'Etat de Russie, documents photographiques et cinématographiques, 2023
© RIA Novosti, 2023
© Fondation « Les liens entre les époques », mise en page originale, édition, 2023

Table des matières

Introduction 7

Les causes de la Seconde Guerre mondiale 9

La politique étrangère de l'URSS et les relations internationales dans les années 1920–1930 15

Le cours des hostilités et la politique étrangère de l'URSS au début de la Seconde Guerre mondiale, 1939–1941 32

L'Allemagne se prépare à attaquer l'URSS. Le plan Barbarossa. Mesures prises par l'Union Soviétique 44

Périodisation de la Grande Guerre patriotique 50

La bataille frontalière, juin-juillet 1941 51

Première période de la Grande Guerre patriotique: la période défensive 63

- Le blocus de Leningrad 67
- La bataille de Moscou 69
- Opérations offensives de l'Armée Rouge au printemps 1942 74
- Offensive allemande à l'été 1942 75
- La période défensive pendant la bataille de Stalingrad 79
- Combats sur les autres théâtres de la Seconde Guerre mondiale (1941–1942) 82

Deuxième période de la Grande Guerre patriotique: la contre-offensive des troupes soviétiques près de Stalingrad 86

- L'offensive de l'Armée Rouge à l'hiver-printemps 1942–1943 et la percée du blocus de Leningrad 89
- La bataille de Koursk 90
- Les combats sur les autres théâtres de la Seconde Guerre mondiale (1942–1943) 97

Troisième période de la Grande Guerre patriotique: la période offensive, 1944–1945 99

Les combats sur les autres théâtres
de la Seconde Guerre mondiale (1944–1945) 115
L'URSS en guerre contre le Japon — la fin
de la Seconde Guerre mondiale 121
L'arrière-front soviétique et les territoires occupés
pendant la Grande Guerre patriotique 126
La coalition anti-hitlérienne 139
La politique du Prêt-bail (ou de Lend-Lease)..... 147
Les pertes humaines subies pendant
la Seconde Guerre mondiale 151
Les procès de Nuremberg, de Tokyo et de Khabarovsk 155
Conclusion 159
Bibliographie 160
Ressources Internet 162

Introduction

La Grande Guerre patriotique est la guerre la plus terrible qu'ait connue la Russie tout au long de son histoire. **Elle** a laissé une trace tragique **dans la mémoire** de nombreuses générations de citoyens non seulement de Russie, mais également de toutes les autres Républiques de l'ex-Union Soviétique. **La mémoire de la Grande Victoire est l'un des impératifs fondamentaux de la vision historique moderne des habitants de notre pays.** L'une des tâches les plus importantes des historiens est de préserver la mémoire collective de ces événements terribles. Malheureusement, ces dernières années, cette histoire fait souvent l'objet de spéculations politiques. De la sorte, il est primordial d'étudier le plus objectivement possible et de la manière la plus impartiale qu'il soit l'histoire de cette guerre. Le livre que vous tenez entre vos mains résulte de la tentative de raconter de manière concise et cohérente les événements marquants de l'histoire de la Grande Guerre patriotique.[1]

La Grande Guerre patriotique est partie intégrante de la Seconde Guerre mondiale qui était elle-même la conséquence de l'exacerbation des désaccords au niveau mondial dans la première moitié du XXème siècle. Le livre porte non seulement sur les causes de la Seconde Guerre mondiale, sur le rôle de différents États dans son déclenchement, et également sur le déroulement des actions militaires sur le théâtre des opérations les plus significatives. La Seconde Guerre mondiale a été l'affrontement entre les pays agresseurs dirigés par l'Allemagne et les pays de la coalition anti-hitlérienne. La cohésion et l'unité des différents États-nations dans la lutte contre la menace commune — le nazisme et le militarisme — ont permis la Victoire collective.

Dans le même temps, l'Union Soviétique a certainement apporté la contribution décisive à la victoire sur l'Allemagne nazie! La politique étrangère et le puissant développement du potentiel économique et militaire de l'Union Soviétique avant-guerre sont à la source de cette victoire historique. Les auteurs ont accordé autant d'attention à cet aspect qu'au déroulement des combats. Ce sont non seulement les batailles difficiles menées sur tous les fronts qui ont mené à la victoire, mais également tout le travail gigantesque mené à l'arrière du front soviétique. La lutte héroïque des partisans et des clandestins dans les territoires occupés a notamment joué

[1] La Grande Guerre patriotique : nom donné en russe à la guerre menée par la Russie de 1941 à 1945 et rentrant plus largement dans la Seconde Guerre mondiale débutant en 1939.

un rôle essentiel. Nous pouvons affirmer que le véritable vainqueur de la guerre a été le peuple soviétique plurinational en son entier **qui a su se souder face au danger mortel et qui a infligé une défaite écrasante à l'ennemi.**

L'histoire de la Russie montre que toutes les guerres d'échelle qu'il lui a fallu mener sont remplies d'exemples d'héroïsme et de courage de la part des défenseurs de la Patrie. La Grande Guerre patriotique symbolise aujourd'hui, non seulement, l'histoire de l'Union Soviétique, mais plus généralement toute l'histoire russe. Au cours de cette guerre, il n'y avait pas d'autre alternative que de vaincre l'ennemi, car une défaite aurait eu pour conséquence la destruction et l'asservissement des peuples de l'URSS, aspect central du projet fasciste, l'idéologie la plus terrible de l'histoire de l'humanité. La victoire dans cette guerre a exigé d'énormes sacrifices qui ne peuvent être occultés.

Le 9 mai 1945, le jour de la signature de l'acte de reddition inconditionnelle de l'Allemagne, le régime nazi a subi une défaite militaire totale, mais cela n'était pas suffisant. Il fallait, de plus, détruire et condamner à la fois la pratique et l'idéologie même du nazisme, ce qui était un objectif important du procès de Nuremberg tenu de 1945 à 1946.[1]

Ce manuel vous propose les connaissances et les faits centraux élémentaires permettant de bien comprendre et de se souvenir de ces années tragiques. Nous espérons avoir répondu à cet objectif et que vous, chères lectrices et chers lecteurs, apprécierez notre travail.

1 Procès de Nuremberg (Allemagne) : Se tient du 20 novembre 1945 jusqu'au 1er octobre 1946 dans le palais de justice de la ville. Il est intenté par les puissances alliées contre 24 des principaux responsables du IIIème Reich hitlérien accusés de complot, de crimes contre la paix, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le procès était censé mettre un terme à l'idéologie du suprémacisme anthropologique prônée par les Nazis (Nationaux-Socialistes). Les tentatives sont aujourd'hui nombreuses en Occident pour oublier cette étape importante de l'histoire commune de l'humanité

Les causes de la Seconde Guerre mondiale

L'ensemble des raisons qui ont conduit au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ont pour origine la Première Guerre mondiale de 1914–1918 et le système des relations internationales qui en a résulté. Les principaux acteurs de la Première Guerre mondiale, du côté de l'Entente (Grande-Bretagne, France, Russie) et de ses alliés, comme des puissances d'Europe centrale (Allemagne, Autriche-Hongrie, Empire ottoman, Bulgarie), désiraient résoudre militairement les différends qui les séparaient. Cependant, lors de la Conférence de paix de Paris (Versailles) de 1919 qui mettait fin à la Première Guerre mondiale, seuls les pays vaincus, principalement l'Allemagne, ont été reconnus coupables de son déclenchement. La Société des Nations (SDN) a été créée pour contrôler l'application des traités de paix par les pays agresseurs et prévenir les conflits à l'avenir. C'est ainsi qu'au début des années 1920 fut mis en place le système des relations internationales de Versailles. Cependant, il n'a pu développer un mécanisme permettant de prévenir un nouveau conflit mondial.

Les clauses du Traité de paix de Versailles[1] étaient très sévères vis-à-vis de l'Allemagne vaincue autant qu'humiliantes pour son peuple. En effet, elle cessait d'être un empire et était privée du statut de grande puissance qu'elle proclamait encore au début de la Première Guerre mondiale. Le pays était privé de toutes ses colonies d'outre-mer, une partie importante de son territoire était annexée par certains de ses voisins, non seulement la France, mais aussi la Pologne et la Tchécoslovaquie dernièrement reconstituées. La rive gauche du Rhin était déclarée zone démilitarisée, l'Allemagne n'avait pas le droit d'y déployer de troupes, l'unification de l'Allemagne et de l'Autriche (Anschluss) était interdite. Cela a conduit à une certaine dispersion de la population allemande, à l'émergence d'une diaspora allemande dans d'autres pays européens, les « Volksdeutsche »[2], qui formeront un terrain fertile pour la propagation des idées nazies.

Les Allemands de souche formeront la base du personnel des unités SS pendant la Seconde Guerre mondiale. Les forces

1 Traité de paix de Versailles : signé le 28 juin 1919 dans le cadre de la Conférence de paix de Paris.

2 *Volksdeutsche* : ce sont les populations allemandes vivant hors des Etats à population majoritairement allemande et dont elles n'ont pas la nationalité. Le terme est forgé au début du XX^{ème} siècle dans le cadre du Traité de paix de Versailles de 1919.

armées allemandes étaient sérieusement limitées en quantité et, pour certaines armes, il leur était interdit d'organiser un état-major général. En outre, l'Allemagne s'engageait à payer d'énormes réparations (paiements en espèces en faveur des vainqueurs, en premier lieu, de la France). En fait, il s'agissait de dérober le pays. Le traité de Versailles était, de la sorte, le symbole d'une injustice profonde qui impliquera le désir de revanche chez les Allemands. Le commandant en chef des troupes alliées, le Maréchal français Ferdinand Foch, a prophétiquement décrit le traité de Versailles : « Ce n'est pas une paix, c'est un armistice de vingt ans ».

Au début des années 1920, la situation de l'Allemagne était aggravée par une crise économique très sévère, elle-même conséquence de la Première Guerre mondiale, de la révolution allemande de novembre 1918–1919[1] et du remboursement des réparations. Tout cela s'accompagnait d'une inflation démesurée, d'un chômage généralisé et de l'appauvrissement rapide de la majeure partie de la population. Le gouvernement démocratique de la République de Weimar s'est révélé incapable de sortir l'Allemagne de la crise politique et économique. Tout cela aura pour conséquence la radicalisation de la société allemande. Le pays était en proie à la soif de vengeance militaire, au nationalisme, au militarisme, était contre la démocratie et voulait connaître les coupables de la catastrophe nationale, ce qui a provoqué le développement du chauvinisme et de la xénophobie

Dans de telles conditions, la lutte envahit les rues des villes allemandes, les rassemblements, les marches, les manifestations, qui se transforment en émeutes de rue, deviennent un phénomène de masse. Des partis politiques naissent, ils ont leurs propres unités de combat. Leurs chefs charismatiques, guides et grands orateurs, occupent l'avant de la scène politique. C'est à ce moment que le Parti Communiste allemand (KPG) et le Parti National-Socialiste des travailleurs allemands (NSDAP)[2], dont les membres furent appelés les Nazis, ont acquis une grande popularité au sein de la société allemande.

Le NSDAP a été créé en 1919, Adolf Hitler en est très rapidement devenu le dirigeant (Führer). Le 9 novembre 1923, les Nazis avaient déjà tenté de prendre le pouvoir en Bavière (« Putsch de la Brasserie » ou « Putsch de Munich »), ils avaient tenté de répéter la « Marcia su Roma » de Benito Mussolini de 1922[3], mais leurs actions ont été réprimées par la police. En 1925 apparaît le livre

1 La révolution allemande de 1918–1919 correspond à la période de l'histoire de l'Allemagne voyant la fin de l'Empire allemand, le Reich, transformé alors en République (la République de Weimar) jusqu'à la réapparition du Reich, le Troisième, en 1933 avec Hitler.

2 En allemand : *Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei.*

3 La « marche sur Rome » le 27 octobre 1922

d'Adolf Hitler « Mein Kampf » (« Ma bataille »), qui est devenu le principal programme du parti. Le NSDAP se présentait sous les slogans du nationalisme, de l'anticommunisme, du racisme, de l'antisémitisme, de « l'antislavisme », de la réaffirmation de la puissance militaire allemande, de l'abolition du Traité de Versailles et des réparations, de la revanche militaire, de la conquête de « l'espace vital »[1] pour les Allemands à l'est de l'Allemagne. Le parti préconisait l'unification du peuple allemand, dont une partie se trouvait en dehors de l'Etat (Volksdeutsche), déclarait la nécessité de rechercher un niveau de vie décent pour de larges segments de la population. Les nazis offraient des recettes populistes simples et compréhensibles pour atteindre les objectifs convoités de sorte que le nombre de leurs partisans (y compris ceux qui ne partageaient pas ses « extrêmes » racistes) augmentait chaque année.

Après une brève amélioration de la situation, l'Allemagne fut frappée par les conséquences de la crise économique mondiale (la « Grande dépression ») qui commença en 1929. Le 31 juillet, puis le 6 novembre 1932, le NSDAP remporte à deux reprises les élections au Reichstag (le Parlement allemand) et en arrive à former ainsi la plus grande faction (33 % des sièges). Le 30 janvier 1933, le Président allemand Paul von Hindenburg nomme le nouveau dirigeant allemand. Adolf Hitler devient le « Reichskantzler », c'est-à-dire le Chef du gouvernement. Il faut reconnaître que la victoire des Nazis aux élections n'était pas seulement due au choix démocratique d'une majorité du peuple allemand, c'était également la conséquence de ce qui suit :

- la terreur nazie contre les communistes et leurs partisans, avec la pleine connivence de la police et des autorités de la République de Weimar ;
- la collusion des représentants des milieux financiers, économiques, militaires et politiques de l'Allemagne avec les Nazis, qui voyaient en Hitler et son parti un outil pratique pour lutter contre les communistes, pour s'enrichir grâce aux commandes militaires et se venger de la défaite de la Première Guerre mondiale ;
- la propagande conspirationniste antisémite et anticommuniste nazie accusant les communistes et les Juifs de vouloir s'emparer du pouvoir ;
- l'utilisation de technologies de l'information de pointe telles que l'emploi généralisé de la radiodiffusion et de l'aviation pour les campagnes d'information ;
- l'absence de forces antinazies unifiées, opposition entre les Sociaux-Démocrates et les Communistes dirigés par

1 *Lebensraum.*

les orientations du Komintern (l'organe directeur du mouvement communiste mondial) qui voyait dans le nazisme et la social-démocratie un danger d'un niveau égal. Illustration 1

Une fois arrivés au pouvoir et après avoir organisé l'incendie criminel du Reichstag le 27 janvier 1933, dès 1933–1934, les Nazis commencent leur répression totale contre les Communistes. Un certain nombre de lois d'urgence sont adoptées, transformant rapidement l'Allemagne en un Etat totalitaire avec un système à parti unique. Après la mort de Paul von Hindenburg **survenue le 2 août 1934**, A. Hitler devient le chef de l'Etat le 19 août 1934 et s'octroie de facto tous les pouvoirs en étant à la fois le « Führer » et le « Chancelier », comme le mentionnait officiellement son titre. Le 16 mars 1935, l'Allemagne refuse unilatéralement de se conformer aux articles militaires du traité de Versailles et commence ouvertement à développer de nouveau ses forces armées et son industrie militaire. Le 21 mai 1935, l'introduction du service militaire universel marque le point de départ d'une militarisation à grande échelle et la préparation concrète de l'Allemagne à prendre sa revanche sur la défaite subie dans la Première Guerre mondiale. La sphère civile se subordonne totalement aux besoins de la production militaire. L'économie n'est viable que parce que la guerre est imminente.

Après la Première Guerre mondiale et l'effondrement des empires russe, allemand, austro-hongrois et ottoman, de nombreux nouveaux États indépendants apparaissent ou renaissent en Europe : la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Autriche, la Yougoslavie (jusqu'en 1929 Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes). Les frontières nationales de ces États ont souvent été fixées sans tenir compte des intérêts de certains groupes ethniques dans les populations, ce qui aura de graves conséquences dans certains pays (par exemple, en Pologne et en Tchécoslovaquie avec la minorité allemande) et entraînera des conflits interétatiques en Europe centrale et orientale et au sud de l'Europe (entre la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Hongrie, etc). La formation de régimes autoritaires, nationalistes et militaristes, a caractérisé la plupart des pays européens dans l'entre-deux-guerres.

Les désaccords entre les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale étaient toujours à l'ordre du jour. Premièrement, certaines d'entre elles étaient mécontentes des conséquences de la guerre imposées par la Grande-Bretagne et la France uniquement en leur faveur. Cela concerne en premier lieu l'Italie et le Japon. Deuxièmement, la Grande-Bretagne et la France ne souhaitaient pas concourir à leur renforcement mutuel excessif, c'est

A. Hitler pendant un rassemblement des dirigeants Nazis, 1937
RIA Novosti

d'ailleurs pourquoi le Royaume-Uni soutenait l'Allemagne car il la considérait être un contrepoids à la France. Troisièmement, après la mort du Président Woodrow Wilson, un des architectes du monde issu de Versailles, les États-Unis d'Amérique, le créancier international, ne cherchaient pas à participer activement aux affaires internationales et revenaient à la politique traditionnelle américaine isolationniste. Quatrièmement, la Société des Nations n'aura jamais acquis une véritable crédibilité, ses décisions, le plus souvent, n'avaient pas valeur d'obligation.

En Italie, sous la pression de la crise économique d'après-guerre, la société est fort mécontente de l'issue de la guerre et de la politique gouvernementale. Les fascistes arrivent au pouvoir le 29 octobre 1922. Benito Mussolini à la tête du Parti National Fasciste (PNF), à l'origine de l'idéologie fasciste, est devenu Premier Ministre d'Italie. Les fascistes rêvaient de la renaissance de l'Empire romain et menaient une politique visant une administration centralisée, la militarisation de la société et de l'économie, la lutte contre les communistes. Les conquêtes territoriales en Afrique et dans le bassin méditerranéen faisaient partie des plans de Mussolini.

Le Japon était mécontent des résultats de la Conférence de Washington de 1922 parce que ses intérêts avaient été lésés par la Grande-Bretagne et les États-Unis. Les milieux militaro-industriels ont poussé le gouvernement et l'Empereur Hirohito à procéder à de nouvelles conquêtes territoriales dans la région Asie-Pacifique, principalement en Chine et dans les possessions coloniales appartenant aux États-Unis et à certaines puissances européennes (Philippines, Indochine et Indonésie).

Ainsi, à l'issue de la Première Guerre mondiale, les désaccords entre les puissances victorieuses telles que la rivalité entre l'Italie et la France en Méditerranée, entre la Grande-Bretagne et la France en Europe, entre le Japon, les États-Unis et l'Angleterre en Chine et dans le Pacifique ou entre la Grande-Bretagne et l'Italie en Afrique n'avaient pas été résolus. Bien au contraire, ils n'avaient pris que plus d'ampleur.

La politique étrangère de l'URSS et les relations internationales dans les années 1920–1930

Après la fin de la Guerre civile qui a duré de 1918 jusqu'en 1922, la Russie soviétique restait isolée à l'international. Les pays de l'Entente, dont la plupart avaient participé à l'intervention militaire en Russie pendant la Guerre civile contre l'Etat bolchévique, ne voulaient pas traiter avec ce dernier. L'URSS connaissait des relations extrêmement tendues avec la plupart des États voisins qui avaient été formés ou étaient réapparus à la suite de l'effondrement de l'Empire russe (Finlande, Estonie, Lettonie, Pologne). Les pays de l'Entente, notamment la France et la Grande-Bretagne, avivaient autant qu'ils le pouvaient ces tensions. Le gouvernement français avait préconisé la création d'un « cordon sanitaire » à la frontière occidentale de l'Etat soviétique et encourageait les sentiments antisoviétiques dans les pays d'Europe centrale et orientale, en particulier en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

La signature en mars 1918 du Traité de paix séparée de Brest-Litovsk avec l'Allemagne a rayé la Russie soviétique de la liste des pays vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Cela permettait aux pays de l'Entente d'ignorer ses positions quant à l'agencement de la paix après-guerre. Les représentants soviétiques n'ont pas participé aux travaux des conférences de Paris et de Washington, le nouvel Etat n'adhérait pas à la Société des Nations. Pendant ce temps, la Russie soviétique désirait normaliser les relations avec ses voisins et les grandes puissances. La reprise économique requérait des équipements industriels et des technologies qui faisaient défaut dans le pays, ainsi que des fonds que l'URSS pouvait obtenir à partir de ses activités économiques internationales.

C'est lors de la Conférence de Gênes de 1922 que les diplomates soviétiques ont réussi à délivrer l'URSS du véritable blocus de sa politique étrangère. Lors des travaux de la conférence, les deux « Etats-voyous » de la politique internationale, la Russie soviétique et l'Allemagne de Weimar, ont signé le traité de Rapallo[1]

[1] Traité de Rapallo : signé entre l'Allemagne de Weimar et l'Union Soviétique le 16 avril 1922 par le Ministre des affaires Etrangères allemand Walther Rathenau et son collègue soviétique Gueorgui Tchitcherine en marge de la Conférence économique de Gênes en Italie. Par la suite, toutes les nouvelles républiques de l'URSS vont signer le traité

rétablissant les relations commerciales et diplomatiques entre les deux Etats. En 1926, le traité de Rapallo fut complété par le traité de non-agression germano-soviétique et un traité de coopération militaire[1].

Entre 1923 et 1925, l'URSS va peu à peu être reconnue officiellement par les pays capitalistes avec lesquels s'établiront des relations diplomatiques et commerciales. Les relations diplomatiques entre l'Union Soviétique et les États-Unis sont pratiquement les dernières à se rétablir en 1933. En 1934, l'URSS est admise à la Société des Nations et sort ainsi totalement de son isolement international.

Les années 1920 correspondent à une période relativement calme dans les relations internationales. La plupart des pays ont pu se renforcer après la Première Guerre mondiale. Cependant, dans les années 1930, après l'arrivée des Nazis au pouvoir en Allemagne et le renforcement des aspirations militaristes en Italie et au Japon, la situation s'est considérablement aggravée.

Le premier coup donné au système « Versailles-Washington » des relations internationales est porté par le Japon dont les troupes, après l'incident de Moukden de septembre 1931 — février 1932, envahissent la Mandchourie appartenant à la Chine du Kuomintang[2]. Malgré les protestations de la Société des Nations, le 1er mars 1932, le Japon crée sur ce territoire l'Etat fantoche du Mandchoukouo dirigé par le dernier empereur de Chine, Puyi. Il dépendait entièrement du Japon. En 1933, le Japon quitte de manière démonstrative la Société des Nations. Il démontre ainsi son désaccord avec le refus de la SDN de reconnaître le Mandchoukouo.

En 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie signent le traité de Locarno qui définissait les frontières de l'Allemagne. Toutes les parties au Traité reconnaissaient et garantissaient l'inviolabilité et l'immuabilité de la frontière occidentale de l'Allemagne alors que sa frontière orientale avec la Pologne et la Tchécoslovaquie n'était pas garantie, ce qui augurait de futures disputes.

Dans le cadre de la montée des tensions internationales après l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne et le retrait de ce pays de la Société des Nations en octobre 1933, le Ministre français des Affaires Etrangères Louis Barthou lance en 1934 l'idée de créer

1 Le 24 avril 1926, la République de Weimar et l'Union Soviétique concluent le Traité de Berlin confirmant leur adhésion au Traité de Rapallo et officialisent une clause de non-agression entre les deux Etats et une coopération militaire d'un certain niveau.
2 Kuomintang (ou Guomindang) : parti nationaliste chinois. Est le plus ancien parti politique de la Chine contemporaine, toujours actuel à Taïwan. Est créé en 1912 par Sun Yat-sen.

un système de sécurité collective européen. Il promeut le projet de Pacte oriental, une convention collective entre la France, l'URSS, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Finlande et les Pays baltes. Les parties devaient reconnaître l'inviolabilité de leurs frontières respectives et aider les parties adhérentes au pacte si elles étaient agressées. L'Union soviétique a soutenu l'idée de la création de ce système de sécurité collective, notamment à travers le Commissaire aux affaires étrangères, Maxime Litvinov, qui était un partisan de poids. Cependant, l'Allemagne et la Pologne refusèrent de participer au Pacte. La Finlande s'est, de même, abstenu de participer aux négociations. Le 9 octobre 1934, à Marseille, l'assassinat de Louis Barthou et du roi Alexandre Ier de Yougoslavie finissent d'enterrer le Pacte. Cependant, les manœuvres de Louis Barthou avaient mené à la signature des accords de non-agression et d'assistance mutuelle le 2 mai 1935 entre la France et l'Union Soviétique et, le 16 mai 1935, entre l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie. Ces derniers accords stipulaient que si l'une des parties contractantes était attaquée, les deux autres parties aux accords devaient alors lui venir en aide.

En mars 1935, la dénonciation par l'Allemagne des articles militaires du traité de Versailles, l'accélération de sa militarisation, les déclarations agressives des dirigeants nazis et le rapprochement initié entre l'Allemagne et l'Italie entraînèrent une aggravation supplémentaire de la situation internationale.

Le 3 octobre 1935, les troupes italiennes envahissent l'Éthiopie (l'Abyssinie), qui, après une résistance désespérée, est capturée et devient possession de l'Italie. L'appel à l'aide de l'Empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié Ier auprès de la Société des Nations et la protestation de cette dernière n'ont pas été entendus par le gouvernement italien. En 1937, l'Italie se retire de la Société des Nations. Illustration 2

Le 7 mars 1936, en violation des termes du traité de Versailles, les troupes allemandes entrent dans la zone démilitarisée du Rhin administrée par la Société des Nations. L'URSS manifeste alors de vives protestations diplomatiques contre les actes de l'Italie et de l'Allemagne, mais les garants de la paix d'après-guerre, Londres et Paris, ne font rien pour freiner les agresseurs.

Dans les années 1936–1939, l'Espagne est en proie à une guerre civile qui oppose le gouvernement légitime des Républicains aux nationalistes dont la rébellion a commencé le 16 juillet 1936 au Maroc espagnol. En septembre 1936, les nationalistes sont dirigés par Francisco Franco. La Société des Nations proclame une politique de non-ingérence dans les affaires espagnoles avec laquelle,

Réunion du Conseil de la Société des Nations sur l'application de sanctions contre l'Italie, 1935
RIA Novosti

2

seules, s'accordent la Grande-Bretagne et la France[1]. Du côté du gouvernement républicain, dans les rangs des brigades internationales se sont battus des communistes et des antifascistes venus de nombreux pays d'Europe et du monde entier. L'Italie et l'Allemagne sont ouvertement intervenues dans le conflit au côté de F. Franco en envoyant en Espagne des forces armées (notamment la « Légion Condor » allemande), des conseillers militaires et des armes. Les marines italienne et allemande participaient au blocus de la côte républicaine. Au total, plus de 25 000 Allemands et environ 60–70 000 Italiens se sont battus aux côtés des rebelles. Malgré les protestations répétées des gouvernements soviétique et républicain espagnol, aucun autre pays européen n'aura cherché à stopper l'intervention ouverte de l'Allemagne et de l'Italie dans le conflit.

L'URSS a aidé le gouvernement républicain. Pour combattre aux côtés des Républicains, elle a envoyé du matériel de combat (chars, avions, torpilleurs), des instructeurs militaires, des pilotes, des tankistes et des marins (environ 4 000 personnes au total), qui se sont battus aux côtés des Républicains. La guerre menée en Espagne a été une véritable école militaire pour des personnalités telles que Rodion Malinovski, Kirill Meretskov, Pavel Batov, le futur Commissaire attaché à la marine Nikolaï Kouznetsov, les pilotes d'avion Iakov Smouchkevitch et Sergueï Gritsevets, etc. La partie soviétique a soutenu diplomatiquement et financièrement le gouvernement républicain. Les réserves en or de l'Espagne furent envoyées en URSS pour être en sûreté, des réfugiés espagnols, notamment des enfants, y furent accueillis. Cependant, du fait de l'aide militaire très conséquente de l'Allemagne et de l'Italie aux troupes de Franco, la guerre civile a tourné en faveur des nationalistes. Le 28 mars 1939, les troupes de Francisco Franco entraient dans Madrid. Les Républicains étaient vaincus, la dictature fasciste s'établissait en Espagne. Illustration 3

Le 25 novembre 1936, l'Allemagne et le Japon concluent officiellement un pacte anti-Komintern dirigé contre l'URSS. En fait, ce pacte délimitait les sphères d'influence dans le monde des deux États et menait au soutien mutuel en cas de nouvelle agression militaire.

Dans ce cadre, les gouvernements britannique (le Premier-Ministre Neville Chamberlain), français (le Premier-Ministre

1 Le Comité international pour la non-ingérence, également connu sous le nom de Comité de Londres, est un organisme créé en 1936 sur proposition de la France avec le soutien de la Grande-Bretagne dans le but de vérifier le respect du Pacte de non-intervention qui visait à empêcher l'intervention étrangère dans la guerre civile espagnole afin d'éviter l'internationalisation du conflit à un moment de tension extrême entre les démocraties et les dictatures en Europe.

Le cinéaste soviétique Roman Karmen (au centre) parmi les combattants de l'armée républicaine espagnole, 1936
RIA Novosti

3

Edouard Daladier) et américain (le Président Franklin Delano Roosevelt) ont poursuivi leur politique de « pacification de l'agresseur » en Europe et dans le Pacifique, ne s'opposaient pas aux nouvelles conquêtes territoriales de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. Ils espéraient ainsi éviter le grand embrasement ou diriger l'agression contre l'URSS. Cette politique a créé un sentiment d'impunité parmi les dirigeants allemands, italiens et japonais et n'a fait que pousser ces puissances à une expansion plus large et à de nouvelles conquêtes.

Le 7 juillet 1937, le Japon a initié des actions militaires contre la Chine, provoquant ainsi la guerre sino-japonaise qui durera de 1937 jusqu'à 1945. Dans l'historiographie chinoise moderne, le début de la Seconde Guerre mondiale est officiellement daté de 1937. Dès 1938–1939, une partie significative du territoire chinois était occupée par les Japonais, sachant que le gouvernement chinois continuait alors à se battre dans les provinces du centre et de l'est du pays. De 1937 à 1941, l'Union Soviétique aura fourni une aide militaire conséquente à la Chine, notamment en fournissant des avions, des chars et d'autres armes. Elle a envoyé en Chine des instructeurs militaires commandants de l'Armée Rouge (notamment Vassili Tchouïkov), ainsi que des pilotes d'aviation comme Pavel Rytchagov et Pavel Jigarev. Avec l'aide de spécialistes soviétiques, en Chine ont été construites des usines d'aviation et des raffineries de pétrole ainsi que la route joignant Saryozek, Urumqi et Lanzhou pour fournir des armes à l'armée chinoise.

Les 12 et 13 mars 1938, l'Allemagne met en œuvre une propagande de masse auprès de la population autrichienne et utilise la force et la pression diplomatique, ce qui lui permet d'intégrer l'Autriche à son territoire (« Anschluss »). Selon le traité de Versailles, l'unification de l'Autriche à l'Allemagne n'était pas permise mais, fidèles à leur politique de « pacification de l'agresseur », la Grande-Bretagne et la France n'ont rien fait pour l'empêcher.

En septembre 1938, Hitler exige officiellement auprès du gouvernement tchécoslovaque de transférer à l'Allemagne la région des Sudètes habitée principalement par des Allemands, justifiant cela par l'oppression systématique de la population allemande par les Tchécoslovaques. La Tchécoslovaquie a demandé l'aide de la France et du Royaume-Uni. C'est ainsi qu'est née la crise des Sudètes. L'Allemagne ne renonça pas à ses exigences et, si elle n'obtenait pas ce transfert par la voie diplomatique, elle était prête à déclencher la guerre (cf. le plan « Fall Grün »[1]) non seulement avec la Tchécoslovaquie, mais également avec l'Angleterre et la France.

1 Plan *Fall Grün* : le plan « Opération Verte ». Fixe en détails les manœuvres prévues par l'armée allemande en cas d'attaque contre la Tchécoslovaquie.

Liée à la Tchécoslovaquie et à la France par les traités d'assistance mutuelle de 1935, l'Union Soviétique **a demandé** à plusieurs reprises au gouvernement français d'assurer l'indépendance de la Tchécoslovaquie **et** a proposé une assistance militaire, mais Paris et Prague étaient catégoriquement opposés à la résolution du conflit par des moyens militaires. De plus, des représentants des gouvernements britannique et français menaient déjà des négociations secrètes avec l'Allemagne pour une résolution « pacifique » du conflit. Finalement, dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, les représentants du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie et de l'Allemagne signèrent le traité de Munich (appelé plus tard « Accords de Munich »). En vertu du traité, les droits de l'Allemagne sur les Sudètes qui lui étaient transférées étaient reconnus. Le gouvernement tchécoslovaque fut contraint de se soumettre à cette décision. Illustration 4

Le 1er octobre, les troupes allemandes entrent sur le territoire des Sudètes qu'elles occupent. A la suite des Allemands, les troupes polonaises et hongroises entrent également en Tchécoslovaquie. La Pologne s'empare alors de la région de Cieszyn en Silésie qui comprend un pourcentage important de population polonaise, tandis que la Hongrie s'empare des régions du Sud de la Slovaquie et de la Russie subcarpatique partiellement habitées par des Hongrois. Lié à l'Allemagne hitlérienne par le traité de non-agression de 1934 (« Pacte Pilsudski-Hitler »[1]), le gouvernement polonais s'oppose fortement à l'ingérence soviétique dans les affaires tchécoslovaques et insiste sur le démembrement du territoire de la Tchécoslovaquie. Le 20 septembre 1938, l'Ambassadeur de Pologne en Allemagne, Jozef Lipski, informe le Ministre polonais des Affaires Etrangères, Jozef Beck, des garanties suivantes accordées par Hitler : « (…) Si la Pologne et la Tchécoslovaquie vont jusqu'au conflit sur le terrain de nos intérêts à Cieszyn, le Reich sera de notre côté [polonais] ». En conséquence, la région de Cieszyn est occupée sans résistance par les troupes polonaises et la Hongrie reçoit les territoires contestés suite au Premier arbitrage de Vienne du 2 novembre 1938.

Les « accords de Munich » montraient clairement, avant tout aux dirigeants de l'URSS, que le système de sécurité collective déjà purement déclaratif avait dorénavant cessé d'exister et que les gouvernements des pays occidentaux préféraient traiter avec Hitler plutôt qu'avec Joseph Staline. Munich mettait à mal les garanties formelles fragiles qui existaient encore en Europe et montrait que les ententes réciproques ne valaient en fait rien. Ce sont

1 Pacte de non-agression germano-polonais signé le 26 janvier 1934 entre la Pologne de Jozef Pilsudski et le IIIème Reich d'Adolf Hitler.

Signature des Accords de Munich par le Premier Ministre français E. Daladier, 30 septembre 1938
RIA Novosti

précisément les « Accords de Munich » qui ont servi de déclencheur d'une grande guerre en Europe qui ne pouvait plus être évitée.

Cela encouragea l'Allemagne à poursuivre son expansion. Hitler sentait qu'il pouvait bénéficier d'une impunité et que les gouvernements des pays occidentaux étaient incapables de résister à ses plans. Le 15 mars 1939, sans aucune raison formelle, les troupes allemandes occupent le reste de la Tchécoslovaquie sur le territoire de laquelle naissent le protectorat allemand de « Bohême-Moravie » et « l'État indépendant de Slovaquie » dont Jozef Tiso devient Premier Ministre[1]. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'ancienne Tchécoslovaquie est une puissante base industrielle et de matières premières et devient un arsenal important venant enrichir la Wehrmacht de nombreux chars, avions, pièces d'artillerie et armes légères. Elle sera une base importante de production pour l'Allemagne hitlérienne tout au long de la guerre. Illustration 5

Le 20 mars 1939, l'Allemagne lance un ultimatum à la Lituanie et exige le transfert de la ville de Memel (aujourd'hui Klaipėda) et sa région à l'Allemagne. Le gouvernement Lituanien ne trouve pas de soutien auprès d'autres États européens (à ce moment, la Lituanie n'a pas de frontière commune avec l'Union Soviétique) et est contrainte de céder devant Hitler. Les troupes allemandes occupent le territoire de Memel le 24 mars 1939.

Du 7 au 12 avril 1939, les troupes italiennes envahissent le Royaume d'Albanie et l'occupent, l'incorporant au Royaume d'Italie sous la forme de l'Union personnelle[2].

En cette période, en Extrême-Orient, les relations entre l'Union Soviétique et le Japon n'étaient pas du tout pacifiques et s'aggravaient encore. Le 29 juillet 1938, les troupes japonaises ont envahi le territoire soviétique dans la région de Primorié[3] autour du lac Khassan. Après une bataille difficile, les Japonais ont réussi à capturer la hauteur dominante de Zaozernaïa[4], mais les troupes soviétiques sur le front d'Extrême-Orient, sous le commandement du Maréchal Vassili Blucher, ont pu arrêter l'offensive ennemie et contre-attaquer, repoussant l'ennemi au-delà des frontières étatiques. Un conflit plus grave s'est déroulé du 11 mai au 31 août 1939 dans la région de la rivière Khalkhin-Gol, en Mongolie. Les troupes japonaises ont envahi le territoire de la République

1 Jozef Tiso était évêque catholique.

2 En 1939, jusqu'à son invasion, l'Albanie est un protectorat du Royaume d'Italie puis il y a Union personnelle entre les deux royaumes sous le sceptre du roi d'Italie Victor-Emmanuel III, le roi Zog 1er étant contraint à l'exil.

3 Région de Primorié : en Extrême-Orient russe à la frontière avec la Corée du Nord non loin de la frontière chinoise. « Primorié » en russe veut dire « littoral ».

4 Zaozernaïa : en russe « au-delà du lac ». Fait référence aux hauteurs après le lac où s'est déroulée une célèbre bataille entre les Soviétiques et les Japonais en 1938.

Gare de Memel
Photo S. Baranov RIA Novosti

populaire de Mongolie[1], qui, conformément au traité d'assistance mutuelle de 1936, a demandé une aide militaire à l'URSS. Les troupes soviéto-mongoles (1ère formation armée) sous le commandement du Commandant de division Nikolaï Feklenko et, à partir du 16 juin, du Commandant de corps Gueorgui Joukov, ont pu reprendre aux Japonais la hauteur dominante du lieu, le mont Bayin-Tsagan, en utilisant massivement des formations de chars, puis ont repoussé les Japonais sur la rive orientale de la rivière Khalkhin-Gol, ont encerclé l'ennemi et l'ont vaincu[2]. Le 31 août, le commandement japonais demande un cessez-le-feu et un accord de paix est signé le 15 septembre 1939. La victoire des troupes soviétiques sur Khalkhin-Gol a eu une grande influence diplomatique, les cercles au pouvoir au Japon ont été convaincus de l'impossibilité de gagner la guerre contre l'URSS et ont réorienté leurs aspirations conquérantes vers le bassin du Pacifique. De la sorte, la menace d'une guerre sur deux fronts en cas de conflit avec Hitler est ainsi levée. Illustration 6

Le 21 mars 1939, peu de temps après l'occupation de la Tchécoslovaquie, Hitler lance un ultimatum à la Pologne, exigeant le transfert à l'Allemagne du corridor de Dantzig (territoire de la Pologne entre la partie principale de l'Allemagne et la Prusse orientale) sous la menace de déclencher une guerre. Le gouvernement polonais refuse car le pays perdrait alors son accès à la mer. Conscients que la politique de Munich avait échoué et qu'il ne serait plus possible de pacifier l'agresseur, les gouvernements britannique et français donnèrent des garanties de sécurité à la Pologne en lui promettant de déclencher la guerre contre l'Allemagne si celle-ci l'attaquait. Malgré des relations très tendues avec la Pologne, l'URSS déclara également la soutenir, promettant une aide, notamment militaire. Mais le gouvernement polonais refusa la proposition de l'URSS, initiative qu'aucun autre Etats, d'ailleurs, ne soutint non plus. Le 7 juin 1939 furent conclus à Berlin les traités de non-agression entre l'Allemagne et la Lettonie (Pacte de non-agression « Munters-Ribbentrop ») et entre l'Allemagne et l'Estonie (Pacte de non-agression « Selter-Ribbentrop »[3]). De plus, un accord secret avait été décidé selon lequel la neutralité formelle de Riga

1 République populaire de Mongolie : Etat satellite de l'Union Soviétique de 1924 à 1991, aujourd'hui la Mongolie, Etat souverain.

2 Dans l'historiographie russe, la bataille de Khalkhin-Gol est aussi importante que la guerre de 1905 contre le Japon sur le continent, bien qu'à cette bataille, les Russes fussent vainqueurs. En effet, à sa suite, le quartier général impérial japonais décide d'abandonner le projet d'attaquer au Nord et de focaliser le projet de gains territoriaux vers les îles du Pacifique et l'Asie du Sud-Est, ce qui aura des conséquences importantes sur la suite du déroulé de la Seconde Guerre mondiale.

3 Du nom des Ministres signataires des Affaires Etrangères : Joachim von Ribbentrop pour l'Allemagne, Karl Selter pour l'Estonie et Vilhelms Munters pour la Lettonie.

Combats à Khalhin-Gol
Photo V. Temina RIA Novosti

et de Tallinn pourrait, sous la férule de Berlin, être dirigée contre Moscou. L'Allemagne poursuivait sa politique étrangère agressive et menaçait de guerre la Pologne dont la Grande-Bretagne et la France garantissaient le soutien.

Dans ce cadre, l'URSS devait se chercher des alliés. En outre, il était vital pour l'Union Soviétique de retarder le plus longtemps possible le moment de son entrée en guerre contre l'Allemagne. Le Commissaire aux Affaires Etrangères Maxime Litvinov démissionne le 3 mai 1939 car la politique de sécurité collective dont il était **partisan était un fiasco.** Il est remplacé par Viatcheslav Molotov, Président du Conseil des Commissaires du peuple.

Malgré le rejet par les gouvernements britannique et français de la plupart des initiatives soviétiques concernant l'Espagne, la Tchécoslovaquie et la Pologne, d'avril à août 1939, la diplomatie soviétique a poursuivi (par intermittence) les négociations avec tous ces États dans la perspective d'organiser une alliance militaire contre l'Allemagne. Du 11 au 22 août 1939 à Moscou ont lieu des négociations entre des délégations soviétiques et des délégations anglaises et françaises au sujet de la conclusion d'une convention militaire. Du côté soviétique, c'est le Commissaire à la défense de l'Union soviétique, Kliment Vorochilov, qui menait ces pourparlers, du côté britannique, le vice-Amiral Reginald Drax, du côté français, le Général Aimé Doumenc. Les représentants occidentaux n'avaient pas le pouvoir de prendre des décisions de principe et ne faisaient que simuler le processus de négociation. Ainsi, dans les instructions de la mission militaire britannique, il était déclaré que « le gouvernement du Royaume-Uni (n'était) pas prêt à s'engager de manière précise pour une décision qui pourrait limiter notre liberté d'action en quelque circonstance que ce soit ». En outre, les négociations portant sur les actions conjointes à organiser ont été interrompues en raison de la position catégorique de la Pologne qui a refusé sans équivoque de participer à des actions conjointes avec l'Armée Rouge et de laisser les troupes soviétiques traverser son territoire pour frapper, le cas échéant, l'Allemagne. Les pays occidentaux n'ont absolument rien fait pour que la Pologne change sa position.

Il était devenu clair que le projet de formation d'une coalition rassemblant les puissances occidentales et la Russie avait échoué en raison de la réticence des gouvernements anglais et français à s'engager envers l'Union Soviétique. Ainsi, la situation était telle que l'URSS pouvait être impliquée dans une guerre avec l'Allemagne sans le soutien des alliés. En outre, il était évident que la guerre entre l'Allemagne et l'Union Soviétique **faisait le jeu des pays occidentaux** qui comptaient sur l'affaiblissement mutuel des deux puissances. Dans le même temps, il y avait toujours le risque que

la Grande-Bretagne conclut un accord avec l'Allemagne contre l'URSS. L'URSS se retrouvait devant la perspective de devoir combattre seule le bloc des puissances belliqueuses.

À cette époque, la diplomatie allemande étudiait la possibilité de négocier avec la partie soviétique. L'ambassadeur allemand en URSS, le comte Friedrich-Werner von der Schulenburg, était particulièrement actif en la matière. A. Hitler n'avait pas abandonné ses projets de conquête de son « espace vital » à l'est et de guerre contre l'Etat communiste. Cependant, dans les conditions d'un affrontement imminent avec l'Angleterre et la France, l'Allemagne cherchera à éviter d'avoir à mener une guerre sur deux fronts comme cela avait été le cas en 1914. Pour sa part, l'URSS cherchera à retarder le plus possible le moment de son entrée en guerre afin d'achever la préparation des forces armées et de l'industrie. Les dirigeants soviétiques espéraient également recevoir de l'Allemagne les dernières technologies et des équipements industriels.

Par la suite, dès l'été 1939, il était dorénavant clair que les négociations avec l'Angleterre et la France se trouvaient dans une impasse. C'est alors que les contacts diplomatiques entre l'Allemagne et l'Union Soviétique au niveau des ambassadeurs ont commencé. Le 23 août 1939, le Ministre allemand des Affaires Etrangères Joachim von Ribbentrop arrive à Moscou. Ce même jour, des pourparlers se tiennent au Kremlin entre von Ribbentrop et Viatcheslav Molotov en présence de Joseph Staline. Le résultat est la signature d'un traité de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne (le « Traité Molotov-Ribbentrop »). Selon ses termes, les parties s'engagent à ne pas mener de combat l'une contre l'autre pour une durée de dix ans, il est prévu entre les deux pays de coopérer au niveau économique (l'URSS s'engageait à fournir des matières premières stratégiques à l'Allemagne alors que cette dernière s'engageait à fournir à l'Union Soviétique des équipements industriels et de la documentation technique). Illustration. 7

Le traité de non-agression était complété par un protocole secret concernant **le partage des** sphères d'influence en Europe centrale et orientale, y compris celui de la Pologne. Les intérêts de l'URSS comprenaient la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Bessarabie et la partie orientale de la Pologne qui était habitée principalement par des Ukrainiens et des Biélorusses. Les intérêts de l'Allemagne concernaient la partie occidentale de la Pologne et la Lituanie.

En signant un traité de non-agression avec l'URSS, l'Allemagne ne se refusait par pour autant de planifier une attaque contre l'Union soviétique. Devant la guerre imminente, l'URSS a pu gagner du temps qui lui était stratégiquement important pour

Signature du traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Debout (au centre, de gauche à droite): le chef d'état-major, le Général de l'Armée Rouge Vladimir Chapochnikov, Joachim von Ribbentrop, Joseph Staline, Viatcheslav Molotov signent le Traité, le 23 août 1939
Loris

renforcer la défense du pays. En 1939 jusqu'à la première moitié de 1941, beaucoup avait été fait à cet égard mais il restait encore du travail à accomplir. Le traité de non-agression délimitait une ligne à l'est de laquelle l'Allemagne ne pouvait pas déployer ouvertement ses positions. En outre, l'alliance de l'Allemagne avec le Japon était alors compromise (à ce moment, les combats autour de Khalkhin-Gol en Mongolie se poursuivaient). Ainsi, la politique menée par la Grande-Bretagne et la France visant à « pacifier l'agresseur » afin de limiter les aspirations expansionnistes d'Hitler en Occident et de réorienter l'agression allemande vers l'URSS avait échoué.

Le cours des hostilités et la politique étrangère de l'URSS au début de la Seconde Guerre mondiale, 1939–1941

Dès le 3 avril 1939, le commandement allemand commence à se préparer à la guerre avec la Pologne. Un plan d'opération est élaboré, visant à capturer la Pologne. Il est baptisé du nom de code « Fall Weiss » (« Plan Blanc »). En mai, les troupes allemandes sont mises en état d'alerte. Le plan allemand prévoit l'écrasement des forces ennemies déployées à la frontière par des groupements des armées du « Nord » et du « Sud » qui devait être suivi de l'entrée des formations de chars dans l'espace opérationnel militaire, puis de l'encerclement et de la prise de Varsovie. Le 1er septembre 1939 à 4h40 du matin, les troupes allemandes franchissent la frontière germano-polonaise sans déclaration de guerre. La Seconde Guerre mondiale avait commencé en Europe. Le 3 septembre, conformément aux engagements pris précédemment, les gouvernements britannique et français déclarent la guerre à l'Allemagne. L'offensive des troupes allemandes a très rapidement progressé conformément au concept de la « guerre-éclair » (« Blitzkrieg »). Dès le 7 septembre, les troupes polonaises étaient vaincues et le gouvernement du pays avait fui Varsovie, d'abord pour Lublin, puis en Roumanie. Le 8 septembre, les combats pour Varsovie commencent. Le 28 septembre, la ville capitule. Le 6 octobre 1939, l'armée polonaise met fin à la résistance. Illustration 8

Les troupes anglo-françaises n'auront pas vraiment aidé la Pologne. L'offensive limitée des troupes françaises dans la Sarre du 7 au 12 septembre 1939 a été stoppée après la défaite des armées polonaises dans la bataille frontalière germano-polonaise. Les réelles hostilités contre les troupes allemandes **sur le front occidenal ne débuteront qu'au printemps 1940. C**ette période en histoire est nommée la « drôle de guerre »[1].

Le 17 septembre 1939, les troupes soviétiques franchissent la frontière polonaise. A ce moment, les forces principales de l'armée

[1] La « drôle de guerre ». Le 3 septembre 1939, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne après l'invasion de la Pologne (« campagne de Pologne »). Pourtant, aucune bataille majeure n'a lieu en Europe occidentale jusqu'à l'invasion de la Belgique, des Pays-Bas et de la France le 10 mai 1940. La période est appelée la « drôle de guerre ».

Invasion de la Pologne par l'armée allemande, Septembre 1939
RIA Novosti

polonaise sont déjà écrasées et le gouvernement fuit le pays le soir même. Compte tenu du démembrement effectif de l'Etat polonais et de la fuite en exil du gouvernement, les dirigeants soviétiques décident d'assurer la sécurité des Ukrainiens et des Biélorusses vivant dans les voïvodies[1] orientales de la Pologne. Le même jour, le commandant en chef de l'armée polonaise ordonne à ses troupes de ne pas résister à l'Armée Rouge. À la suite de l'offensive soviétique, une partie du front biélorusse peut entrer dans l'ouest de la Biélorussie et une partie du front ukrainien dans l'ouest de l'Ukraine. La grande majorité des 13 millions de personnes de cette région ont accueilli les nouvelles autorités soviétiques avec circonspection, mais beaucoup d'entre elles également avec enthousiasme. À plusieurs endroits, les unités de l'Armée Rouge rencontrent des unités de la Wehrmacht allemande qui avancent. Ainsi, il y a même eu des affrontements à Brest, mais le 21 septembre 1939, à la suite de négociations, l'Allemagne et l'Union Soviétique ont finalement signé un protocole qui établissait une ligne de démarcation séparant les troupes allemandes des troupes soviétiques.

En fait, les pays occidentaux acceptaient les actions de l'Union Soviétique **et reconnaissaient** l'aspiration de l'URSS à assurer sa sécurité.

Le célèbre homme politique et d'Etat britannique David Lloyd George a souligné que : « les armées russes (avaient) occupé des territoires qui (n'étaient) pas polonais et qui (avaient) été envahis par la Pologne après la Première Guerre mondiale. (…) Ce serait un acte de folie criminel de considérer l'avance russe de la même façon que l'avance allemande ».

Le 28 septembre 1939 à Berlin était signé le traité d'amitié et de délimitation des frontières germano-soviétique qui fixait le partage du territoire de l'ancien Etat de Pologne entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Dorénavant, la frontière entre les deux pays passait par les rivières Narew et le Boug occidental. Selon le nouveau protocole secret, les territoires polonais situés à l'est de la Vistule sont inclus dans la sphère d'intérêt de l'Allemagne. La Lituanie, à laquelle l'Union soviétique cède la ville de Vilna (Vilnius) et ses environs, qui avaient été occupés par les Polonais en 1920–1922, retourne dans la sphère d'intérêt de l'URSS.

Dans le cadre de la guerre en Europe débutée le 1er septembre 1939, l'Union Soviétique a conclu des traités d'assistance mutuelle avec les États baltes, le 28 septembre 1939 avec l'Estonie, le 5 octobre avec la Lettonie et le 10 octobre avec la Lituanie. Dans les années 1930 dans ces trois États, des dictatures nationalistes de type

1 Voïvodie : district administratif en Pologne.

nazi étroitement liées à l'Allemagne et hostiles à l'URSS s'étaient établies. En cas de guerre, ils pouvaient constituer une tête de pont commode pour attaquer Leningrad (Saint-Pétersbourg). Au regard de ces documents étaient créées dans les territoires baltes **des bases militaires, notamment navales soviétiques,** qui seront sérieusement fournies en forces et matériels militaires de l'Armée Rouge et de la flotte soviétique. En fait, ces traités rendaient les États baltes militairement et politiquement dépendants de l'URSS.

Le 5 octobre 1939, l'Union soviétique propose à la Finlande de signer un traité d'assistance mutuelle similaire. Le gouvernement finlandais refuse, il craint qu'un tel traité ne compromette son indépendance. La partie soviétique propose à la Finlande de repousser la frontière de 90 km de Leningrad (par le transfert à l'URSS de l'isthme de Carélie), demande à ce qu'on lui transfère l'île de Hogland et d'autres îles encore dans la partie centrale du Golfe de Finlande et également qu'elle puisse louer pour 30 ans la base militaire maritime de Hanko (cap de Hanko). En échange, l'URSS était prête à transférer à la Finlande un territoire en Carélie significativement plus important. Les négociations étaient dans l'impasse, chacune des parties se refusait à de quelconques compromis. Pour garantir la sécurité de la partie soviétique, celle-ci se devait de repousser la frontière le plus loin possible de Leningrad (la frontière soviéto-finlandaise n'était qu'à 30 km de la ville), d'autant plus que les dirigeants soviétiques étaient au courant des liens étroits qui existaient entre l'armée finlandaise et l'armée allemande.

Après l'incident militaire près du village de Mainila à la frontière entre l'URSS et la Finlande[1], le gouvernement soviétique prit la décision d'assurer la sécurité stratégique de Leningrad par des moyens militaires. Le 30 novembre 1939, des unités de l'Armée Rouge avec les forces des quatre armées de la région militaire de Leningrad, sous le commandement du commandant de second rang Kirill Meretskov, franchissent la frontière soviéto-finlandaise sur toute sa longueur, depuis le golfe de Finlande jusqu'à la mer de Barents. La guerre soviéto-finlandaise (appelée la « guerre d'Hiver ») durera jusqu'au 13 mars 1940. Le commandement soviétique avait sous-estimé les capacités de combat de l'armée finlandaise et ses effectifs, n'avait pas tenu compte du mauvais état des routes, des zones boisées et marécageuses rendant difficiles les combats, ainsi que des conditions naturelles (neige profonde, gelées sévères). Certaines unités soviétiques n'étaient

1 Incident de Mainila : survenu le 26 novembre 1939 à la frontière soviéto-finlandaise à côté du village de Mainila. Ce jour-là, l'Armée Rouge a bombardé ce village russe et fait des victimes mais a accusé la Finlande de cet acte.

pas fournies en vêtements chauds, ni en chaussures d'hiver, l'approvisionnement des forces de combat en munitions et en vivres était mal organisé, notamment en nourriture chaude. De plus, les services de renseignement soviétiques n'avaient pas examiné le système finlandais de fortifications permanentes sur l'isthme de Carélie (la ligne Mannerheim). Les troupes finlandaises inférieures aux troupes soviétiques en nombre de soldats et en armement connaissaient parfaitement la région et savaient comment en tirer parti. Illustration. 9

Les premiers combats menés en décembre 1939 ont été infructueux pour les Soviétiques. L'assaut de la ligne Mannerheim a été repoussé par les Finlandais malgré l'emploi de chars et d'artillerie lourde du côté des troupes soviétiques dont les pertes ont été lourdes. Après avoir reçu des renforts, les troupes soviétiques du front du nord-ouest dirigées par le commandant de 1er rang Semion Timochenko ont pu percer la ligne Mannerheim. Vyborg était prise. La Finlande ne pouvait plus continuer de combattre. Le traité de paix entre la Finlande et l'URSS est conclu à Moscou le 12 mars 1940. Selon ses termes, la Finlande transférait à l'URSS l'isthme de Carélie avec Vyborg et une partie de la région du Nord, **ainsi que la péninsule de Hanko en location.** La frontière soviéto-finlandaise s'éloignait de plus de 100 km de Leningrad et revenait pratiquement entièrement à la ligne établie par la paix de Nystad de 1721 entre la Russie et la Suède[1].

Au cours de la guerre soviéto-finlandaise, l'Union Soviétique aura perdu plus de 333 000 hommes, tués, blessés et portés disparus confondus, les troupes finlandaises, plus de 100 000 hommes. La guerre a tout d'abord montré aux dirigeants soviétiques, et personnellement à Joseph Staline, le manque de préparation de l'Armée Rouge, en particulier de son commandement, à la guerre moderne. Le spectacle qu'aura montré la guerre soviéto-finlandaise aura amusé Berlin qui, en outre, estimait très faibles les capacités de combat de l'Armée Rouge[2]. La guerre soviéto-finlandaise a eu pour résultat la réforme militaire mise en œuvre en 1940 et le remplacement au printemps de la même année de Kliment Voroshilov par Semion Timochenko au poste de Commissaire soviétique à la défense.

Au printemps 1940, l'accalmie temporaire que l'Europe connaissait alors prend fin. Afin de s'assurer un accès à l'océan

1 Traité ou paix de Nystad : signé par la Suède et la Russie le 10 septembre 1721 à Nystad (alors en Suède) appelée Uusikaupunki en Finlande aujourd'hui. Il met fin à la « Guerre du Nord » entre la Russie et la Suède qui a dû céder l'Ingrie, l'Estonie, la Livonie (correspondant à peu près à la Lituanie et à la Lettonie aujourd'hui), une partie de la Carélie et de la Finlande.

2 Il est fait ici référence au RKKA, cad à l'Armée rouge ouvrière-paysanne, nom donné aux forces armées terrestres de la République Socialiste Fédérative Soviétique de la Russie (RSFSR) à partir de 1918 jusqu'en 1946.

Artilleurs de l'Armée Rouge en marche pendant la guerre soviéto-finlandaise
RIA Novosti

Atlantique pour pouvoir agir sur les routes commerciales britanniques et éviter un éventuel blocus maritime, le commandement allemand décide d'envahir le Danemark et la Norvège. L'opération baptisée du nom de code « Weserübung » (« opération Weser »[1]) a débuté le 9 avril 1940 et était menée par les forces de la marine, les forces terrestres et l'aviation de l'Allemagne nazie. Soutenues par l'aviation, les troupes débarquent aux endroits-clés du Danemark et de la Norvège. Le Danemark est facilement occupé tandis que de violents combats se déroulent en Norvège auxquels participent également des troupes débarquées anglaises, françaises et polonaises. En juin 1940, le gouvernement norvégien et les alliés doivent quitter le pays.

En février 1940, le haut commandement de la Wehrmacht adopte le plan opérationnel contre la France qui a reçu le nom de code « Plan Jaune » (« Fall Gelb »). Il prévoyait de frapper la France à partir de trois groupes des forces armées. Le coup principal devait être porté à travers le territoire de la Belgique et du Luxembourg en contournant les puissantes fortifications françaises (ligne Maginot) à la frontière franco-allemande où il avait été prévu de mener des batailles de positions. Une attaque pour détourner l'attention avait été prévue en Hollande pour y attirer les forces principales de l'armée française et du corps expéditionnaire britannique. Les chars et l'aviation allemande devaient jouer le plus grand rôle dans l'opération.

Le 10 mai 1940 au matin, à 5h35, l'offensive des forces allemandes sur le front occidental débute. Les troupes allemandes ont porté leur coup principal au moyen d'un regroupement de chars en région escarpée des Ardennes que les alliés considéraient justement impraticable pour des chars. L'offensive prend rapidement de l'ampleur. Dès le 15 mai, les Pays-Bas capitulent, les troupes allemandes occupent presque tout le territoire belge et franchissent les défenses des unités françaises dans la région de Sedan. Le 23 mai, les chars allemands atteignent les côtes de la Manche, ce qui permettait de couper l'accès d'un important regroupement des forces alliées basé dans la région de Dunkerque. La Belgique capitule le 28 mai. Au 1er juin, les troupes britanniques et partiellement françaises avaient évacué Dunkerque pour rejoindre l'Angleterre. Elles ont alors subi de lourdes pertes et ont dû abandonner pratiquement tout leur matériel de combat.

Le 5 juin 1940, après une brève accalmie, les combats reprennent en France. Les troupes allemandes lancent une grande offensive, « l'opération Rouge » (« Fall Rot »), avec l'objectif d'envahir définitivement la France entière. Le 14 juin, ils entrent dans Paris

1 Le Weser est un fleuve allemand.

et le 22 juin, la France capitule et conclut une trêve à Compiègne. La moitié de son territoire est occupée, dans l'autre moitié, un gouvernement français fantoche est créé avec pour capitale Vichy. En Grande-Bretagne, à partir des troupes françaises évacuées de France, naît le mouvement de la « France Combattante » dirigé par le Général Charles de Gaulle.

Après sa victoire sur la France, A. Hitler avait l'intention de conquérir l'Angleterre. Pour ce faire, le commandement allemand prévoyait de dominer les airs, puis de débarquer des troupes navales. Cette opération a reçu le nom de code « Seelöwe » (« Lion de Mer »). La bataille aérienne débute le 10 juillet 1940. Elle sera plus tard appelée la « Bataille d'Angleterre ». Le succès des batailles aériennes était variable, mais en septembre, l'aviation britannique réussit à bloquer l'opération. En novembre 1940, il était devenu clair pour le commandement allemand qu'il serait impossible d'établir une domination aérienne sur l'Angleterre et l'opération de débarquement fut annulée.

Les dirigeants soviétiques espéraient que la guerre dans l'ouest de l'Europe durerait longtemps. Cependant, la rapide défaite de la France a considérablement accéléré la menace d'un affrontement entre l'URSS et l'Allemagne. Cela a obligé l'Union Soviétique à accélérer sa politique étrangère. Dans le but de renforcer ses frontières occidentales, entre le 14 et le 16 juin 1940, le gouvernement d'URSS a exigé de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie, alors dictatures autoritaires nationalistes déloyales envers Moscou (liens secrets avec Berlin par le biais des services de l'armée et du renseignement) de conclure des traités d'assistance mutuelle avec l'URSS. Entre le 15 et le 17 juin, des troupes soviétiques supplémentaires entrent dans les trois Etats baltes et établissent le contrôle total du territoire. Il n'y a pas eu de résistance, les pouvoirs locaux ont facilité le déploiement des troupes.

Les nouveaux gouvernements prosoviétiques dans les Pays baltes ont entrepris un ensemble de réformes démocratiques: les prisonniers politiques ont été libérés, les interdictions de manifestations politiques et les activités des partis de gauche (y compris les partis communistes) ont été levées, les organisations fascistes ont été dissoutes et des élections parlementaires ont été fixées. En juillet 1940, les blocs procommunistes du peuple ouvrier remportent les élections. En conséquence, les 21 et 22 juin 1940, les parlements nouvellement élus des États baltes proclament la création des Républiques Socialistes Soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie et déclarent faire partie de l'URSS. Du 3 au 6 août, le Soviet suprême de l'URSS approuve l'entrée des nouvelles républiques soviétiques dans la Fédération. Des corps d'infanterie territoriaux de l'Armée Rouge ouvrière et paysanne (RKKA) sont

créés à partir des effectifs des anciennes armées républicaines. Ces actions répondaient entièrement aux normes de droit international et du droit étatique de l'époque.

En juin 1940, l'Union Soviétique exige de la Roumanie le transfert de la Bessarabie (Moscou ne reconnaît pas légale son occupation par les Roumains en 1918) et de la Bucovine du Nord peuplée d'Ukrainiens. Le gouvernement roumain s'y oppose mais, sous la pression de l'Allemagne (le gouvernement allemand assurait à la partie roumaine que les territoires lui seraient bientôt restitués), est contraint de céder. Du 28 au 30 juin 1940, les troupes soviétiques du front Sud dirigé par le Général Gueorgui Joukov occupent ces territoires sans rencontrer pratiquement de résistance de la part de l'armée roumaine. La plus grande partie de la Bessarabie devient la République Socialiste Soviétique de Moldavie et le sud de la Bessarabie et la Bucovine du Nord deviennent parties de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine.

Les 12 et 13 novembre 1940 se tiennent à Berlin les négociations menées par le Commissaire aux affaires étrangères de l'URSS Viatcheslav Molotov avec les dirigeants allemands sur la délimitation des domaines d'intérêt de chacun dans les Balkans, mais elles échouent en raison de la position de Hitler qui avait déjà pris la décision d'initier une guerre avec l'Union Soviétique au printemps-été 1941.

Les succès militaires de l'Allemagne ont entraîné l'augmentation du nombre de membres parties au bloc allemand. Le 27 septembre 1940, l'Allemagne, le Japon et l'Italie signent le Pacte tripartite, créant ainsi l'axe Berlin-Rome-Tokyo. La sphère d'influence de l'Allemagne comprend l'Europe et l'océan Atlantique, la sphère du Japon, l'Asie et le Pacifique, et celle de l'Italie, l'Afrique et la Méditerranée. En novembre 1940, la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie adhèrent au pacte anti-Komintern suivis, en mars 1941, par la Bulgarie, la Yougoslavie et la Finlande. Les principaux adversaires du bloc sont l'URSS, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

En décembre 1940, les troupes italiennes lancent une offensive en Afrique du Nord et en Afrique orientale contre les troupes britanniques, mais sont rapidement stoppées. La contre-offensive des troupes britanniques conduit à la défaite complète des troupes italiennes en Libye. En février 1941, l'Allemagne est contrainte de venir en aide à son allié. Le Deutsches Afrikakorps (le corps militaire allemand d'Afrique) se déploie en Afrique sous le commandement du Lieutenant-Général Erwin Rommel. Ces événements marquent le début des combats en Afrique du Nord et en Méditerranée.

Le 28 octobre 1940, les troupes italiennes lancent leur invasion de la Grèce qui est soutenue par les troupes et la marine

britanniques. Très rapidement, les Grecs peuvent, non seulement, stopper l'offensive italienne, mais même repousser l'ennemi en Albanie. Le gouvernement italien demande alors l'aide aux Allemands.

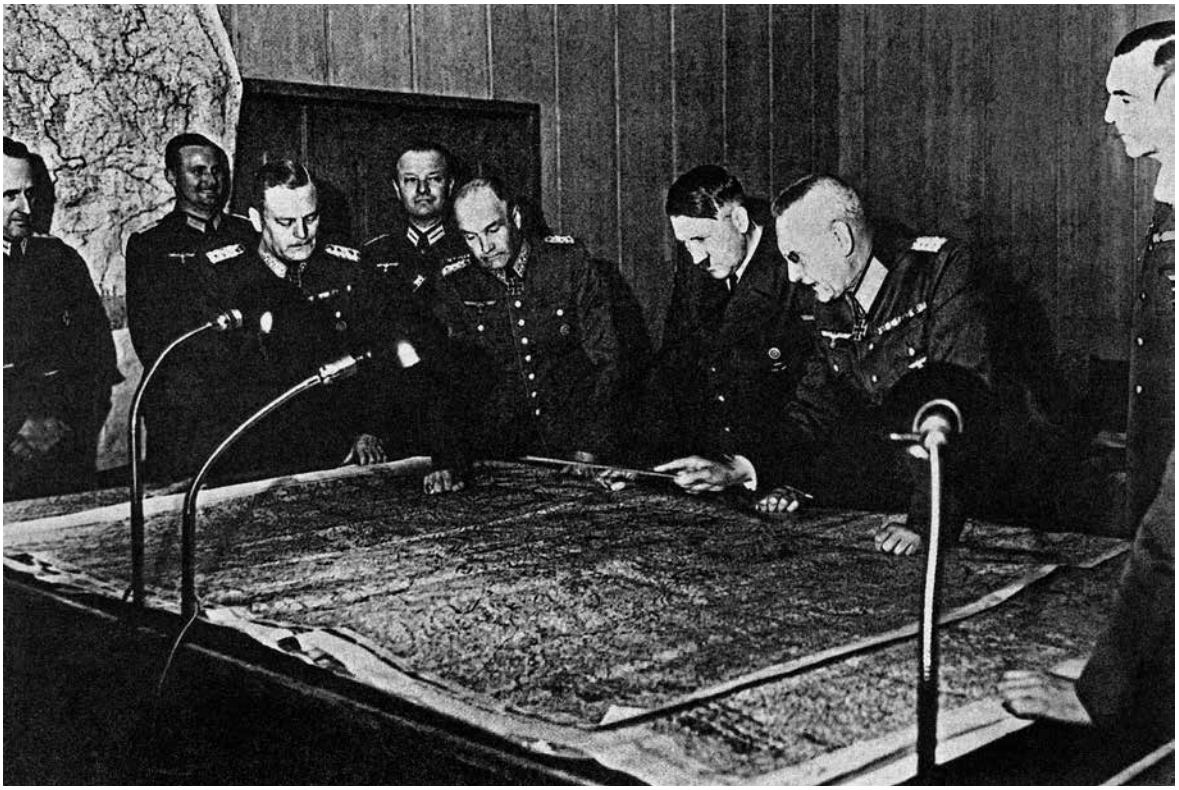
Le 27 mars 1941, un coup d'état a lieu en Yougoslavie. Le gouvernement pro-allemand du prince régent Paul est renversé et le gouvernement du Général Dusan Simovitch tourné vers la Grande-Bretagne et l'URSS arrive au pouvoir. Cela pousse le commandement allemand à résoudre le conflit militairement. Le 6 avril 1941 commence l'opération Marita (la « Bataille de Grèce »), soit l'invasion de la Yougoslavie par des troupes allemandes, hongroises et bulgares et de la Grèce par des troupes allemandes. Le 13 avril, les troupes allemandes entrent à Belgrade, le 17 avril, l'armée yougoslave capitule. Les troupes grecques capitulent le 23 avril et les allemands occupent Athènes le 27 avril. Les troupes britanniques sont évacuées sur l'île de Crète qui, après des combats acharnés du 20 au 31 mai 1941, est finalement capturée par l'armée de l'air allemande. Sur le territoire de l'ex-Yougoslavie est créé « l'Etat de Croatie », Etat fantoche pro-allemand dirigé par le parti fasciste des « Oustachis » d'Ante Pavelic[1]. Illustration. 10

Au début de 1941, les relations entre l'URSS et l'Allemagne se sont considérablement détériorées. Le gouvernement allemand ne répond pas aux initiatives diplomatiques soviétiques, les livraisons de produits à l'URSS sont réduites au minimum, les Allemands ont retiré leur personnel scientifique et technique du territoire soviétique et se préparent à la guerre en transférant des troupes en Europe orientale. Les dirigeants soviétiques comprennent alors qu'une guerre avec l'Allemagne est inévitable et qu'elle peut éclater à tout moment. Il est vrai que Joseph Staline croyait impossible une attaque de l'Allemagne tant que cette dernière était en guerre contre la Grande-Bretagne. Face à la menace de la guerre, la diplomatie soviétique a pris un certain nombre de mesures pour renforcer la sécurité du pays. Le 13 avril 1941, le Commissaire aux affaires étrangères de l'URSS, Viatcheslav Molotov, et le Ministre des Affaires Etrangères du Japon, Yosuka Matsuoka, signent un traité de non-agression soviéto-japonais pour une période de cinq ans censé protéger l'URSS de frappes provenant du Japon.

Avant la guerre, la politique étrangère de l'URSS était très active et visait à repousser dans le temps et l'espace les menaces sur la partie européenne du pays et en Extrême-Orient. Il est important

1 Outre l'Allemagne nazie, le Vatican protégera également cet Etat fantoche qui finira par devenir pérenne après la Seconde Guerre mondiale, république dans le cadre de la Yougoslavie.

Le Feld-Maréchal Wilhelm Keitel, le Colonel-Général Walter von Brauchitsch, Adolf Hitler, le Colonel-Général Franz Halder (de gauche à droite au premier plan) près de la table avec une carte pendant la réunion de l'état-major général. En 1940, A. Hitler signe la directive principale nº 21 connue sous le nom de code « Barbarossa », 1940
RIA Novosti



de noter que les terres restituées à l'Etat soviétique étaient, dans la plupart des cas, des territoires appartenant auparavant à l'ancien Empire russe et avaient été perdues pendant la Guerre civile et l'intervention étrangère. D'autre part, leur adhésion à l'URSS s'était déroulée de manière pacifique, souvent en tenant compte de l'opinion publique. Dans le cadre d'une guerre inévitable avec l'Allemagne nazie, repousser la frontière occidentale de l'URSS plus loin vers l'ouest répondait aux intérêts nationaux et à la sécurité de l'URSS.

L'Allemagne se prépare à attaquer l'URSS. Le plan Barbarossa. Mesures prises par l'Union Soviétique

Le 21 juillet 1940, immédiatement après la victoire sur la France, A. Hitler ordonne d'élaborer un plan pour mener les combats contre l'URSS. Le 18 décembre 1940, le plan de combat contre l'URSS est approuvé, il s'agit du plan « Barbarossa ».

Outre les plans militaires, les dirigeants allemands ont élaboré des plans pour organiser l'extermination des peuples de l'URSS et exploiter économiquement les territoires qu'ils comptent occuper.

Le territoire de la partie européenne de l'Union Soviétique doit revenir à l'Allemagne, il s'agit de « l'espace de vie » (« Lebensraum ») nécessaire qui doit être peuplé par des colons allemands. L'Etat soviétique, le Parti communiste et son idéologie doivent disparaître, les régions orientales de l'URSS à l'est de l'Oural doivent revenir au Japon, allié de l'Allemagne. Les villes de Moscou et de Leningrad, principaux centres culturels et politiques de l'URSS, doivent être complètement détruites, une grande partie de la population russe doit être exterminée ou déportée dans des zones inhabitables, il est alors planifié de mettre à disposition des colons allemands une petite partie de cette population, en ayant pris soin de l'avoir privée d'éducation, de culture et de soins médicaux au préalable. Il est totalement exclu d'installer dans le territoire occupé une quelconque autorité étatique russe.

L'exploitation économique du territoire occupé en URSS doit être réalisée conformément au plan Oldenburg. L'Allemagne espérait utiliser les richesses naturelles et les potentiels économiques de l'URSS pour ses besoins. Une attention particulière était accordée au pillage et à l'exportation de biens culturels pour lesquels un quartier général avait été spécialement créé, le « Reichsleiter Rosenberg »[1]. Il était également prévu d'exporter toute la nourriture de la partie européenne de l'URSS vers l'Allemagne pour nourrir la population allemande et les soldats de la Wehrmacht (« plan de la faim » ou politique de la famine), ce qui condamnait

[1] Il s'agit de l'*Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg* (*ERR*) dirigé par le célèbre nazi Alfred Rosenberg. *Reichsleiter* veut dire Gouverneur du Reich ou Gouverneur de l'Empire en allemand.

délibérément la population russe à mourir de faim. Les intentions de pillage des dirigeants allemands combinées à l'extermination prévue de 20–30 millions de Russes à la suite d'une famine organisée peut être interprétée comme un acte de destruction délibérée. Dans tous les cas, un acte de génocide avait été prévu. Les massacres de masse planifiés pour des motifs ethniques et politiques menés ou devant être menés par les *Einsatzgruppen SS*[1] spécialement créés pour ce faire étaient un génocide.

Le territoire occupé de l'URSS devait être divisé en cinq *Reichskommissariat* (commissariats du Reich) : « Ostland », « Ukraine », « Moscou », « Caucase » et « Turkestan ». « Ostland » comprenait les territoires de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Biélorussie, le *Reichskommissariat* « Ukraine » comprenait tout le territoire de l'Ukraine soviétique et le Kouban[2]. La Crimée et la Tauride du Nord[3] devaient faire partie de l'Allemagne. Ainsi, dans les plans nazis, aucune autonomie hypothétique n'était évoquée, aucune « Russie sans Bolcheviks » ne pouvait exister. Tous les postes de direction administratifs appartenaient uniquement à de hauts fonctionnaires allemands qui menaient une politique d'occupation et de pillage **et une partie du territoire de l'URSS** était soumise à la germanisation et à son inclusion dans le Reich allemand.

En ce qui concerne la gestion du territoire occupé, A. Hitler crée par décret du 17 juillet 1941 « Sur l'administration civile dans les régions orientales occupées » le Ministère des territoires occupés orientaux que va diriger Alfred Rosenberg, un des principaux idéologues du nazisme.

Initialement, le plan Barbarossa prévoyait **d'envahir l'URSS** en mai 1941, mais par la suite, les dates de début de l'opération ont été reportées à plusieurs reprises en raison de la situation en Grèce et en Yougoslavie. La date finale de l'offensive de l'Allemagne contre l'URSS fut arrêtée au 22 juin 1941. Hitler considérait que l'Union Soviétique était un « colosse aux pieds d'argile». Il se la représentait en effet comme un état fragile en raison de sa structure multinationale et considérait que le système socialiste soviétique n'était absolument pas soutenu par la population. C'est pourquoi les Allemands escomptaient quatre mois pour la mise en œuvre du plan « Barbarossa ». Affaiblie par la répression de 1937–1938 et ne rencontrant aucun succès dans la guerre contre la Finlande en 1939–1940, l'Armée Rouge n'était pas considérée par

1 *Einsatzgruppen SS* : unités mobiles d'extermination du III[ème] Reich créées par Heinrich Himmler et Reinhard Heydrich.

2 Kouban : région du sud de la Russie occidentale (Krasnodar, Stavropol, Sotchi, Novorossiïsk…).

3 Tauride : fait référence au gouvernement russe de Tauride au nord de la mer Noire qui est supprimé en 1921.

les Allemands comme un adversaire de taille. Les services de renseignement allemands étaient entravés par des préjugés raciaux et des dogmes antisoviétiques et n'ont pas été en mesure de reconnaître tout le potentiel militaire et militaro-industriel de l'URSS dans l'Oural et **d'autres régions éloignées du pays.** Selon le plan « Barbarossa », il était prévu d'encercler et d'anéantir les principales forces des troupes soviétiques dans les zones frontalières.

L'Allemagne disposait à ce moment-là de l'armée la plus forte et la plus efficace au monde que ses campagnes militaires précédentes avaient très bien préparée. La stratégie allemande se fondait sur le principe de la « guerre éclair » (« Blitzkrieg ») qui permettait de remporter la victoire à partir d'une ou de plusieurs attaques puissantes menées en un laps de temps très court. La tactique fondamentale revenait à percer les lignes de front au moyen de groupements de chars soutenus par l'aviation, puis d'encercler les troupes ennemies et de les détruire avec les forces du deuxième échelon de l'infanterie. Un rôle important revenait aux travaux de renseignements militaires et aux communications radio qui permettaient de détecter les forces ennemies et de contrôler avec efficacité les troupes.

L'objectif stratégique principal du plan Barbarossa était la défaite des forces armées de l'URSS, l'occupation de la partie européenne de l'Etat soviétique et la capture de ses principaux centres économiques et politiques. Les forces allemandes du premier échelon devaient remporter la victoire sur l'Armée Rouge au cours de la campagne d'été. Il était prévu que les forces du deuxième échelon stratégique occupent la partie européenne de l'URSS et atteignent, si possible, la ligne « Arkhangelsk-Astrakhan » à l'automne 1941.

À l'extrême nord, **l'armée « Norvège »** devait faire face aux troupes du district militaire de Leningrad (LenVO). Située sur le territoire de Finlande, amie du Reich, elle avait pour mission d'avancer dans deux directions, vers Mourmansk et vers Kandalakcha, avec l'objectif de s'emparer de Mourmansk, de la Carélie et de bloquer les chemins de fer dans la zone de Mourmansk.

Le groupe d'armées « Nord » devait combattre les troupes de la région militaire spéciale balte (PribOVO). Sa tâche principale consistait à vaincre les troupes soviétiques dans les Pays baltes, à capturer Leningrad, à détruire la flotte balte et à se rassembler avec les troupes finlandaises dans la région de la Neva et de la Svir. Il avait été prévu d'unir deux armées finlandaises aux troupes allemandes qui se dirigeaient vers le nord. Dans la direction principale, à l'ouest, c'est le groupe d'armées « Centre » qui devait combattre les troupes de la région militaire spéciale occidentale (ZapOVO). Il devait vaincre les troupes soviétiques en Biélorussie et s'emparer de Moscou.

Sur le flanc Sud du futur front germano-soviétique, le groupe d'armées « Sud » était censé combattre les troupes de la région militaire spéciale de Kiev avec l'objectif de s'emparer de l'Ukraine. La tâche des armées allemandes consistait à acculer les troupes soviétiques au niveau du Dniepr, de les encercler et de les anéantir dans la région de Kiev, puis d'attaquer Kharkov et Rostov pour atteindre ensuite le Caucase et les réserves de pétrole de Grozny en Russie soviétique, puis de Bakou en République soviétique d'Azerbaïdjan. Dans ses réserves, le groupe d'armées « Sud » comptait des troupes hongroises et slovaques.

La 11ème Armée allemande, dont deux armées roumaines protégeaient les flancs, devait combattre en Moldavie les troupes du district militaire d'Odessa (OdVO). La tâche principale de la 11ème Armée était l'occupation de la Moldavie, l'accès à l'embouchure du Dniepr et la capture d'Odessa, de Nikolaïev[1] et de la Crimée.

Au total, pour l'opération « Barbarossa », l'Allemagne et ses alliés avaient rassemblé 4 329 500 soldats et officiers, 4 364 chars, 42 601 canons et mortiers, 4 795 avions, jusqu'à 100 navires de guerre. Le fait que le premier échelon de l'invasion prévue concentrait 77 % des divisions d'infanterie, 90 % des divisions de chars et 100 % de l'aviation marquait l'extrême importance que le commandement allemand accordait à cette opération. Le deuxième échelon ne représentait que 12 % du nombre total des troupes allemandes et de ses alliés. Ainsi, l'Allemagne concentrait le principal de ses forces contre l'URSS.

La « Campagne de l'est », comme l'appelait les dirigeants hitlériens, était non seulement une campagne militaire visant à vaincre les forces armées de l'URSS, comme on la présente le plus souvent aujourd'hui, mais également une action militaro-politique, une guerre visant à anéantir l'Etat soviétique lui-même, son armée et son peuple. En outre, il revenait à la Wehrmacht, c'est-à-dire aux forces armées allemandes, un rôle non seulement militaire, mais également un rôle politique. Un certain nombre d'ordres (réellement criminels) donnés par la plus haute autorité militaire en témoignent avec éloquence. Ce sont, par exemple, les ordres provenant du chef du Haut Commandement de la Wehrmacht (OKV), le Maréchal Wilhelm Keitel. **Le 13 mai** 1941, l'ordre portait « Sur l'emploi de la juridiction militaire dans le cadre de l'opération « Barbarossa » et sur les mesures particulières des troupes », le 6 juin 1941 sur la « Directive sur le traitement des commissaires politiques » (« Ordonnance sur les commissaires ») et, le 8 septembre

1 La ville de Nikolaïev se trouve dans la région d'Odessa, région originellement russe avant les découpages territoriaux soviétiques. La ville se nomme Mikolaïv en ukrainien.

1941, sur la « Directive sur le traitement des prisonniers de guerre soviétiques ».

Dans les faits, le premier ordre libérait de poursuites judiciaires les soldats et les officiers allemands ayant commis un crime à l'encontre des populations civiles et des prisonniers de guerre soviétiques. Le deuxième déclarait hors-la-loi les employés politiques de l'Armée Rouge, en fait, tous les communistes servant dans les rangs de l'armée qui devaient être fusillés immédiatement sur place. Non seulement la directive sur les prisonniers de guerre violait la 3ème Convention de Genève[1], mais elle créait également les prémisses de l'extermination des prisonniers de guerre soviétiques**, en les privant de soins médicaux,** par la faim, le froid et des conditions de travail insoutenables.

Il s'agissait donc d'une extermination ciblée des militaires soviétiques pour des raisons nationales et politiques, et la Wehrmacht était un instrument de cette politique. Les dirigeants soviétiques étaient parfaitement conscients que l'Allemagne nazie constituait une menace mortelle et renforçaient d'une manière ciblée les capacités de défense du pays. Le 1er septembre 1939 en URSS est adoptée la loi sur le service militaire obligatoire. La guerre soviéto-finlandaise avait montré l'existence de graves lacunes dans l'Armée Rouge. Il était nécessaire de préparer dans les plus brefs délais de nouveaux cadres militaires techniques et de commandement, de réarmer les troupes avec les derniers modèles de matériels et d'équipements, d'élaborer et d'assimiler de nouvelles tactiques et stratégies de combat. Au printemps 1940 est lancée une réforme militaire destinée à augmenter la capacité de combat de l'Armée Rouge pour 1942. Dans ce cadre, en 1940–1941, l'Union Soviétique commence à produire des chars (T-34, KV), des avions (Yak-1, MIG-3, PE-2, Il-2) et des pièces d'artillerie qui ont été préalablement approuvés.

Au printemps 1941, toute une série d'actions de mobilisation a été menée dans les districts militaires occidentaux. Le 8 mars 1941 est donné l'ordre de rappeler les réservistes pour les incorporer dans les rangs militaires. Le 14 mai, on procède à la sortie anticipée des élèves-officiers des écoles militaires. Le même jour, l'Etat-major général des armées ordonne l'élaboration d'un « Plan de défense des frontières de l'Etat » dans les districts militaires occidentaux avant le 25 mai. Le 15 juin 1941, l'ordre est donné de commencer à retirer des troupes de leurs lieux de déploiement permanent pour répondre au plan de défense des frontières.

1 3ème Convention de Genève : relative au traitement des prisonniers de guerre, adoptée pour la première fois en 1929, puis considérablement révisée en 1949. Elle est l'un des quatre traités des Conventions de Genève.

Conformément au plan de déploiement, en cas d'attaque de l'ennemi, l'armée de première ligne sera chargée d'arrêter et d'affronter les unités de la Wehrmacht qui cherchent à entrer en territoire soviétique, principalement à l'aide des divisions d'infanterie et en s'appuyant sur les zones fortifiées de la ligne Molotov. Elle sera ensuite rejointe par les corps mécanisés et les réserves opérationnelles soutenues par l'aviation et mènera une contre-attaque qui doit faire reculer l'ennemi au-delà des frontières de l'Etat. Avec l'entrée en combat des armées de deuxième ligne, il s'agira de mener une contre-offensive qu'il faudra faire progresser dans le camp ennemi. A ce moment, le principal des forces allemandes se trouvera en première ligne, là où l'URSS n'aura déployé que 43 % de ses divisions. Elle en déploiera 25 % en deuxième ligne et 32 % resteront en réserve à l'intérieur du pays.

Rapport du total des forces pour chacun des belligérants au 22 juin 1941

	Allemagne et ses alliés	URSS	Rapport
Effectifs	4 329 500	3 262 851	1,3:1
Chars	4 364	15 667	1:3,6
Canons et mortiers	42 601	59 787	1:1,4
Avions	4 795	10 743	1:2,2

Selon les données des services de renseignement soviétiques, le 21 juin 1941, à 23h30, l'Etat-major général de l'Armée Rouge transmet aux districts militaires frontaliers la directive n° 1 sur la mise en état d'alerte des troupes. Elles recevront un ordre analogue du Commissariat des forces de la marine.

Périodisation de la Grande Guerre patriotique

La Grande Guerre patriotique que l'Union soviétique a menée contre l'Allemagne hitlérienne et ses alliés du 22 juin 1941 au 9 mai 1945 est partie intégrante de la Seconde Guerre mondiale (qui s'est déroulée au total du 1er septembre 1939 au 2 septembre 1945). Pendant 1 412 jours, la guerre germano-soviétique a formé le principal front de la Seconde Guerre mondiale.

Pour la partie soviétique, la Grande Guerre patriotique était la guerre de tous les peuples d'URSS contre l'ennemi. Il s'agissait d'une guerre légitime, d'une guerre de libération.

Dans l'historiographie russe, l'histoire de la Grande Guerre patriotique se divise en trois périodes.

La première période de la Grande Guerre patriotique, la période défensive, se déroule du 22 juin 1941 au 18 novembre 1942 et couvre les hostilités du début de la guerre jusqu'à la fin de la phase défensive pendant la bataille de Stalingrad. C'est principalement une période de défense et de retrait des unités de l'Armée Rouge.

La deuxième période de la Grande Guerre patriotique, la période de rupture fondamentale, s'étend du 19 novembre 1942 au 31 décembre 1943 et couvre l'intervalle entre le début de l'offensive des troupes soviétiques près de Stalingrad et la fin de la bataille du Dniepr. C'est la période qui voit passer l'initiative de l'armée allemande à l'Armée Rouge et le début de la libération du territoire de l'Union Soviétique.

La troisième période de la Grande Guerre patriotique, la période offensive[1], du 1er janvier 1944 au 9 mai 1945, comprend la libération complète du territoire de l'URSS et des pays d'Europe centrale et orientale et la défaite de l'Allemagne.

Les historiens distinguent habituellement la guerre qu'a menée l'Union Soviétique contre le Japon du 8 août au 2 septembre 1945. Elle était inévitablement liée à la Grande Guerre patriotique et a été menée contre l'allié d'Extrême-Orient de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste.

1 Evidemment d'un point de vue soviétique puis russe.

La bataille frontalière, juin-juillet 1941

Le 22 juin 1941, à 3h15 du matin, débute l'offensive générale des troupes allemandes contre l'URSS le **long de toute la frontière** de l'Union soviétique. Le coup a été soudain. L'invasion était accompagnée du bombardement d'aérodromes, de gares et de villes soviétiques importantes. Ce n'est qu'à 5h30 que l'Ambassadeur allemand en URSS, Friedrich-Werner von der Schulenburg, informe le Commissaire aux affaires étrangères de l'URSS, Viatcheslav Molotov, que l'Allemagne était entrée en guerre avec l'URSS. À midi le 22 juin, Viatcheslav Molotov annonce à la radio l'attaque déloyale de l'Allemagne. La Grande Guerre patriotique avait commencé. Les alliés de l'Allemagne déclarèrent à la suite la guerre à l'URSS : le 22 juin, l'Italie, la Roumanie et la Croatie, le 23 juin, la Slovaquie, le 25 juin, la Finlande et le 27 juin, la Hongrie. Illustration. 11

L'agression allemande a nécessité de prendre in *extremis* des mesures afin d'organiser la résistance face à l'ennemi. Le 22 juin 1941, sur décision du Conseil des Commissaires du peuple et du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS), la loi martiale est introduite et la mobilisation générale est décrétée sur tout le territoire de l'URSS. Le même jour, les districts militaires frontaliers deviennent des fronts. Le district militaire spécial de la Baltique devient le front Nord-Ouest, le district militaire spécial de l'ouest, le front Ouest, le district militaire spécial de Kiev, le front Sud-Ouest. Deux jours plus tard, le 24 juin, le front Nord est créé avec les troupes du district militaire de Leningrad et le front Sud avec les troupes du district militaire d'Odessa.

Le 23 juin 1941, pour conduire la guerre est créé le quartier général du haut commandement des forces armées présidé par le Commissaire à la défense de l'URSS, le Maréchal Semion Timochenko. Il rassemblait notamment Joseph Staline, Viatcheslav Molotov, le chef de l'état-major général de l'armée Gueorgui Joukov et d'autres. Le 10 juillet, le Quartier Général du Haut Commandement devient le Quartier Général du Commandement Suprême sous la présidence de Joseph Staline et, le 8 août, le Quartier Général du Haut Commandement Suprême.

Le 29 juin 1941 paraît la « Directive du Comité Central du PCUS adressée aux organisations soviétiques et du Parti » dans laquelle il était exigé qu'elles réorganisent leur travail dans les conditions de guerre. Il y était souligné la nécessité de développer la lutte contre l'ennemi en zone de première ligne et dans les arrières de l'ennemi,

La population accompagne les troupes soviétiques en retraite, le 1er juillet 1941
Photo M. Melnik RIA Novosti

d'organiser des détachements de résistants et des groupes clandestins et de renforcer les arrières de l'Armée Rouge. Avec le retrait forcé des troupes soviétiques, les organes du Parti étaient tenus d'évacuer tous les biens de valeur ou, si cela n'était pas possible, alors de les détruire. Dans les régions occupées par les Allemands, des organisations clandestines du Parti sont créées pour diriger les mouvements de résistance et mener une lutte idéologique clandestine.

Une attention particulière était accordée aux travaux et aux communications politiques au sein des troupes. De même que lors de la Guerre civile, à partir du 16 juillet 1941, au sein de l'Armée Rouge est mis en place l'institut des commissaires de l'armée qui s'occupaient du travail politique et éducatif à mener au sein des troupes. Ces derniers partageaient la responsabilité des décisions prises sur un pied d'égalité avec le commandement. À cet égard, le système des organes politiques fut réorganisé au sein des forces armées qui relevait de la Direction politique centrale de l'Armée Rouge Ouvrière et Paysanne (RKKA) tenue par le Commissaire d'armée de 1er rang Lev Mekhlis, et de la Direction politique centrale des forces de la marine commandée par le Commissaire de 2ème rang Ivan Rogov.

Le 30 juin, pour diriger le pays en temps de guerre, est créé le Comité d'Etat à la Défense (GKO) présidé par Joseph Staline qui, depuis le 6 mai, préside également le Conseil des Commissaires du Peuple (SNK), ainsi que le Commissariat du Peuple à la Défense à partir du 19 juillet et devient le Commandant en Chef Suprême des forces armées de l'URSS à partir du 8 août. Parmi les effectifs du GKO, on trouve Viatcheslav Molotov qui en est le vice-Président. Kliment Vorochilov, Gueorgui Malenkov, Lavrenti Beria, etc. Le Comité d'Etat à la Défense rassemblait en sa structure tous les dirigeants militaires, politiques et économiques du pays, ses décisions faisaient office de lois extraordinaires.

Le 24 juin 1941 est créé le Sovinformburo (Bureau d'information soviétique) dirigé par Alexandre Chtcherbakov. Il s'agissait de l'organe d'information étatique principal et du principal outil de lutte idéologique.

Le 3 juillet 1941, pour la première fois depuis le début de la guerre, Joseph Staline s'adresse à la radio au peuple soviétique et à l'Armée Rouge. Pour la première fois, il parle explicitement du danger mortel qui pèse sur l'URSS et appelle les citoyens du pays à sauver la patrie en les nommant « frères et sœurs »[1].

[1] Devant la puissance de l'armée nazie allemande et le danger existentiel auquel était confrontée alors l'URSS, pour la première et unique fois de son « règne », Joseph Staline s'adresse à la radio directement aux citoyens soviétiques et à l'Armée Rouge en les appelant « frères et sœurs » (« Camarades ! Citoyens ! Frères et sœurs ! Combattants de notre armée et de notre flotte !). Jamais il ne se sera mis au niveau du peuple et jamais il ne s'y mettra plus sauf cette fois.

Dès les premiers jours de la guerre, des divisions de la milice populaire commencent à se former. Les citoyens qui avaient été exemptés du service militaire y entraient volontairement. Au total, au cours des années de guerre, ces derniers formèrent 60 divisions[1], un grand nombre de régiments et de bataillons individuels qui totalisaient environ deux millions de personnes. À partir du 1er octobre 1941, par décret du Comité Etatique à la Défense du 17 septembre 1941, est introduit le Vsevoboutch, c'est-à-dire la formation militaire universelle obligatoire pour les hommes âgés de 16 à 50 ans qui devaient constituer la réserve de l'Armée Rouge. Illustration. 12

L'autre action très importante a consisté à mettre le pays sur les rails de l'économie de guerre. Le 26 juin, par décision du Præsidium du Soviet Suprême de l'URSS, toute l'industrie est mobilisée. Entre autres restrictions, la journée de travail dans les entreprises est allongée et les vacances et les week-ends sont supprimés. L'approvisionnement de la population à l'arrière du front en produits alimentaires et divers se fait à partir de tickets de rationnement.

Le 24 juin 1941, par décision du Comité Central du PCUS et du Conseil des Commissaires du Peuple d'URSS, est créé le Conseil d'évacuation sous la présidence de Lazare Kaganovitch (puis, à partir du 3 juillet, de Nikolaï Chvernik), responsable du transfert de l'industrie et des biens de valeur de la partie européenne de l'URSS vers l'est[2]. De juillet à novembre 1941, 1 523 grandes entreprises ont été transférées et seront en mesure de fournir les armes nécessaires à l'Armée Rouge dans les plus brefs délais. En outre, de 30 % à 40 % des travailleurs et du personnel scientifique et technique ont également été transférés, ainsi que des stocks de nourriture, des équipements agricoles et autres biens matériels et culturels (œuvres d'art, livres).

Un travail gigantesque a été effectué pour recréer une industrie dans la partie orientale du pays. En un temps record, les entreprises étaient reconstruites littéralement à partir de rien. Souvent même, elles commençaient à produire le matériel militaire avant que la construction des bâtiments de l'usine ne soit terminée. Malgré tout, l'ampleur du redéploiement de l'industrie et de la population était si importante qu'il a inévitablement entraîné le ralentissement de la production, en particulier du matériel militaire (avions, chars, voitures, pièces d'artillerie, armes légères), dont le niveau ne sera rattrapé qu'au début 1943. Illustration. 13

Dans le même temps, la bataille frontalière se déroule sur le front germano-soviétique.

1 Division (armée) : unité militaire interarmes composée d'un nombre important de soldats, généralement entre 10 000 et 30 000.

2 Le principal de l'industrie soviétique a été transféré en région de la Volga, de l'Oural, en Sibérie occidentale et en Asie centrale, notamment au Kazakhstan.

Des volontaires de la milice populaire les premiers jours de guerre, Septembre 1941
Photo N. Maximov RIA Novosti

Le transfert des équipements d'usine, 1941
RIA Novosti

En direction du nord-ouest, les troupes allemandes du groupe d'armée « Nord » ont soudainement frappé et coupé en deux la ligne de front. Ainsi, les troupes du front nord-ouest étaient séparées des troupes contiguës de l'ouest. La tentative du 23 juin 1941 du commandement soviétique de lancer une contre-offensive près d'Alytus et de Raseiniai en République Socialiste Soviétique de Lituanie échoue et entraîne de lourdes pertes. Les troupes allemandes progressaient rapidement dans deux directions, vers Pskov et vers Tallinn. Le 24 juin, ils occupent Vilnius, le 25 juin, ils passent la Dvina Occidentale (ou la Daugava), le 30 juin, ils s'emparent de Riga. Dès le 9 juillet, ils occupent Pskov et menacent ainsi de percer jusqu'à Leningrad.

Les troupes soviétiques du front occidental devaient parer les coups des forces ennemies supérieures en forces et subissaient de lourdes pertes. Le front dirigé par le Général Dmitri Pavlov a perdu le contrôle des troupes et n'a pu organiser leur retrait. Du 23 au 30 juin, d'importantes forces des troupes soviétiques se sont retrouvées encerclées au niveau du ressaut de Bialystok[1] (Belostok). Les 24 et 25 juin, la contre-offensive du corps mécanisé no 6 dans la direction de Grodno n'a pu arrêter l'offensive allemande.

La garnison de la forteresse de Brest, dirigée par le Commandant Piotr Gavrilov et le Commissaire de régiment Efim Fomine, **a résisté avec acharnement** à l'ennemi pendant plus d'un mois. Malgré la résistance isolée de certaines unités soviétiques, les troupes allemandes du groupe d'armée « Centre » ont fini par encercler la région de Minsk le 29 juin.

Le 30 juin, la ville tombe. Les pertes soviétiques s'élèvent à 341 073 morts, disparus et capturés et à 76 717 blessés.

Les commandants du front Ouest furent suspendus de leur fonction et jugés par un tribunal militaire qui condamna Dmitri Pavlov et plusieurs autres généraux à la peine de mort. Le 1er juillet, le Maréchal Semion Timochenko fut nommé commandant du front. Au début de juillet, des combats défensifs difficiles ont éclaté au niveau de la rivière Berezina (Biélorussie). Près de Borissov et Lepel, les troupes soviétiques ont réussi à retarder l'avancée ennemie au prix de lourdes pertes.

Le 10 juillet 1941 commence la bataille de Smolensk qui va durer deux mois. Les troupes soviétiques des fronts Ouest, Centre et de Briansk s'opposent à l'ennemi allemand. Après de lourds combats, les chars allemands finissent par percer le front, entrent à l'intérieur des terres de la Russie soviétique et prennent Smolensk. Finalement, les contre-attaques soviétiques ont forcé le commandement allemand à suspendre l'offensive sur Moscou.

1 Bialystok : aujourd'hui ville polonaise, alors biélorusse.

Ce sont les forces du front de Réserve sous le commandement du Général Gueorgui Joukov qui ont porté le coup le plus puissant dans la région de Yelnia. Cela a finalement permis de libérer la ville. Ce fut la première opération offensive réussie de l'Armée Rouge dans la Grande Guerre patriotique. Les premières unités de la garde de l'Armée Rouge ont été créées au cours des combats pour libérer Smolensk. Le 18 septembre 1941, sur l'ordre du Commissaire à la défense de l'URSS Joseph Staline, les divisions d'infanterie 100 et 127 qui ont participé à l'opération de Yelnia ont reçu le titre de gardes et ont été nommées respectivement divisions d'infanterie de la garde 1 et de la garde 2.

Dans la direction stratégique sud-ouest, depuis le début de l'invasion, les Allemands et leurs alliés se heurtent à une forte résistance de la part des troupes soviétiques. D'importantes unités de l'Armée Rouge se sont retirées de la frontière pour éviter l'encerclement. Du 23 au 30 juin 1941, dans la région de Doubno, de Loutsk et de Brody dans l'ouest de l'Ukraine, s'est déroulée une bataille de chars dans laquelle ont participé 2 800 unités et canons d'assaut soviétiques contre 800 chars et canons du côté allemand. La contre-attaque soviétique a échoué en raison d'une organisation confuse, de la mauvaise coordination des actions et du manque d'entraînement au combat des tankistes. Néanmoins, les troupes du front Sud-Ouest, sous le commandement du Colonel Mikhaïl Kirponos, ont réussi à éviter l'encerclement dans la région de Lvov et à retarder temporairement l'offensive ennemie sur Kiev. Les premiers jours de la guerre, les troupes du front Sud ont réussi à contenir l'assaut des troupes allemandes et roumaines. Début juillet, sous la menace d'être débordées par les flancs et d'être encerclées, les troupes soviétiques se retirent. A la mi-juillet, l'ennemi reprend l'offensive, perce les défenses soviétiques et encercle le principal des forces de la 6ème et de la 12ème armées dans la région d'Ouman.

Quelles étaient les raisons de l'échec des troupes soviétiques au début de la guerre ?

La soudaineté et l'imprévisibilité des attaques a joué le rôle essentiel dans le succès de l'invasion allemande. Les dirigeants soviétiques comprenaient que la guerre était inévitable, mais ils pensaient que l'Allemagne **ne se hasarderait** pas à attaquer l'Union soviétique avant d'avoir terminé la guerre avec l'Angleterre. Les services de renseignement soviétiques recevaient des données contradictoires sur la date du début de la campagne allemande contre l'URSS qui oscillait entre avril et juillet 1941. L'une de ces dates, le 22 juin 1941, suscitait des doutes. Il semblait impossible de lancer des actions militaires contre un pays aussi vaste que l'URSS avec seulement deux mois d'été en réserve.

L'ordre de poster en état d'alerte les troupes dans les districts frontaliers est arrivé trop tard, seulement dans la soirée du 21 juin 1941. La plupart des unités n'ont pas eu le temps de suivre l'ordre. Les troupes déployées à la mi-juin à la frontière sont restées en régime de temps de paix, de nombreuses unités étaient en camps d'entraînement.

Au début de la guerre, beaucoup d'importantes unités de l'Armée Rouge étaient en train de se constituer et ne pouvaient bénéficier de tout le personnel, ni de tout le matériel. Par exemple, sur les 198 divisions d'infanterie, la moitié comptait 10 300 hommes au lieu du standard de 12 000 hommes, 78 (environ 40 %) en comptaient 5 900. La constitution des 23 autres divisions ne faisait que commencer. Au début de l'invasion, l'Armée Rouge était en phase de réorganisation et de réarmement et en régime de temps de paix. Il a fallu beaucoup de temps pour la déployer et la mettre en état d'alerte, temps, d'ailleurs, dont les dirigeants soviétiques ne disposaient pas.

Une autre raison du succès rapide des troupes allemandes était le manque d'expérience dans les combats des soldats de l'Armée Rouge. Le nombre d'unités et de formations qui avaient été impliquées dans les conflits militaires des années 1930 et dans la guerre soviéto-finlandaise était relativement faible. La grande majorité des combattants et des cadres n'avaient que l'expérience de manœuvres et d'exercices. Le niveau de formation du personnel cadre avait été fortement affaibli du fait de la répression d'avant-guerre. En raison de l'instauration de l'obligation pour tous du service militaire, les effectifs militaires avaient rapidement augmenté et le manque de personnel cadre se faisait sentir. Les troupes ne pouvaient bénéficier de l'expérience de l'interopérabilité entre les différents corps d'armée, le personnel technique qualifié manquait pour l'entretien du matériel militaire, notamment du nouveau matériel, les pièces de rechange manquaient comme le carburant et les munitions, **les outils de radiocommunication** étaient peu évolués. En outre, au début de la guerre, les ordres contradictoires provenant du commandement compliquaient encore la situation sur le terrain, les cadres étaient nombreux à craindre de prendre des initiatives et le haut du commandement de l'Armée Rouge n'avait pas une idée exacte de la situation sur le terrain.

Auparavant, les chercheurs soviétiques et russes considéraient que les succès rencontrés par les forces allemandes s'expliquaient par leur supériorité numérique importante par rapport aux troupes soviétiques, mais des études contemporaines ont montré que ce n'était pas tout à fait le cas. Les troupes allemandes ne dépassaient l'Armée Rouge que par le nombre de soldats impliqués dans l'opération Barbarossa, mais au regard de la quantité en termes

d'équipements militaires, c'est l'Armée Rouge qui était avantagée. Un autre aspect était que cet équipement militaire soviétique était déployé sur un vaste territoire à l'intérieur de l'Union Soviétique, qu'il ne pouvait bénéficier comme il se doit de tout le suivi technique indispensable et ne pouvait être engagé dans tous les combats. En outre, une partie des armes et des équipements utilisés par les forces soviétiques comptait des modèles obsolètes. En effet, après avoir traversé sa phase d'industrialisation, l'Union Soviétique n'avait pu encore augmenter de manière suffisante ses capacités de défense.

De nos jours, nous rencontrons souvent dans les médias une théorie erronée selon laquelle les échecs rencontrés alors par l'Armée Rouge s'expliqueraient par les frappes préventives des troupes allemandes contre les troupes soviétiques qui se préparaient alors, soi-disant, à attaquer l'Allemagne. Il existe de nombreuses objections parfaitement crédibles à cette théorie.

Premièrement, comme il a été indiqué ci-avant, l'Armée Rouge était en train de se réformer et de se réarmer à grande échelle, les troupes soviétiques ne seront prêtes **à mener des opérations** de grande envergure qu'à partir de 1942, après la fin des réformes.

Deuxièmement, Joseph Staline ne voulait pas que le reste du monde le regarde comme l'agresseur qui a initié la guerre, quand bien même contre l'ennemi Adolf Hitler. D'autant plus qu'en 1939, la doctrine de l'Armée Rouge prévoyait des hostilités qui feraient « couler peu de sang en territoire étranger » et qui seraient lancées seulement après l'invasion du sol soviétique par les troupes de l'ennemi. Généralement, la doctrine de politique étrangère de l'Union Soviétique a toujours montré la volonté de régler pacifiquement les conflits à grande échelle jusqu'à pouvoir y mettre fin, ce qui a été démontré dans la note du Commissariat Populaire pour les affaires étrangères d'URSS[1] à l'Allemagne du 14 juin 1941.

Troisièmement, la guerre avec la Finlande a montré que l'expérience de l'Armée Rouge pour mener des opérations de combat modernes était insuffisante, ce qui excluait totalement la possibilité d'une offensive préventive de la part de l'Union Soviétique avant que la phase d'entraînement intensif au combat des unités et formations nouvellement organisées n'ait été achevée.

Quatrièmement, en juin 1941, le déploiement et l'emplacement **des forces de protection** soviétiques à la frontière étaient de nature défensive et conçus pour contrer la possible invasion de groupes ennemis. De plus, l'avancée des forces à la frontière occidentale de l'Union Soviétique répondait à l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes au début de 1941.

[1] Alors sous la direction de Lavrenti Beria.

L'armée allemande était supérieure de par les tactiques et les stratégies de combat employées et par son expérience de la guerre moderne. La stratégie allemande se fondait sur la « Blitzkrieg » qui consistait en l'utilisation sur de grandes échelles de chars et de l'aviation et sur l'interopérabilité de toutes les sections des troupes. En outre, l'armée allemande était mobilisée en totalité, était équipée de tout le matériel nécessaire et se concentrait là où étaient dirigées les principales frappes qui confirmaient la supériorité des forces allemandes. Les Allemands profitaient de leur expérience de guerres victorieuses menées en Europe et d'une formation de qualité des officiers et des commandants subalternes. La Wehrmacht était dirigée par des chefs militaires de haut niveau ayant une grande expérience militaire et des combats tels que Wilhelm Keitel, Franz Halder, Fedor von Bock, Heinz Guderian, Herman Hoth, Gunther von Kluge, Erich von Manstein, etc. Sous les coups de la Wehrmacht, la Pologne aura résisté 36 jours, la Norvège, 62 jours, le Danemark, 2, la Hollande, 5, la Belgique, 18, la France, 42, la Yougoslavie, 11, la Grèce, 16. Lorsque l'Allemagne lance l'attaque contre l'URSS, elle n'a alors plus d'adversaires en Europe, à l'exception de l'Angleterre. **Le potentiel industriel, humain, ainsi que les réserves en matières premières de presque toute l'Europe occupée, étaient à la disposition du III^{ème} Reich.**

Les combats frontaliers ont été l'épreuve la plus difficile à surmonter pour l'Armée Rouge. Sous les coups d'un adversaire plus fort, subissant de lourdes pertes, elle a dû reculer dans l'intérieur des terres. Les troupes allemandes ont progressé de 450 km en direction de Leningrad (Saint-Pétersbourg), de 600 km en direction de Moscou et de 350 km en direction de Kiev.

Ratio des pertes des belligérants dans les combats frontaliers (en milliers d'unités)

Pertes	URSS	Allemagne et alliés
Militaires	600	100 (tués)
Chars	11,7	1,6
Avions	4	1
Canons et mortiers	18,8	1,6

Première période de la Grande Guerre patriotique : la période défensive

À la mi-juillet 1941, en direction nord-ouest, les troupes allemandes occupaient Pskov, en direction ouest, elles se sont emparées de Smolensk, en direction sud-ouest, elles s'approchaient du Dniepr. Les territoires des Etats baltes, de la Biélorussie et la rive droite de l'Ukraine délimitée par le Dniepr étaient occupés. Leningrad et Moscou étaient réellement menacés. Le 19 juillet 1941, Adolf Hitler donne la directive de suspendre l'offensive sur Moscou et de transférer les unités de chars en direction de Leningrad et de Kiev. Dans les Pays baltes, le dernier foyer de résistance des troupes soviétiques était Tallinn, la principale base navale de la flotte de la Baltique. Durant le mois d'août, de violents combats ont lieu aux abords de la ville. Le 28 août, le Commandant en chef suprême des forces soviétiques donne l'ordre d'évacuer les troupes et la flotte de Tallinn. C'est la flotte de la Baltique de la marine russe qui était chargée d'accomplir cette tâche. La flotte a pu pénétrer les eaux minées de Kronstadt sous les coups de l'aviation ennemie mais a subi de lourdes pertes, notamment des navires de transport.

Le 12 juillet 1941, les troupes allemandes lancent l'offensive sur Leningrad. Le coup principal est porté depuis le sud-ouest sur la ligne défensive de Louga qui a été érigée par les habitants de Leningrad dans les plus brefs délais. Au cours de combats acharnés, les unités de l'Armée Rouge et de la milice populaire ont pu retarder l'offensive ennemie pendant un mois, également au prix de lourdes pertes. Cette résistance avait déjoué les plans allemands de capturer en un temps éclair Leningrad.

Cependant, le 8 août, les troupes allemandes lancent une nouvelle offensive depuis leur tête de pont au niveau de la rivière Louga en direction de Krasnogvardeïsko (aujourd'hui la ville de Gatchina). Le 15 août, elles franchissent les flancs de la ligne de défense de Louga. Les troupes soviétiques commencent à se retirer vers Leningrad. Dans le même temps, ayant reçu des renforts du groupement d'armées « Centre », les troupes allemandes frappent Leningrad depuis le sud, franchissent le 12 août les lignes de défense soviétiques et prennent Novgorod le 16 août. Au nord, les troupes finlandaises avancent sur Leningrad.

Le 8 septembre, des troupes de la Wehrmacht rejoignent le lac Ladoga, Leningrad est entouré. Le 9 septembre, soutenues par l'aviation, elles lancent une offensive sur la ville depuis deux directions, le sud-est et l'ouest. La flotte de la Baltique de la marine russe joue un rôle énorme dans la défense de la ville. Elle arrive à retarder l'avancée des Allemands par les tirs d'artillerie depuis les navires. Le 13 septembre, le Général Gueorgui Joukov remplace le Maréchal Kliment Vorochilov au poste de commandant du front de Leningrad.

Après neuf jours de combats, le 18 septembre, l'ennemi est stoppé sur la ligne de front Ligovo-Ouritsk-Poulkovo-Kolpino. Le nouvel assaut de Leningrad ordonné par le commandement allemand le 23 septembre est contrecarré par les actions de l'Armée Rouge qui a lancé la première opération Siniavino le 17 septembre 1941. Il s'agit d'une contre-offensive sur le ressaut Chlisselbourg-Siniavino (un « goulot d'étranglement », comme les Allemands nommaient cette zone). Bien que l'offensive soviétique ait été étouffée, les Allemands **ont dû** déplacer leurs troupes vers le sud-est et abandonner l'assaut de la ville. Le 23 septembre, l'aviation allemande a procédé au bombardement le plus puissant jusque-là enduré de Leningrad et de Kronstadt. La ville a été fortement endommagée, de nombreux navires de la flotte de la Baltique ont coulé (y compris le vaisseau-cuirassé Marat[1]). Le 19 septembre 1941, les troupes soviétiques du front de Leningrad débarquent sur la rive sud de la Neva, les combats sur le « Nevski Pyatachok »[2] se poursuivent tout l'automne et l'hiver jusqu'au 29 avril 1942.

Le 26 septembre, le commandement du groupe d'armées « Nord » allemand donne l'ordre de passer en défense, espérant de cette manière étouffer la ville par un blocus.

Le transfert des unités de chars allemands près de Moscou a rendu impossible toute autre tentative de prendre Leningrad d'assaut. Le 16 octobre 1941, le commandement allemand décide de lancer une nouvelle offensive dans la région sud du lac Ladoga, de s'emparer de la ville de Tikhvine, de se rendre jusqu'à la rivière Svir et de s'y rassembler avec les troupes finlandaises. Cela aurait été l'occasion pour les Allemands d'établir un blocus plus sévère de Leningrad. Les troupes allemandes capturent Tikhvine le 7 novembre et coupent ainsi le chemin de fer menant

1 D'abord nommé le Petropavlovsk, ce navire de ligne renommé de la flotte russe impériale prendra ensuite le nom de Marat dans la flotte soviétique. Il est gravement endommagé pendant le bombardement de Leningrad par les Allemands en 1941. Il est ensuite renfloué, prend le nom de Volkhov et est détruit en 1952. Il aura fourni 41 ans de services de 1911 à 1952 à l'Union Soviétique.

2 « Porcinet de la Neva » : il s'agit de la tête de pont sur la rive gauche de la Neva tenue par les troupes soviétiques lors de la bataille de Leningrad.

à la rive sud du lac Ladoga grâce auquel la ville s'approvisionnait. Le commandement soviétique a tout fait pour libérer rapidement Tikhvine. Le 9 décembre 1941, au cours de leur offensive, les troupes du front Volkhov sous le commandement du Général Kirill Meretskov libèrent la ville. La défense héroïque de la ville de Volkhov (de la station ferroviaire Volkhovstroï-1) déjoua définitivement les plans allemands d'établir un blocus plus sévère de Leningrad.

En direction du sud, le commandement allemand contourne par les flancs les troupes soviétiques afin de les encercler dans la région de Kiev. Du 25 au 30 août, par le flanc sud, l'ennemi rejoint le Dniepr, passe le fleuve près de Krementchouk, sépare de la sorte les troupes du front Sud de celles du Sud-Ouest, pénètre l'arrière des unités soviétiques qui défendent Kiev. Les unités blindées allemandes, dirigées d'abord vers Moscou, sont réorientées sur Kiev, ce qui va jouer un rôle important dans l'encerclement des troupes soviétiques. L'ordre du quartier général soviétique d'abandonner Kiev est arrivé trop tard. Dès le 13 septembre, les troupes soviétiques sont finalement encerclées. Le 27 septembre, elles se font complètement écraser.

Le commandant du front Mikhaïl Kirponos meurt au combat. Au total, plus de 600 000 soldats de l'Armée Rouge auront trouvé la mort ou auront été capturés. Le 5 août, les troupes de la IV^{ème} armée roumaine commencent les combats pour prendre Odessa assiégée. Les troupes de l'Armée indépendante de Primorsk[1] et la flotte de la mer Noire assuraient la défense de la ville. Après presque trois mois de défense, le 16 octobre, les troupes soviétiques doivent quitter Odessa et sont évacuées par navires vers la Crimée menacée par une percée des troupes ennemies. **Illustration. 14**

Le 18 Octobre 1941, la 11ème armée allemande passe la ville de Perekop et, à la fin du mois d'octobre, occupe la plus grande partie de la péninsule de Crimée, assiégeant Sébastopol, la principale base de la flotte de la mer Noire. **La** Wehrmacht n'a pas réussi à prendre la ville tout de suite. Le 30 octobre 1941 commence la bataille héroïque pour la défense de Sébastopol qui durera 250 jours.

Le 20 octobre, les Allemands capturent Stalino (aujourd'hui Donetsk), le 24 octobre, Kharkov, le 21 novembre, Rostov-sur-le-Don. Ils finissent par occuper le Donbass[2].

1 Au sud de Vyborg.

2 Région du Donbass : partie orientale et sud-orientale de l'Ukraine la plus développée économiquement depuis la période soviétique, aujourd'hui reprise en main et incorporée à la Fédération de Russie car peuplée avant tout de Russes et de russophones voués à l'extermination par les forces nazies de Kiev au pouvoir depuis février 2014 et le coup d'Etat du Maïdan.

La défense d'Odessa
Photo de Zelma RIA Novosti

14

Le blocus de Leningrad

Le 8 septembre 1941 marque le début du blocus de Leningrad qui durera 900 jours. L'arrivée rapide des troupes allemandes autour de la ville ne lui a pas laissé le temps de se préparer à la défendre aussi longtemps. La nourriture ne suffisait pas pour répondre aux besoins de 3 millions de personnes sur une telle durée, le carburant manquait pour répondre aux besoins en chauffage et en électricité. N'ayant pas réussi à prendre la ville d'assaut, A. Hitler avait décidé de « l'étrangler » en établissant un blocus, espérant que la famine et les bombardements pousseraient Leningrad à se rendre. Les troupes allemandes qui assiégeaient la ville avaient reçu l'ordre de ne laisser partir personne, bien au contraire, de supprimer ceux qui tenteraient de le faire ou de les chasser pour qu'ils fassent demi-tour, quand bien même une personne aurait voulu se rendre. La ville elle-même était vouée à être détruite avec sa population et le territoire devait revenir à la Finlande.

À l'automne 1941, à Leningrad, la situation avec la nourriture était devenue très difficile, la famine grandissait. Au même moment, il n'y avait plus de chauffage, ni de lumière dans les logements, l'eau n'était plus distribuée. Les ressources suffisaient à peine au fonctionnement de l'industrie et au ravitaillement des troupes sur le front et de la flotte de Leningrad. Les gelées précoces rendaient la situation encore plus difficile. A la fin du mois de décembre 1941, les tramways avaient complètement cessé de fonctionner. En janvier 1942, le reste du transport urbain est stoppé. Même dans des conditions aussi terribles, Leningrad ne se rendait pas.

Dès juillet 1941, un système de tickets de rationnement a été mis en place à Leningrad afin de fournir de la nourriture à la population de manière équitable. Au début du blocus, les rations de pain ont été diminuées à plusieurs reprises. Pour la période s'étendant du 20 novembre au 25 décembre 1941, la ration de pain a été minimale, 250 grammes de pain par jour pour un adulte actif et 125 grammes pour un enfant ou une personne à charge. On ne distribuait pratiquement aucun autre produit. La majorité de la population de la ville se pliait aux normes alimentaires les plus strictes. La famine sur une période étendue couplée au manque de vitamines a entraîné massivement dans Leningrad la prolifération du scorbut et une forte mortalité. A partir de la fin décembre 1941, on a commencé à mettre en place des centres médicaux hospitaliers pour traiter les patients atteints de dystrophie. Au total, 109 hôpitaux pour alimenter les patients ont été organisés, ce qui a permis de sauver des milliers de vies à Leningrad.

L'établissement d'un lien avec le « continent » était d'une extrême importance pour la survie de la ville. A l'automne, une ligne de navigation reliant la ville au lac Ladoga était instaurée qui, malgré les bombardements venant de l'ennemi, permettait d'approvisionner la ville en nourriture. Mais en novembre1941, le lac Ladoga a gelé, la navigation n'était plus possible et la situation dans la ville s'est considérablement détériorée. Le 22 novembre 1941, sur la glace du lac Ladoga a été tracée l'autoroute militaire no 101 qui permettait la livraison de nourriture et de munitions à Leningrad et, dans le sens inverse, l'évacuation des habitants de la ville et des blessés. Cette route a reçu le nom de « Route de la vie ». Elle a permis à la ville de survivre dans les terribles conditions de l'hiver 1941–1942. Un peu plus tard, à l'été 1942, un oléoduc a été posé au fond du lac ainsi qu'un câble électrique par lequel **était fournie l'électricité** provenant de la centrale hydroélectrique de Volkhov.

Les nazis hitlériens croyaient que la ville allait, soit mourir, soit se rendre, mais Leningrad tenait tête à l'ennemi. Au printemps 1942, avec le début du dégel dans la ville, les risques étaient grands de voir se développer des épidémies en raison du nombre important de corps non enterrés et des eaux usées domestiques. Les Allemands espéraient beaucoup que de graves maladies se répandent dans la ville, mais les habitants de Leningrad ont accompli un véritable miracle. Du 27 mars au 8 avril 1942, les habitants totalement épuisés se sont organisés pour nettoyer en quelques jours toute la ville. Le 19 mars était publié un décret portant sur l'organisation de jardins publics pour pouvoir y cultiver des légumes. Le tramway était rétabli le 31 mars. Une bonne part du mérite revenait aux dirigeants de la ville comme Andreï Jdanov, Alekseï Kouznetsov, Piotr Popkov, etc. Illustration. 15

Selon les estimations les plus modestes, au cours du premier hiver de blocus, environ 300 000 personnes sont mortes à Leningrad. Du fait que les cimetières manquaient, il fut décidé d'enterrer les corps au nord de la ville, sur l'avenue Piskarev (où aujourd'hui se trouve le cimetière mémorial de Piskarev). Au total, selon diverses estimations, pendant le blocus de Leningrad, de 1,2 à 2 millions de personnes sont mortes de faim, de froid, des bombardements et des tirs. Ce qu'a perpétré l'ennemi avait les traits d'un génocide planifié à l'avance.

Des habitants de Leningrad assiégé récupèrent de l'eau apparue après des tirs d'artillerie dans des trous creusés dans l'asphalte sur la perspective Nevski
Photo V. Tselik RIA Novosti

La bataille de Moscou

La bataille de Moscou connaît deux périodes distinctes: la période défensive du 30 septembre au 5 décembre 1941 et la période offensive **du 5 décembre** 1941 au 20 avril 1942.

Le feld-maréchal Fedor von Bock, commandant du groupe d'armées allemand « Centre », prévoyait de lancer une offensive contre Moscou à la mi-juillet 1941, immédiatement après la prise de Smolensk. Mais Adolf Hitler avait décidé de s'emparer auparavant de Leningrad et de Kiev. Ce n'est qu'après s'être assuré les flancs qu'il voulait poursuivre l'offensive sur Moscou. Du fait que les unités blindées allemandes avaient été envoyées au sud et au nord, les troupes soviétiques près de Smolensk ont pu retenir l'ennemi jusqu'à la fin du mois de septembre.

Ce n'est que le 30 septembre 1941 que l'offensive allemande sur Moscou a commencé (opération Typhon). Selon le plan du commandement allemand, les troupes du groupe d'armées « Centre » devaient encercler et vaincre les troupes soviétiques dans la région de Viazma et de Briansk. Dans la direction de Moscou, les troupes du front Ouest sous le commandement du Colonel-Général Ivan Konev, du front de Briansk sous le commandement du Colonel-Général Andreï Eremenko (il est remplacé à partir du 14 octobre par le Major-Général Gueorgui Zakharov) et du front de Réserve commandé par le Maréchal Semion Boudienny, s'opposaient à l'ennemi. Le commandement soviétique avait mal évalué la direction de la frappe principale de l'ennemi et avait concentré le principal de ses forces dans la direction de Smolensk alors que les Allemands allaient frapper les flancs affaiblis.

Les divisions blindées allemandes ont franchi la défense des troupes soviétiques, ont atteint les espaces stratégiques et ont pu encercler les forces principales des trois fronts. Le 3 octobre 1941, les troupes allemandes ont pris Orel, le 6 octobre, Briansk, le 7 octobre, Viazma. Les 7 armées soviétiques présentes dans l'espace étaient encerclées. Au total, les pertes des troupes soviétiques pendant la période défensive de la bataille de Moscou se sont élevées à plus de 500 000 morts, disparus et prisonniers et à plus de 140 000 blessés.

Il y avait la menace que les troupes allemandes entrent dans Moscou sans rencontrer de résistance. Dans ces conditions, sur décision du quartier général du Haut Commandement Suprême, Gueorgui Joukov qui avait été rappelé de la région de Leningrad fut nommé le 10 octobre commandant du front Ouest. Toutes les troupes soviétiques situées près de Moscou lui étaient dorénavant subordonnées. Le 16 octobre, les troupes allemandes se trouvaient à 38 km de Moscou. Les agences gouvernementales

et le corps diplomatique étranger furent évacués d'urgence à Kouïbychev (aujourd'hui Samara au sud-est de la Russie européenne). Les usines restantes ont été dynamitées et pouvaient sauter à tout moment. Le 17 octobre, afin d'éviter la panique, le Premier Secrétaire du Comité municipal du PCUS de Moscou, Alekseï Chtcherbakov, a appelé à la radio à ne pas céder aux provocations de l'ennemi et a assuré qu'il était prêt à défendre la capitale. Les forces des organes locaux du Parti et de la police ont rétabli l'ordre dans la ville. Le 20 octobre 1941, l'état de siège était déclaré.

La capitale était défendue par les divisions des milices populaires, par les cadets des écoles militaires et par les unités militaires nouvellement formées. La population de la ville était mobilisée pour construire des fortifications défensives. Les combats les plus lourds ont eu lieu dans les directions de Volokolamsk et de Maloïaroslavets où étaient positionnés les cadets du Kremlin et de Podolsk. En direction du sud, du 29 octobre au 2 novembre 1941, l'ennemi finit par approcher Toula, mais fut stoppé. A la fin octobre, l'Armée Rouge réussit à retarder l'avancée des nazis hitlériens, mais au prix de lourdes pertes.

Le défilé qui s'est tenu, comme de coutume, sur la Place Rouge à Moscou le 7 novembre 1941 en l'honneur du 34ème anniversaire de la Révolution d'octobre 1917 venait illustrer la détermination des dirigeants soviétiques à défendre Moscou. Illustration. 16

Dans la seconde moitié d'octobre, la défense menée par les troupes soviétiques persévérait et les fortes pluies qui perturbaient **l'approvisionnement des troupes** ont forcé le commandement allemand du groupe d'armées « Centre » à suspendre l'offensive.

Avec le retour du froid qui rendait de nouveau les routes praticables, le 15 novembre 1941, les Allemands reprennent l'offensive. Le commandement allemand avait prévu de contourner Moscou par le nord et le sud et de l'encercler.

Le 23 novembre, au nord-ouest de la ville, les troupes allemandes capturent la ville de Klin, le 24 novembre Solnetchnogorsk, le 2 décembre, Khimki. A ce moment, les troupes hitlériennes se trouvent à 30 km du centre de Moscou. La lutte menée par la 316ème division d'infanterie commandée par le Major-Général Ivan Panfilov est devenue un véritable symbole de courage et d'héroïsme des troupes soviétiques qui ne ménageaient pas la vie de ses soldats pour défendre Moscou.

Du 15 novembre au 5 décembre 1941, les troupes soviétiques réussirent à épuiser les forces ennemies dans de lourds combats défensifs et à contrecarrer ainsi les plans pour s'emparer de Moscou. Les troupes **allemandes étaient exsangues**, leur

Après le défilé militaire,
le 7 novembre 1941 au front
Photo A. garanina RIA Novosti

offensive stoppa. Au même moment, le commandement soviétique réussit à rassembler des réserves comprenant des divisions de Sibérie et d'Extrême-Orient. Près de Moscou a été rassemblée une quantité importante d'équipements militaires fabriqués dans des usines qui avaient été évacuées au-delà l'Oural. Une partie de ces équipements provenait des fournitures des alliés au titre du prêt-bail.

Rapport des forces près de Moscou au 5 décembre 1941 (en milliers d'hommes et en nombre de pièces)

Forces et moyens	Troupes soviétiques	Wehrmacht	Rapport
Effectifs	1 100	1 708	1:1,5
Canons et mortiers	7 652	13 500	1:1,8
Chars	774	1 170	1:1,5
Avions	1 000	615	1,6:1

(source: encyclopedia.mil.ru)

Tout cela a permis aux troupes soviétiques les 5 et 6 décembre de se lancer dans une contre-offensive près de Moscou qui s'est transformée en une offensive générale sur un large front du 7 au 10 janvier 1942. Les troupes des fronts « Ouest », de Kalinine, « Nord-Ouest » et de Briansk ont participé à cette offensive. Dans ces batailles se sont rendus célèbres le 2ème corps de cavalerie des gardes du Major-Général Lev Dovator, la 1ère brigade blindée de gardes du Colonel Mikhaïl Katoukov, la 5ème armée du Major-Général Leonid Govorov, etc. Malgré l'ordre catégorique de Hitler donné le 16 décembre, les troupes allemandes n'ont pas réussi à maintenir en place leur défense et ont commencé à se retirer. À la suite de la contre-offensive des troupes soviétiques qui dura jusqu'au 20 avril 1942, la Wehrmacht subit sa première défaite majeure près de Moscou. L'ennemi est repoussé à 100–350 km de la capitale soviétique. La défaite des troupes allemandes près de Moscou a marqué l'effondrement complet de la stratégie allemande de la « guerre éclair » (« Blitzkrieg ») et a dissipé le mythe de l'invincibilité de la Wehrmacht. Cette première victoire majeure de l'Armée Rouge dans la guerre fut d'une importance considérable pour relever le moral non seulement des militaires, mais plus généralement, de tout le pays. C'est depuis les murs de Moscou que commence l'itinéraire de l'Armée Rouge qui la mènera jusqu'à Berlin.

Du 23 novembre au 2 décembre 1941, les troupes des fronts Sud et Transcaucasien mènent l'opération offensive « Rostov » et libèrent Rostov-sur-le-Don le 29 novembre 1941, repoussant les troupes allemandes du groupe d'armées « Sud » au-delà de la rivière Mious. Ainsi, l'offensive allemande dans le Caucase avait été arrêtée.

Les échecs que rencontraient les troupes allemandes sur le front oriental conduisaient à des démissions massives parmi les cadres de la Wehrmacht. Au cours de l'hiver 1941–1942, le commandant des forces terrestres, le Général Walter von Brauchitsch, était limogé, ainsi que les commandants des groupes d'armées « Nord », « Centre » et « Sud », les Généraux Wilhelm von Leeb, Fedor von Bock, Gerd von Rundstedt, le commandant du 2ème groupe de chars, le Colonel-Général Heinz Guderian, etc.

Opérations offensives de l'Armée Rouge au printemps 1942

Début 1942, sous l'emprise de la victoire près de Moscou, les dirigeants soviétiques espèrent pouvoir passer à une offensive stratégique afin d'expulser totalement l'ennemi du pays.

En fait, déjà dans le cadre de la bataille de Moscou, les troupes des fronts « Ouest » et de Kalinine avaient lancé l'opération offensive stratégique Rjev-Viazma dont le but était d'encercler et de vaincre une partie des troupes du groupe d'armées allemand « Centre » et de libérer Rjev.

L'opération a commencé sans formations, ni moyens supplémentaires. La Wehrmacht a pu maintenir ses positions-clés et, début février 1942, a contre-attaqué sur les flancs pour encercler un groupement des troupes soviétiques dans la région de Viazma et de Rjev. À l'été 1942, les troupes des fronts de Kalinine et Ouest lancent une nouvelle offensive sur Rjev. Au cours de la première opération Rjev-Sytchovski qui s'est déroulée du 30 juillet au 1er octobre 1942, l'offensive soviétique était confrontée à une défense très efficace de la part de l'ennemi. Finalement, l'offensive s'est soldée par un échec.

Au printemps 1942, le commandement soviétique tente de briser le blocus de Leningrad. Du 7 janvier au 30 avril 1942, les troupes des fronts de Leningrad et de Volkhov mènent l'opération offensive de Liouban[1]. L'offensive des troupes du front

1 Liouban : ville de la région de Minsk en Biélorussie.

Volkhov a échoué car les unités du front de Leningrad n'ont pu les rejoindre. Les troupes hitlériennes ont encerclé la 2ème armée de choc du front Volkhov dans la région de Miasny Bor[1] par une série de contre-attaques menée sur les flancs. Du 12 mai au 28 juin 1942, après de violents combats, des restes disparates de cette armée ont pu se dégager de l'encerclement, mais la plupart des combattants et des commandants ont été tués ou capturés. Le commandant de l'armée, le Lieutenant-Général Andreï Vlassov, qui est rapidement devenu le principal **acteur de l'évènenement militaire spécial allemand de propagande «Aktion Wlasow»,** symbole de la collaboration avec les Allemands et de la trahison, est capturé par les Allemands.

Pour venir en aide à Sébastopol assiégé, le commandement soviétique décide d'opérer le débarquement de troupes navales en Crimée. Au cours de l'opération de débarquement de Kertch-Feodossia du 25 décembre 1941 au 2 janvier 1942, les forces de la flotte de la mer Noire débarquent sur la péninsule les troupes du front de Transcaucasie sous le commandement du Lieutenant-Général Dmitri Kozlov. Le débarquement a lieu alors que sévit une forte tempête et que l'ennemi donne le feu à plein régime. Le 30 décembre, les troupes soviétiques libèrent Kertch et en janvier 1942 occupent toute la péninsule. Mais l'offensive du front de Crimée ralentit progressivement et, en mars 1942, s'arrête totalement.

Sur le flanc sud du front germano-soviétique, les troupes soviétiques des fronts Sud-Ouest et Sud ont mené une offensive dans le Donbass. Au cours de l'opération Barvenkovo-Lozova (entre le 18 et le 31 janvier 1942) est créé le corridor de Barvenkovo qui devait ensuite devenir une place d'arme pour l'offensive sur Kharkov, mais les Allemands réussirent à maintenir plusieurs points d'ancrage importants sur les flancs du corridor. Les combats s'arrêtent à la fonte des neiges printanière qui entraîne toujours l'engorgement en eau des sols.

Toutes les opérations offensives de l'Armée Rouge à l'hiver et au printemps 1942 n'ont pas atteint pleinement les objectifs qui avaient été fixés par le commandement en raison du manque en forces, des conditions difficiles de l'hiver et du printemps, du manque de formation, du manque de grandes unités mobiles dans l'Armée Rouge et des tactiques allemandes efficaces de défense des postes-clés et de fréquentes contre-attaques.

1 La Vallée de la Mort est un lieu au nord-ouest du village de Miasny Bor dans la région russe de Novgorod. Des centaines de milliers de soldats soviétiques, allemands et espagnols y sont morts sur une superficie relativement étroite.

Offensive allemande à l'été 1942

À son tour, le commandement allemand se préparait également à mener une nouvelle offensive. En 1942, A. Hitler décide de porter un coup majeur à Stalingrad et dans le Caucase (opération « Fall Blau » ou « opération Bleue »). Les troupes allemandes ne pouvaient plus mener d'opérations offensives tout le long du front germano-soviétique, de sorte que l'on considéra la direction Sud la direction la plus importante pour mener une attaque décisive face à l'adversaire. La perte du Caucase signifiait pour l'URSS être privé du pétrole de Bakou et de Grozny. Ainsi, l'Armée Rouge n'aurait plus de carburant et l'Allemagne, au contraire, aurait de nouvelles ressources énergétiques. La capture de Stalingrad par l'ennemi perturberait l'artère de transport la plus importante de l'Union soviétique, la Volga, par laquelle le pétrole de Bakou était acheminé vers les centres industriels du pays. L'opération Blau devait assurer la victoire de l'Allemagne. Ce sont 97 divisions allemandes, 900 000 soldats, 1 200 chars et canons d'assaut, 17 000 canons et mortiers et plus de 1 600 avions qui ont été rassemblés pour l'opération. De plus, les armées italiennes, roumaines et hongroises y ont été impliquées.

Le 12 mai 1942, les troupes soviétiques des fronts Sud-Ouest et Sud lancent une offensive sur Kharkov. Cependant, le 17 mai, les troupes allemandes du groupe d'armées « Sud » contre-attaquent sur les flancs. Dès le 19 mai, les troupes soviétiques sont menacées d'encerclement. L'ordre de retrait n'a pas été donné en temps opportun et le 23 mai, l'encerclement était total. A la fin du mois de mai, les troupes soviétiques étaient détruites. Les pertes se sont élevées à plus de 270 000 personnes dont 170 000 qui ne reviendront pas, 2 100 canons et mortiers, 1 200 chars. Cette défaite a conduit à la rupture de la ligne de front au sud dans laquelle les troupes allemandes se sont engouffrées. Au même moment, la situation en Crimée était devenue très compliquée. Le 19 mai, la 11ème armée du Colonel-Général Erich von Manstein (Erich von Lewinski) occupait Kertch (opération Chasse aux Outardes[1]), défaisant les troupes soviétiques du front de Crimée. L'évacuation par le détroit de Kertch n'a pas été organisée correctement, ce qui a entraîné de lourdes pertes.

L'héroïsme des défenseurs de la ville, les soldats et commandants de l'Armée Indépendante de Primorsk **et d'autres unités et formations soviétiques lors du 2ème siège de Sébastopol a éclipsé celui du 1er siège.** Un rôle important dans la défense de la ville était joué par les navires de la flotte de la mer Noire, qui, sous le feu des batteries côtières et les frappes des avions ennemis,

1 Outarde : oiseau échassier au corps lourd et massif vivant dans les prairies, les steppes et la savane.

ont pénétré à plusieurs reprises dans la ville assiégée pour y apporter des vivres, du fret militaire et pour évacuer les blessés et la population civile. Les navires tiraient sur les positions ennemies, soutenaient les contre-attaques des troupes soviétiques, servaient de défense anti-aérienne, accompagnaient les débarquements des parachutistes. Les marins et l'infanterie de la marine participaient aux combats sur le front terrestre, les soldats allemands et roumains les craignaient plus que tout, ils les appelaient la « mort noire ». C'est seulement après avoir rassemblé l'artillerie lourde que les unités de la 11ème armée allemande purent réussir leurs mouvements. La ville tomba, la défense de Sébastopol était anéantie le 4 juin. La Crimée se trouvait entièrement entre les mains de l'ennemi. Illustration. 17

Les échecs en Crimée et près de Kharkov eurent un impact négatif sur la puissance de combat des troupes soviétiques. Il y eut des cas de désertion, des moments de panique, des abandons de positions sans ordre, des violations de la discipline militaire. Tout cela pouvait mener l'Union Soviétique à la catastrophe. Le 28 juillet 1942 est publié l'ordre n° 227 du Commissaire à la défense qui reçut le nom officieux « Plus un pas en arrière ! ». Avec la menace d'être fusillé sur place, cet ordre interdisait de quitter ses positions et de se retirer sans ordre. Ce document était important pour l'endurcissement de la lutte contre l'occupant nazi.

De plus, cet ordre créait des bataillons et des compagnies spécialement avec ceux qui avaient été pénalisés. Les soldats et les commandants condamnés y étaient envoyés, cela remplaçait l'exécution ou la détention dans un camp. La personne qui aura été blessée au combat ou qui aura accompli toutes ses obligations dans son bataillon ou sa compagnie spéciale était rétablie dans son ancien grade et retournait à son unité de combat. Les pertes des « pénalisés » étaient très élevées car ils étaient le plus souvent envoyés dans les zones les plus dangereuses du front.

À la suite de la défaite des troupes soviétiques près de Kharkov, la situation sur la partie sud du front germano-soviétique était devenue très difficile. Le commandement allemand prévoyait de frapper Voronej en arrivant par le nord avec les forces du groupe d'armées « B » et Rostov en venant du sud avec les forces du groupe d'armées « A », cherchant ainsi à encercler les troupes soviétiques au niveau du Grand Coude du Don[1] pour pouvoir ensuite atteindre la Volga et le Caucase. L'offensive sur Voronej commence

1 Le Grand Coude du Don : région de Volgograd. Dans cette zone, le Don fait plusieurs virages serrés vers l'est, puis tourne brusquement vers le sud et se rapproche de la Volga à une distance de 60 km.

Les forces navales attaquent les positions allemandes lors de la défense de Sébastopol, novembre 1941
Photo E. Chaldée RIA Novosti

le 28 juin 1942. Les troupes du front de Briansk n'ont pas pu arrêter les Allemands et leurs chars sont entrés dans la ville le 2 juillet. La ligne de front est restée longtemps fixée au niveau du Don qui traverse Voronej.

Le 30 juin 1942, sous le commandement du Général des troupes blindées Friedrich Paulus, les troupes de la 6ème armée allemande lancent l'offensive sur le Don contre les troupes du front Sud-Ouest. Le 15 juillet, les Allemands réussissent à percer les défenses soviétiques près de Millerovo et atteignent le Grand Coude du Don. Cette percée allemande mettait en danger la ville de Stalingrad.

Le 24 juillet, les troupes du front Sud doivent quitter Rostov sur le Don.

A la mi-1942, l'Allemagne et ses alliés occupent une zone qui, avant la guerre, comptait 88 millions de personnes, regroupait 33 % de l'industrie du pays, d'où on extrayait 60 % du charbon, où l'on fondait 60 % de l'acier et où se trouvaient 47 % des terres cultivées.

La période défensive pendant la bataille de Stalingrad

Le 17 juillet 1942 marque le début de la bataille de Stalingrad, l'opération la plus importante de la Grande Guerre patriotique. On distingue deux phases de la bataille, la phase défensive qui s'étend du 17 juillet au 18 novembre 1942 et la phase offensive du 19 novembre 1942 au 2 février 1943.

Le 12 juillet, le quartier général de l'Armée Rouge crée le front de Stalingrad à partir des troupes du front Sud-Ouest puis, le 5 août, le front Sud-Est. Plus tard, le 28 septembre, sur décision du Haut Commandement Suprême (HCS), le front de Stalingrad est réorganisé pour devenir le front du Don et le front Sud-Est devient le front de Stalingrad. L'activité de ces fronts est coordonnée par le chef d'Etat-major général de l'Armée Rouge, le Général Alexandre Vassilievski, représentant du QG du HCS.

Rapport de force des belligérants au début de la bataille de Stalingrad (en milliers d'hommes et en nombre de pièces)

Forces et moyens	URSS	Allemagne et ses alliés
Effectifs	386	430
Canons et mortiers	2 200	3 000

Forces et moyens	URSS	Allemagne et ses alliés
Chars	230	250 (y compris chars d'assaut)
Avions	884	1 200

(Source: A. Issaïev, Kaliningrad, des débuts difficiles, Revue « Patrie », 2013, nº 1, pp. 3–5)

L'offensive de la 6ème armée de Friedrich Paulus sur Stalingrad commence le 17 juillet. Le 25 juillet, les Allemands rejoignent le Don, le 23 août, ils atteignent la Volga à la périphérie nord de Stalingrad. Ce jour-là, l'aviation ennemie effectue le bombardement le plus important qu'ait connu la ville. Stalingrad est presque totalement détruite et brûlée, plus de 90 000 personnes ont été tuées. L'évacuation des civils n'a pas pu se faire. Les combats ont commencé à la périphérie de la ville pour ensuite se dérouler dans les rues centrales.

La défense de la ville était tenue par les unités de la 62ème armée du Lieutenant-Général Vassili Tchouïkov et de la 64ème armée du Lieutenant-Général Mikhaïl Choumilov, également par des troupes du NKVD[1] et des miliciens. Une partie importante de la population civile de Stalingrad était restée sur place et partageait les affres de la guerre avec les combattants de l'Armée Rouge. Illustration. 18

Le commandement soviétique engageait de plus en plus de réservistes dans la bataille. Il pouvait ainsi infliger des contre-attaques sur les flancs de l'ennemi qui avançait, cherchant à garder la ville en sa possession, quoi qu'il en coûte. Les combats les plus difficiles ont eu lieu sur le Kourgane Mamaïev[2], dans les ateliers de l'usine de tracteurs de Stalingrad, dans les usines « Barricades »[3] et « Octobre Rouge »[4]. On s'est battu pour chaque maison, les souterrains sont devenus des forteresses imprenables. Les positions occupées par les parties au combat rappelaient la composition d'un « gâteau à pâte feuilletée », les unités soviétiques et allemandes occupaient souvent différents étages d'un même bâtiment. Encerclés par l'ennemi, les soldats de l'Armée

1 NKVD : Commissariat du Peuple aux Affaires Intérieures de l'URSS.

2 Le Kourgane Mamaïev : colline sur la rive droite de la Volga au centre de Volgograd qui a connu de violents combats dans la bataille de Stalingrad, sur laquelle aujourd'hui est érigé un ensemble de monuments. La ville de Volgograd s'est appelée de 1589 à 1925 Tsaritsyne, puis Stalingrad de 1925 à 1961.

3 Usine « Les Barricades » : entreprise de construction de machines à Volgograd (Stalingrad) fondée en 1914, spécialisée dans la production de matériels de l'industrie de la défense.

4 Usine « Octobre Rouge » : Usine métallurgique fondée à Volgograd (Stalingrad) en 1897. Fabricant de métaux laminés spéciaux de qualité d'acier inoxydable.

Bataille de Stalingrad
le 1er novembre 1942
Photo de Zelma RIA Novosti

Rouge provoquaient souvent les tirs de leur propre artillerie située sur la rive orientale de la Volga.

Les exploits d'un petit groupe de soldats sont entrés dans l'histoire. Il en est ainsi du Sergent-chef Yakov Pavlov qui, durant deux mois, a protégé un bâtiment de quatre étages (le bâtiment Pavlov) des forces de l'ennemi alors supérieures, du tireur isolé Vassili Zaïtsev qui a alors tué 225 nazis allemands à Stalingrad, des combattants de la 13ème division d'infanterie de la garde du Général-major Alexandre Rodimtsev et de la 138ème division d'infanterie du Lieutenant-Général Ivan Lioudnikov, etc.

Le 15 octobre 1942, les Allemands conquièrent l'usine de tracteurs de Stalingrad, se dirigent vers la Volga et occupent de nouvelles positions, coupant les troupes soviétiques en deux groupes. Acculées au niveau du fleuve et séparées entre elles, les troupes soviétiques continuent malgré tout de tenir une partie de la ville. Le 11 novembre, les troupes allemandes font leur dernière tentative pour s'emparer totalement de la ville et précipiter les unités soviétiques dans la Volga. Elle est très difficilement repoussée. Après cela, la Wehrmacht ne tentera plus de s'emparer de la partie de la ville restée aux mains de l'Armée Rouge.

Parallèlement à la bataille de Stalingrad se déroulait la bataille du Caucase (du 25 juillet 1942 au 9 octobre 1943). Les troupes allemandes du groupe d'armées « A » ont été chargées de s'emparer des gisements de pétrole dans le Caucase du Nord[1] et à Bakou. Au début de la bataille, les troupes soviétiques des fronts du Caucase-Nord et de Transcaucasie freinent l'offensive allemande mais sont forcées de se retirer devant la ruée massive de l'ennemi. Le 3 août 1942, Vorochilovsk (depuis 1943, la ville de Stavropol) est capturé, le 9 août, c'est au tour de Maïkop, le 12 août, Krasnodar et le 11 septembre, presque en totalité, Novorossiïsk. Le 21 août, les tireurs alpins allemands hissent le drapeau de l'Allemagne au sommet de l'Elbrous. C'est seulement sur les rives du Terek, dans la région de Mozdok, et sur les cols de la grande chaîne du Caucase, dans les régions de Malgobek et d'El'Khotovo, que l'offensive est arrêtée à la fin septembre 1942.

La défense héroïque de 125 jours de Stalingrad met fin à la première période de la Grande Guerre patriotique, la période défensive. Ce fut une des périodes les plus difficiles de la guerre, lorsque le destin de l'Etat soviétique à plusieurs reprises n'a tenu qu'à un fil. Seul, le courage des défenseurs de la patrie soviétique a permis de contrecarrer les plans de l'ennemi nazi.

[1] La région du Caucase est traversée par la chaîne montagneuse du Grand Caucase qui s'étend sur 1 100 km depuis le nord-ouest (mer Noire) jusqu'au sud-est (mer Caspienne) entre la partie nord en Fédération de Russie, la Circaucasie (le Caucase du Nord), et la partie sud, la Transcaucasie, comprenant d'ouest en est la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

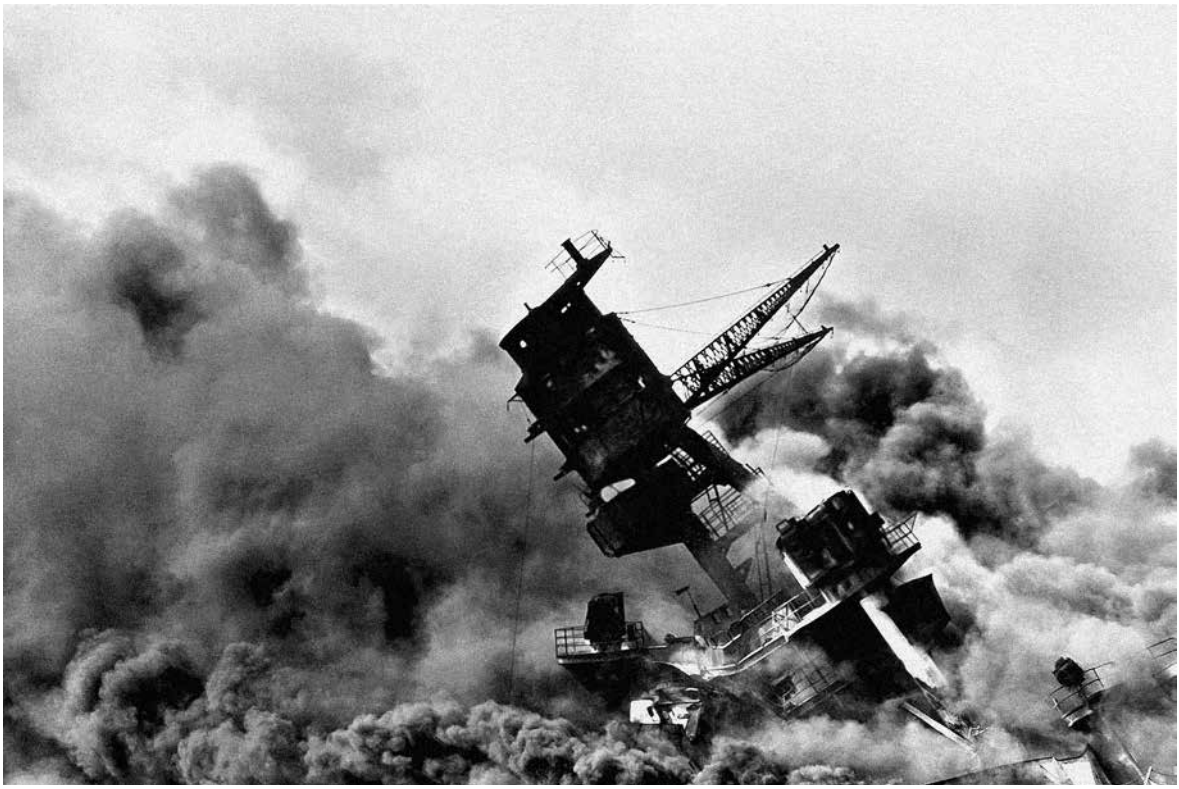
Combats sur les autres théâtres de la Seconde Guerre mondiale (1941–1942)

Au printemps et à l'été 1941, les actions militaires se poursuivent de manière intense en Méditerranée. Les 28 et 29 mars 1941 a lieu au large des côtes grecques dans la région du Cap Matapan (cap Ténare) la plus grande bataille navale entre les flottes britannique et italienne. La bataille se termine par une défaite totale des Italiens qui subissent alors de lourdes pertes. Par la suite, la flotte italienne ne va plus prétendre dominer la mer, toute son activité va consister à (добавила предлог) soutenir les troupes italo-allemandes en Afrique du Nord.

Au même moment, les troupes italo-allemandes et la 8ème armée britannique se livrent des combats acharnés en Afrique du Nord. Le noyau du groupe italo-allemand est constitué du corps expéditionnaire allemand d'Afrique composé d'unités de chars commandées par le Lieutenant-Général Erwin Rommel, un des généraux allemands les plus capables de la Seconde Guerre mondiale du côté nazi. Il commence à mener les hostilités au printemps 1941. Il reprend rapidement le territoire libyen aux Britanniques et assiège la forteresse anglaise de Tobrouk. Entre juin et décembre 1941, les Britanniques tentent de reprendre à deux reprises Tobrouk (opérations « Hache de Guerre » et « Croisé »), mais échouent, bien qu'ils fussent supérieurs aux Allemands en termes de forces et de moyens. En janvier 1942, les troupes d'Erwin Rommel passent à l'offensive et, en mai et juin 1942, sont vainqueurs de leur adversaire dans les batailles de Gazala et de Bir Hakeim. Le 21 juin, Tobrouk se rend, ce pourquoi A. Hitler attribue à E. Rommel le titre de Maréchal-Général.

En juillet 1942, les Allemands lancent l'offensive contre l'Égypte, bastion britannique en Afrique du Nord, mais, en raison du manque de munitions, de carburant et de chars, ils sont contraints de s'arrêter sur la ligne de défense près de la localité d'El-Alamein. En juillet, lors de la première bataille d'El Alamein, E. Rommel n'arrive pas à percer la défense britannique et, après une contre-attaque infructueuse, est contraint de se positionner en défense. En août et septembre, les troupes italo-allemandes tentent de nouveau de s'ouvrir un passage en Égypte mais sont de nouveau arrêtées par les troupes britanniques commandées par le Général Bernard Montgomery. Le 23 octobre 1942, après avoir accumulé des forces importantes, les troupes britanniques lancent une contre-offensive (seconde bataille d'El Alamein, du 23 octobre au 5 novembre 1942). Après avoir frappé depuis les flancs les faibles unités italiennes,

Attaque de la base navale américaine de Pearl Harbor par l'aviation japonaise, 7 décembre 1941
Loris



elles repoussent les Allemands hors d'Égypte, les forçant à se retirer en Tunisie. Illustration. 19

Au même moment, la guerre commence dans l'océan Pacifique. Au printemps 1941, les troupes japonaises occupent l'Indochine française sans rencontrer de résistance. Le matin du 7 décembre 1941, des avions stationnés sur des porte-avions japonais attaquent subitement la base navale américaine de Pearl Harbor à Hawaï et infligent de lourdes pertes à la flotte américaine.

Le même jour, le Président américain Franklin Delano Roosevelt déclare officiellement la guerre au Japon et, le 11 décembre, en solidarité avec le Japon, l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux États-Unis. Ainsi, les États-Unis sont engagés dans la Seconde Guerre mondiale.

Le 8 décembre 1941, la flotte japonaise débarque des troupes simultanément en Malaisie britannique (aujourd'hui la Malaisie) et aux Philippines. En février 1942, les Japonais occupent en totalité les Philippines, la Malaisie et s'emparent de Singapour. Au même moment, les troupes japonaises débarquent dans les Indes orientales néerlandaises (Indonésie), les troupes néerlandaises capitulent dès le mois de mars. L'escadre anglaise-américaine-australienne-néerlandaise est vaincue. En avril 1942, les Japonais occupent la Birmanie (aujourd'hui le Myanmar), le nord de la Nouvelle-Guinée et l'archipel Bismarck, la flotte japonaise attaque les bases britanniques de l'île de Ceylan (aujourd'hui le Sri Lanka).

La tentative des Japonais de débarquer des troupes sur la côte sud de la Nouvelle-Guinée et d'approcher ainsi sérieusement les côtes de l'Australie en mai 1942 conduit à la bataille entre escadrons japonais et américains dans la mer de Corail. Les japonais subissent là une première défaite dans la Seconde Guerre mondiale. Au début de juin 1942, le commandement japonais planifie une opération pour capturer les îles Midway dans l'océan Pacifique. Grâce à leurs services de renseignements, les Américains se sont préparés à l'attaque en temps opportun. Le Japon subit une défaite écrasante au cours de la bataille des îles Midway les 4 et 5 juin 1942.

Au cours de la bataille pour l'île de Guadalcanal (archipel des îles Salomon) qui s'est déroulée du 7 août 1942 au 7 février 1943 en mer, sur terre et dans les airs, les Japonais subissent une défaite stratégique, perdant ainsi la possibilité de mener dorénavant des opérations offensives.

Ainsi, les États-Unis avaient stoppé l'opération stratégique du Japon dans la guerre du Pacifique.

Deuxième période de la Grande Guerre patriotique : la contre-offensive des troupes soviétiques près de Stalingrad

Le quartier général du Haut Commandement Suprême (HCS) a prévu de passer à l'offensive près de Stalingrad (opération « Uranus ») à l'hiver 1942–1943. En novembre 1942, les troupes allemandes ont été entraînées dans des combats prolongés et meurtriers. La ligne de front dans la région de Stalingrad s'est beaucoup étendue vers la Volga. La frappe devait porter sur les flancs de la 6ème armée allemande qui venait de prendre d'assaut la ville, l'encercler, puis l'anéantir. Les flancs de la Wehrmacht étaient couverts par des troupes plus faibles roumaines, hongroises et italiennes qui faisaient partie du groupe d'armées « B ». Le coup fut porté par les troupes des fronts Sud-Ouest sous le commandement du Lieutenant-Général Nikolaï Vatoutine, de Stalingrad sous le commandement du Colonel-Général Andreï Eremenko et du Don sous le commandement du Lieutenant-Général Konstantin Rokossovski. Le représentant du quartier général du HCS Alexandre Vassilievski était chargé de coordonner leurs actions. La contre-offensive de l'Armée Rouge commence le 19 novembre 1942.

Les troupes soviétiques franchissent la défense de l'ennemi, poussent jusqu'au Don et bloquent les voies de retrait aux Allemands. L'encerclement extérieur des troupes allemandes s'organise le 23 novembre. Parallèlement, les troupes du front du Don encerclent ces mêmes troupes dans la région de Stalingrad. A. Hitler interdit à Friedrich Paulus d'abandonner ses positions, ordonne de passer en position défensive et d'attendre l'aide extérieure. À cette fin est créé le groupe d'armées du « Don » sous le commandement du **Maréchal-Général** Erich von Manstein qui, le 12 décembre, lance une offensive dans la région de Kotelnikovo avec l'intention de briser l'encerclement (opération « Wintergewitten » ou opération de Kotelnikovo). Face au groupe de von Manstein, les troupes des fronts Sud-Ouest et de Stalingrad contre-attaquent le 16 décembre et le repoussent le 19 décembre à 250 km de Stalingrad. La poursuite de l'offensive de l'Armée

Rouge (opération « Petit Saturne ») rend impossible la levée du blocus de la 6ème armée. Le commandement allemand ordonne à l'armée de F. Paulus de rester à Stalingrad, l'ennemi allemand est bloqué. La tentative des nazis d'approvisionner par avions de transport la 6ème armée à Stalingrad échoue, la famine commence à toucher les troupes allemandes. Le commandement soviétique décide d'éliminer l'armée allemande encerclée (opération « Anneau »). Cette tâche est confiée aux troupes du front du Don. L'opération débute le 9 janvier 1943. Le 26 janvier, les troupes soviétiques démembrent le groupe ennemi en deux parties, le nord et le sud. Le 31 janvier, le Maréchal-Général F. Paulus se rend aux troupes soviétiques et le 2 février, les dernières troupes allemandes capitulent à Stalingrad. L'armée rouge capture environ 113 000 soldats allemands et roumains, vingt-quatre généraux allemands doivent se rendre. Illustration. 20

Le résultat de la bataille de Stalingrad a été la liquidation de près de 800 000 soldats des groupes ennemis à l'Union Soviétique. Cela a obligé les alliés de l'Allemagne, la Turquie et le Japon, à abandonner définitivement leurs plans d'entrée en guerre contre l'URSS. C'est à partir de ce moment que l'initiative stratégique revient à l'Armée Rouge. La bataille de Stalingrad a eu un impact énorme sur le cours de la Seconde Guerre mondiale. Après les victoires d'El Alamein en Afrique du Nord et de Stalingrad en URSS, les alliés de la coalition antihitlérienne avaient sérieusement accaparé l'initiative stratégique. Cependant, ces deux batailles ne sont pas comparables de par leur ampleur et les conséquences qu'elles ont entraînées sur la suite des événements.

Pertes de l'Allemagne et de ses alliés à Stalingrad et à El-Alamein (en milliers d'hommes et en nombre de pièces)

Pertes	Stalingrad (19/11/1942–02/02/1943)	El-Alamein (23/10/1942–05/11/1942)
Morts et blessés	800 (environ) (avec prisonniers)	28 (environ)
Chars et pièces d'artillerie	2 000 (environ)	232
Canons et mortiers	10 000 (environ)	254
Avions	3 000 (environ)	84

Prisonniers hitlériens
à Stalingrad
Photo M. Alpert RIA Novosti

L'offensive de l'Armée Rouge à l'hiver-printemps 1942–1943 et la percée du blocus de Leningrad

La victoire des troupes soviétiques près de Stalingrad signifiait également le tournant dans la bataille pour le Caucase. Les troupes allemandes du groupe d'armées « A » commandées par le **Maréchal-Général** Ewald von Kleist se retrouvaient entourées stratégiquement de telle sorte que le commandement allemand fut obligé de donner l'ordre de se retirer du Caucase dans l'espoir de retarder les troupes soviétiques sur le Don. Au cours de l'opération offensive du Caucase-Nord (opération « Don », du 1er janvier au 4 février 1943), les troupes des fronts du Caucase-Sud et du Caucase-Nord nettoient presque tout le territoire du Caucase-Nord des troupes ennemies nazies et Rostov-sur-le-Don est libéré le 14 février 1943. Il ne restait plus qu'un endroit où les armées hitlériennes pouvaient se retirer. Il s'agissait de la péninsule de Taman et l'est de Taganrog sur la rivière Mious (le front Mious)[1].

En janvier-février 1943, les troupes soviétiques lancent une offensive sur toute la ligne de front germano-soviétique. Les armées des fronts Sud-Ouest, de Voronej et de Briansk sont vainqueurs des troupes hongroises et italiennes. Parmi les villes libérées, on compte le 25 janvier Voronej et le 8 février, Koursk. Ainsi, tout le flanc sud de l'ennemi sur le front germano-soviétique s'effondre.

Du 19 février au 19 mars 1943, de violents combats éclatent pour la maîtrise de Kharkov. Le 15 février, l'Armée Rouge réussit à reprendre la ville, mais le 4 mars, l'ennemi allemand a reçu des renforts et peut lancer une contre-offensive. Des groupements de l'Armée Rouge sont menacés d'encerclement et doivent quitter Kharkov le 16 mars, puis Belgorod le 19 mars. Les offensives militaires sur la partie sud du front germano-soviétique cessent jusqu'à l'été.

L'un des événements les plus importants de l'offensive hivernale de l'Armée Rouge en 1943 est l'opération « Etincelle » censée briser le blocus de Leningrad. Elle se déroule du 12 au 30 janvier 1943. Les troupes des fronts de Leningrad et de Volkhov y participent. Après avoir franchi la défense des unités du groupe d'armées « Nord », les troupes des deux fronts soviétiques se rejoignent le 18 janvier dans la région des villages ouvriers № 3 et № 5. Le long de la rive du lac Ladoga s'établit un couloir d'une largeur

[1] Le Front Mious : est une ligne défensive fortifiée de la Wehrmacht créée en 1941 pendant la Grande Guerre patriotique sur la rive occidentale de la rivière Mious. Aujourd'hui, en 2024, la rivière Mious coule dans le Caucase du Nord et en région russe de Novorossija (Donetsk).

de 8–11 km. Le blocus de Leningrad avait pris fin. Le 6 février, un premier train arrive à Leningrad. Il aura emprunté la voie ferrée temporaire nommée la « Route de la Victoire » construite en un temps record.

La bataille de Koursk

L'événement principal de 1943 a été la bataille de Koursk qui a connu deux étapes: la défensive du 5 au 23 juillet 1943 et l'offensive du 23 juillet au 23 août 1943.

Au printemps 1943, le saillant de Koursk (ou l'arc de Koursk) s'était imposé au cours de l'offensive des troupes soviétiques. La ligne de front dans la région de Koursk avait pu pénétrer profondément le territoire conquis par l'ennemi allemand. En avril 1943, le commandement allemand élabore le plan de l'opération baptisée « Citadelle ». Il est prévu de frapper les flancs du nord et du sud pour éliminer l'arc de Koursk, d'encercler et de vaincre les troupes soviétiques, puis de passer à l'offensive générale. Le coup devait être porté depuis le sud par les troupes du groupe d'armées « Sud » sous le commandement du Maréchal-Général Erich von Manstein et depuis le nord par les troupes du groupe d'armées « Centre » sous le commandement du **Maréchal-Général** Gunther von Kluge. Au total, plus de 50 divisions allemandes se sont concentrées dans la région du saillant de Koursk. Le rôle principal de l'offensive devait être joué par les unités de chars équipées dorénavant en grande quantité des nouveaux chars « Tiger » (le Tigre, char lourd) et « Panther » (Panthère, char moyen) et des installations d'artillerie automotrices « Ferdinand ». Ils devaient être soutenus par des avions de combat de type nouveau, les chasseurs-bombardiers Focke Wulf Fw 190 et les avions d'attaque Henschel Hs 129. Le commandement allemand avait reporté à plusieurs reprises le début de l'opération pour pouvoir renforcer autant que possible son groupement de chars. Le commandement soviétique a appris les plans de l'ennemi grâce aux travaux de reconnaissance et aux rapports de partisans. Il fut décidé de créer une puissante ligne de défense à trois échelons, d'éreinter et d'affaiblir l'ennemi en menant des batailles défensives, puis d'introduire de nouvelles forces de réserve dans la bataille et de passer à une offensive stratégique. Sur l'arc de Koursk devaient agir les troupes du front « Centre » sous le commandement du Général Konstantin Rokossovski et du front de Voronej sous le commandement du Général Nikolaï Vatoutine. A l'arrière, à partir des troupes de réserve du quartier général du HCS, a été créé le front des Steppes dont le Colonel-Général

Ivan Konev était nommé commandant. Les maréchaux soviétiques Alexandre Vassilievski et Gueorgui Joukov étaient nommés représentants du quartier général du HCS.

L'offensive allemande débute le 5 juillet 1943. Les troupes soviétiques opposent une résistance farouche. Sur le flanc nord de l'arc de Koursk, les troupes soviétiques arrivent à empêcher la percée de la défense. Sur le flanc sud, l'ennemi a impliqué de grandes forces de chars et a pu percer la première ligne de défense soviétique et pénétrer sérieusement la deuxième ligne près du village de Prokhorovka. Les forces de défense étaient à ce moment pratiquement épuisées. Afin de lancer une contre-attaque, le commandement soviétique a utilisé les réserves, la 5ème armée de chars de la garde du Lieutenant-Général Pavel Rotmistrov et la 5ème armée de la garde du Lieutenant-Général Alexeï Jadov.

Le 12 juillet, dans la région du village de Prokhorovka, a lieu une des plus grandes batailles de chars de l'histoire. Jusqu'à 1 180 chars y ont participé des deux côtés (767 du côté soviétique et 413 du côté allemand). **Illustration. 21**

Les opérations actives menées par les troupes du front de Voronej ont forcé l'ennemi à stopper l'offensive. Le cours de la guerre connaît un revirement pendant la bataille de Koursk. La Wehrmacht ne pouvait plus continuer son offensive et passait en position défensive.

Le même jour, une contre-offensive soviétique commence sur le flanc nord de l'arc de Koursk. Les troupes Centre sont passées à l'offensive le 15 juillet, celles des fronts de Voronej et des Steppes le 18 juillet. Le 16 juillet, soucieux d'éviter la défaite, le commandement allemand ordonne le retrait des troupes.

Au cours de la bataille de Koursk, le Capitaine et pilote soviétique Alexeï Maressiev s'est rendu célèbre. Après avoir été gravement blessé et amputé des deux jambes, il retourne ensuite au front se battre.

Le 23 juillet 1943 commence l'offensive stratégique générale des troupes soviétiques dans la région de Koursk. Au cours de l'opération offensive à Orel du 12 juillet au 18 août (opération Koutouzov), les troupes du front occidental sous le commandement du Colonel-Général Vassili Sokolovski, du front de Briansk sous le commandement du Colonel-Général Markian Popov et du front Centre de Konstantin Rokossovski[1] ont vaincu le groupe d'armées allemand « Centre » et ont libéré Orel le 5 août.

[1] Konstantin Rokossovski : il a notamment été le concepteur de l'opération Bagration qui visait à libérer entièrement de toute occupation militaire allemande la Biélorussie et à éliminer le groupe d'armées « Centre « de la Wehrmacht dont la réussite décisive lui vaudra sa promotion au rang de Maréchal de l'Union Soviétique et l'honneur de commander la parade de la Victoire sur la Place Rouge le 24 juin 1945.

Épisode de la bataille de Koursk
Photo I. Shagiga RIA Novosti

Lors de l'offensive Belgorod-Kharkov (opération Roumiantsev) qui s'est déroulée du 3 au 23 août 1943, les troupes des fronts de Voronej et des Steppes, ainsi que du front Sud-Ouest sous le commandement du Général Rodion Malinovski libèrent Belgorod le 5 août, le 23 août, Kharkov et le 30 août, Taganrog. Le 5 août 1943, le premier salut au canon est donné à Moscou pour la libération d'Orel et de Belgorod.

Rapport de force des parties à la bataille de Koursk au début de l'opération (en milliers d'hommes et en nombre de pièces)

Forces et moyens	URSS	L'adversaire nazi
Effectifs	1 300 (environ)	900 (plus que)
Canons et mortiers	19 100	10 000 (environ)
Tanks et unités d'artillerie autonomes	3 444 + 1 000 (en réserve)	2 758 (y compris les canons d'assaut)
Avions	2 172	2 050 (environ)

(Source: encyclopedia.mil.ru)

Le résultat principal de la bataille de Koursk a été la prise définitive de l'initiative stratégique sur le front germano-soviétique par l'Armée Rouge. À partir de ce moment, les troupes allemandes ne peuvent que se défendre. L'opération « Citadelle » a été la dernière offensive stratégique des Allemands sur le front de l'est. Illustration. 22

Après la victoire près de Koursk, l'offensive de l'Armée Rouge se poursuit. Du 7 août au 2 octobre 1943, les troupes soviétiques des fronts Ouest, Briansk et Kalinine mènent la bataille de Smolensk (opération Souvorov). Le 17 septembre, les troupes soviétiques libèrent Briansk, le 25 septembre, Smolensk et, en octobre, elles entrent en territoire de Biélorussie.

Les troupes soviétiques mènent des offensives dans le Caucase-Nord. L'objectif de l'offensive Krasnodar-Novorossiïsk (9 février — 24 mai 1943) menée par les troupes du front du Caucase-Nord est d'expulser les troupes hitlériennes du territoire de la région de Kouban[1]. Au cours de l'opération, Krasnodar est libérée (12 février 1943) et les troupes allemandes se retirent sur la péninsule de Taman. Le ciel au-dessus du Kouban voit se dérouler une bataille aérienne intense pour l'établissement de la domination aérienne.

1 Le Kouban est historiquement une région du Caucase-Nord en Fédération de Russie de 94 360 km^2 qui a, par le passé, été occupée par l'armée cosaque de la mer Noire.

Les combattants de l'Armée Rouge en compagnie des habitants d'un village libéré près de Koursk, 1943
RIA Novosti

Au cours de l'opération offensive Novorossiïsk-Taman (10 septembre-9 octobre 1943), les troupes du front du Caucase-Nord sous le commandement du Général Ivan Petrov libèrent Novorossiïsk (16 septembre 1943). Le 9 octobre 1943, les troupes soviétiques atteignent le détroit de Kertch et libèrent ainsi en totalité le territoire du Caucase-Nord. Une importante tête de pont est créée en Crimée à la suite de l'opération de débarquement de Kertch-Eltigen (31 octobre — 11 décembre 1943).

L'autre opération très importante entraînant la « rupture fondamentale » dans la guerre a été la bataille du Dniepr (libération de la rive gauche de l'Ukraine). Au cours de cette bataille, nous distinguons trois opérations stratégiques consécutives : Tchernigov-Poltava (16 août — 30 septembre 1943), Nijnedneprovskaïa (26 septembre — 20 décembre 1943) et Kiev (3–13 novembre 1943). Les troupes des fronts Centre, de Voronej, des Steppes, Sud-Ouest et Sud y participent (à partir de septembre 1943, ces fronts sont renommés Biélorusse, 1er, 2ème 3ème, 4ème fronts Ukrainiens. Le représentant du quartier général du Haut Commandement Suprême (HCS) est le Maréchal soviétique Gueorgui Joukov. Les troupes soviétiques étaient confrontées aux troupes allemandes du groupe d'armées « Sud » d'Erich von Manstein et du groupe d'armées « A » d'Ewald von Kleist.

Le 26 août commence l'offensive des troupes soviétiques sur la rive gauche du Dniepr. Les 21 et 22 septembre, après avoir brisé la résistance opiniâtre de l'ennemi, des unités de l'Armée Rouge rejoignent le Dniepr, la ville de Tchernigov est libérée le 21 septembre, celle de Poltava le 23 septembre. Du 22 au 30 septembre, les troupes soviétiques forcent le Dniepr à différents niveaux du front, créent des têtes de pont sur sa rive droite, écrasant la puissante ligne de défense allemande (la « Ligne Panther-Wotan » ou « Mur de l'Est »). Après le renforcement et la multiplication des têtes de pont sur le Dniepr, le HCS donne l'ordre d'attaquer Kiev.

Le 3 novembre, les troupes du front Ukraine-1 lancent l'offensive sur Kiev qui est libéré le 6 novembre. Le 15 novembre, les Allemands tentent de lancer une contre-offensive dans la région de Jytomyr, mais après la contre-attaque des troupes soviétiques, la percée de l'ennemi est stoppée. L'offensive de l'Armée Rouge se poursuit jusqu'au 31 décembre 1943. Illustration. 23

Parallèlement à la bataille du Dniepr, du 13 août au 22 septembre 1943, les troupes des fronts Sud-Ouest et Sud mènent l'offensive stratégique du Donbass au cours de laquelle cette importante région industrielle va se libérer de l'ennemi. Avec la fin de la bataille du Dniepr, la deuxième période de la Grande Guerre patriotique prend fin. A partir de cette rupture fondamentale dans la guerre, les troupes soviétiques se sont entièrement saisies de l'initiative stratégique.

Débarquement sur le Dniepr près du village de Malinovka le 22 septembre 1943
Photo O. Lander RIA Novosti

Les combats sur les autres théâtres de la Seconde Guerre mondiale (1942–1943)

La rupture fondamentale dans la guerre en Afrique du Nord survient à l'automne 1942. Le 8 novembre 1942, les troupes anglo-américaines, sous le commandement du Général américain Dwight Eisenhower, débarquent en Algérie et au Maroc (opération « Torch »). Les troupes germano-italiennes se retrouvent « coincées » à l'ouest et à l'est en Tunisie. Après avoir reçu des renforts, ils poursuivent les combats avec l'espoir de renverser la situation en leur faveur. En février 1943, Erwin Rommel remporte une victoire contre les troupes américaines au col de Kasserine, mais en mars, il est vaincu par les troupes britanniques à Médenine et est forcé de se retirer à Tunis. En mai 1943, les troupes allemandes et italiennes bloquées en Tunisie capitulent. Un peu avant ces événements, Erwin Rommel est rappelé en Allemagne. Le 10 juillet 1943, les troupes anglo-américaines appuyées par la flotte et l'aviation débarquent en Sicile (opération « Husky ») et transfèrent ainsi les combats sur le territoire italien. Le 25 juillet, Benito Mussolini est renversé et arrêté, le gouvernement du Maréchal Pietro Badoglio prend le pouvoir. En août, les alliés brisent la résistance des troupes italiennes et allemandes et établissent leur contrôle total sur l'île.

Chronologiquement, l'opération sicilienne menée par les troupes anglo-américaines coïncidait avec la bataille de Koursk.

Forces de l'Allemagne et de ses alliés lors de la bataille de Koursk et de l'opération « Husky » en Sicile (en milliers d'hommes et en nombre de pièces)

Forces et moyens	Opération Husky, Sicile	Bataille de Koursk
Effectifs	350	900 (plus de)
Chars et unités d'artillerie automotrices	260	2 758
Avions	1 400	2 050 (environ)

Le 9 septembre, les troupes anglo-américaines débarquent près de Salerne ainsi qu'en Calabre, dans le sud de l'Italie (opération « Avalanche »). Le même jour, le gouvernement de Pietro Badoglio capitule devant les Alliés, mais les troupes allemandes pénètrent en Italie (opération « Alaric » ou « Axe ») et occupent une grande partie du territoire du pays.

La « rupture fondamentale » dans la guerre a également eu lieu dans l'océan Pacifique. Les forces de la flotte et de l'aviation japonaises ont été détruites, l'initiative stratégique est revenue aux Alliés. Les forces alliées se sont lancées dans une contre-offensive stratégique en utilisant la tactique américaine de « saute-mouton »[1], reconquérant les territoires entre la Nouvelle-Guinée et les Philippines. En novembre 1943, après des combats très meurtriers, les troupes américaines capturent les îles stratégiques de Makin et de Tarawa parmi les îles Marshall.

[1] Reprise des territoires aux Japonais île par île.

Troisième période de la Grande Guerre patriotique : la période offensive, 1944–1945

En 1944, à partir de plusieurs opérations offensives successives sur toutes les parties du front germano-soviétique, le commandement soviétique a prévu de recouvrer ses territoires jusqu'aux frontières. Dans l'historiographie, ces opérations ont été officieusement appelées les « dix coups de Staline ».

Lors de la libération du territoire de l'URSS et des pays d'Europe centrale et orientale, les fronts soviétiques participant à ces opérations étaient les fronts Balte, Biélorussie et Ukraine (avec les numéros correspondants). Cela a fait naître dans le journalisme occidental l'opinion erronée selon laquelle, à la fin de la guerre, l'Armée Rouge qui menait les combats était constituée seulement de formations ethniques composées de Biélorusses, d'Ukrainiens et de Baltes. En fait, les fronts soviétiques étaient des formations soviétiques, donc plurinationales, opérationnelles et tactiques territoriales et recevaient leurs noms selon le lieu géographique où ils agissaient. Ainsi, à titre d'exemple, le front Biélorusse-1 s'appelait auparavant le front Central, le front Ukrainien-2, le front des Steppes et le front Balte-1, le front Kalinine.

Rapport de forces sur le front germano-soviétique au 1er janvier 1944 (en millions d'hommes et en milliers de pièces)

Forces et moyens	URSS	Allemagne et ses alliés
Effectifs	6,2	4,8
Canons et mortiers	83,5	49,1
Chars et unités d'artillerie automotrices	5,4	3,7
Avions	8,5	3

Le début officiel de la campagne de 1944 est marqué par l'opération offensive Leningrad-Novgorod (opération « Tonnerre de Janvier »[1]).

1 Ou encore « Offensive Krasnoïe Selo — Ropcha » ou « Neva 2 ».

Elle débute le 14 janvier et prend fin le 1er mars 1944. Y participent les troupes des fronts de Leningrad (commandées par le Maréchal Leonid Govorov), de Volkhov (commandées par le Maréchal Kirill Meretskov) ainsi que le front Balte-2 (commandé par le Général Markian Popov). Le coup principal a été porté par les troupes du front de Leningrad à partir de la tête de pont d'Oranienbaum et de la région de Pulkovo en direction des villages Ropcha et Krasnoïe Selo. Les troupes du front Volkhov ont mené l'attaque depuis la région de Siniavino en direction du village de Mga, et les troupes du front Balte 2 dans la direction de Staraïa Roussa. Au cours de l'offensive, une partie de l'Armée Rouge a vaincu les troupes du groupe d'armées « Nord ». Les troupes allemandes ont été partiellement encerclées et repoussées à 200–250 km à l'ouest et au Sud de la ville. Le 27 janvier 1944, le blocus de Leningrad était complètement levé. Ce jour-là, un salut au canon fut donné dans la ville qui aura subi 900 jours de blocus. Au cours de l'offensive sont libérées les villes de Novgorod (le 20 janvier), Tchoudovo (le 29 janvier), Louga (le 12 février) et le chemin de fer Octobre reliant Leningrad à Moscou. Le 15 février, les troupes soviétiques pénètrent le territoire de l'Estonie.

En juillet 1944, les troupes des fronts Balte et Leningrad-3 près de Pskov (opération Pskov-Ostrov entre le 11 et le 31 juillet 1944) et Narva (opération Narva entre le 24 et le 30 juillet 1944) engagent des combats acharnés sur la ligne dite fortifiée « Panther »[1]. Le commandement allemand du groupe d'armées « Nord » y lance des unités de volontaires européens SS norvégiennes, danoises, néerlandaises, belges, ainsi que des unités des légions SS lettones et estoniennes. Cependant, cela n'empêche pas l'offensive soviétique de se solder par la libération de Pskov le 23 juillet et de Narva le 26 juillet.

À la fin décembre 1943, les armées des fronts Ukraine-1 (commandé par Nikolaï Vatoutine puis, à partir du 2 mars 1944, par Gueorgui Joukov), Ukraine-2 (commandé par Ivan Konev), Ukraine-3 (commandé par Rodion Malinovski) et Ukraine-4 (commandé par Fiodor Tolboukhine) débutent les combats pour libérer la rive occidentale du Dniepr. Au cours de l'offensive de Jytomyr-Berditchev (24 décembre 1943–14 janvier 1944), les troupes allemandes sont repoussées du Dniepr. Une avancée des troupes soviétiques dangereuse pour la Wehrmacht s'est formée dans la région de la ville de Tcherkassy. Au cours de l'opération Korsun-Chevtchenko (24 janvier — 17 février 1944), les troupes soviétiques **encerclent la tenaille de Tcherkassy** et éliminent l'important rassemblement qu'avait formé l'ennemi. Seule une petite partie des unités allemandes pourra s'échapper de l'encerclement.

1 Ligne « Panther-Wotan » ou « Mur de l'Est ».

Le 29 février 1944, le commandant du front Ukraine-1, le Général Nikolaï Vatoutine, est grièvement blessé lors d'un échange de tirs avec les « banderistes » de l'UPA[1] qui ont tendu une embuscade à sa voiture. Le 15 avril 1944, il meurt à Kiev pratiquement en même temps que ses troupes libèrent la ville.

Au cours de ces opérations et des opérations ultérieures, le territoire de la rive droite du Dniepr est libéré comme, ensuite, les villes de Jytomyr (le 31 décembre 1943), Krivoï Rog (le 22 février 1944), Nykolaev (le 28 mars 1944)[2] et Odessa (le 10 avril 1944). Le 28 mars, les troupes soviétiques entrent en territoire de Roumanie. Illustration. 24

L'opération majeure suivante qu'ont menée les troupes soviétiques est l'opération offensive de Crimée (8 avril — 12 mai 1944).

Au cours de l'opération, le front Ukraine-4 et **l'armée séparée** de Primorsk appuyés par les forces de la flotte de la mer Noire pénètrent en Crimée et sont vainqueurs des troupes allemandes et roumaines de la 17ème armée. Le 9 mai 1944, Sébastopol est libérée.

La Bataille de Leningrad se termine par l'opération Vyborg-Petrozavodsk (10 juin — 9 août 1944). Les troupes des fronts de Leningrad et de Carélie soutenus par la flotte de la Baltique de la marine russe occupent Vyborg le 20 juin et Petrozavodsk le 28 juin. Ainsi, Leningrad n'était plus menacée au nord et une défaite écrasante était infligée à l'armée finlandaise. Cela a conduit à la démission du Président finlandais Risto Ryti et à l'élection du Président Carl Mannerheim qui a immédiatement conclu une trêve et entamé des négociations avec l'URSS. La sortie de la Finlande de la guerre a eu lieu le 19 septembre 1944 et le 4 mars 1945, le gouvernement finlandais déclarait la guerre à l'Allemagne. Le retrait de la Finlande de la guerre avec l'URSS a conduit à des affrontements entre les troupes finlandaises et allemandes en Laponie.

L'une des opérations les plus importantes de l'été 1944 est l'opération offensive en Biélorussie (opération « Bagration ») qui s'est déroulée du 23 juin au 29 août 1944. Ont participé à l'opération les troupes du front Biélorussie-1 (commandées par le Maréchal Konstantin Rokossovski), Biélorussie-2 (commandées par le Général Gueorgui Zakharov), Biélorussie-3 (commandées par le Général Ivan Tcherniakhovski) et du **1er front de la Baltique** commandées par le Général Ivan Bagramian. L'objectif de l'opération Bagration était la défaite du groupe d'armées allemand « Centre » et la libération de la Biélorussie. Cette opération est, à juste titre, considérée

1 UPA : Armée Insurrectionnelle Ukrainienne. Est une émanation de l'OUN, Organisation des Nationalistes Ukrainiens, organisation d'extrême-droite pronazie née en Galycie et en Volhynie dans l'ouest de l'Ukraine, encore aujourd'hui terres propres au mouvement. Elle a été dirigée par Stepan Bandera que le régime Zelensky honore entièrement de nouveau en 2024.

2 Nikolaïev en russe.

Odessa libérée, 25 avril 1943
Photo de Zelma RIA Novosti

comme l'une des opérations offensives soviétiques les plus brillantes de la Grande Guerre patriotique.

Les troupes soviétiques ont dû passer de nombreux marais et rivières, mener des opérations de combat dans une région particulièrement boisée. L'emploi des chars était généralisé. Elles menaient des opérations pour diviser et encercler les forces ennemies. Au cours de l'opération, des groupes importants des troupes hitlériennes se sont retrouvés encerclés dans les régions de Bobrouïsk, Vitebsk, Moguilev et Minsk. Hitler avait interdit aux troupes de fuir les combats, ce qui a conduit à la plus grande catastrophe militaire pour l'Allemagne sur le front germano-soviétique. Selon diverses estimations, de 17 à 30 divisions ont été complètement détruites. Les pertes humaines de la Wehrmacht en Biélorussie sont estimées à 350 000 personnes, dont environ 150 000 prisonniers.

A l'été 1944, toute la Biélorussie était libérée, ainsi qu'une partie de la Lituanie, les villes de Minsk (le 3 juillet), Vilnius (le 13 juillet) et Brest (le 28 juillet). À la fin juillet, les troupes soviétiques entrent en Pologne et occupent la ville de Lublin (le 24 juillet) où prend pied le gouvernement du Comité polonais de libération nationales créé plus tôt en URSS avec les communistes polonais en place.

Au début du mois d'août, des unités de l'Armée Rouge s'approchent de Varsovie après avoir pris d'importantes têtes de pont allemandes sur la Vistule et aux frontières de la Prusse orientale. Illustration. 25

Le 17 juillet 1944, 57 600 soldats et officiers allemands capturés, dont 19 généraux faits prisonniers en Biélorussie, sont conduits par les soldats de l'Armée Rouge dans les rues de Moscou sous les yeux des moscovites. Cette marche des prisonniers démontrait clairement le succès des troupes soviétiques et contribuait à réhausser le moral des citoyens de l'URSS. Le 16 août 1944, une procession similaire a lieu à Kiev où 36 918 allemands prisonniers défilent.

Le gouvernement polonais émigré à Londres ne reconnaissait pas le gouvernement de Lublin et, le 24 juin 1944, déclare que la Pologne était sous « occupation » soviétique. Sous le contrôle du gouvernement de Londres, des détachements **de l'armée de partisans Armia Krajowa (AK) commettent** des actes terroristes contre les soldats de l'Armée Rouge et les représentants des nouvelles autorités polonaises. Afin d'empêcher que Varsovie ne soit libéré par l'Armée Rouge, le commandement de l'AK dirigée par le Général Tadeusz Bor-Komorowski déclenche le 1er août 1944 une rébellion contre les occupants de la ville (opération « Tempête ») sans s'être mis préalablement d'accord avec les alliés. Les insurgés étaient mal armés et **l'opération** n'avait pas été suffisamment préparée. Malgré les actions inamicales du gouvernement polonais à Londres, le commandement soviétique décide d'aider les rebelles

Minsk libéré, le 3 juillet 1944
Photo De V. Ivanov RIA Novosti

contre l'ennemi commun, l'Allemagne nazie. La 2ème armée de chars soviétique, à bout après les combats menés en Biélorussie, est envoyée sur Varsovie mais est stoppée par une contre-attaque de l'ennemi entre le 26 juillet et le 5 août 1944 près de Radzymin. Après cela, l'aviation soviétique fournit des vivres et des munitions aux insurgés par voie aérienne. Le commandement allemand envoie contre les rebelles des forces de police supplémentaires et des forces SS, notamment la 29ème division SS « RONA »[1] de Bronislaw Kaminski avec, dans ses rangs, des collaborateurs soviétiques, et la brigade punitive SS « Dirlewanger » dont les membres se distinguaient par leur extrême cruauté. Ces forces ont pu inverser le cours de la bataille et le 2 octobre 1944, T. Bor-Komorowski capitule. Varsovie était presque entièrement détruite et renaîtra après la guerre avec l'aide de l'Union Soviétique.

Du 13 juillet au 29 août, les troupes du front Ukraine-1 mènent l'offensive Lvov-Sandomierz. Au cours de celle-ci, les troupes du groupe d'armées « Nord-Ukraine » sont écrasées, le territoire de l'Ukraine occidentale avec la ville de Lvov est libéré (27 juillet). Les troupes soviétiques entrent en Pologne par le sud-est et s'emparent d'une importante tête de pont sur la Vistule, près de la ville de Sandomierz. Le coup suivant contre l'ennemi est ensuite l'opération Iasi-Chisinau (20–29 août 1944). Ce sont les troupes du front Ukraine-2 sous le commandement du Maréchal Rodion Malinovski et du front Ukraine-3 sous le commandement du Maréchal Fiodor Tolboukhine qui le mènent. Au cours de l'opération, les troupes du groupe d'armées « Sud-Ukraine » se retrouvent encerclées dans la région de Yasi en Roumanie et de Chisinau en Moldavie. Les troupes soviétiques libèrent le territoire de la Moldavie avec sa capitale Chisinau le 24 août 1944, entrent en Roumanie et occupent la capitale Bucarest le 31 août.

Ces succès de l'Armée Rouge entraînent le soulèvement de Bucarest du 23 août. Il conduit au renversement du gouvernement du Maréchal Ion Antonescu, à la sortie de la Roumanie du bloc hitlérien et à son entrée en guerre contre l'Allemagne à partir du 25 août 1944.

Du 1er au 9 septembre 1944, les troupes du front Ukraine-3 entrent pratiquement sans rencontrer de résistance en Bulgarie qui était partie au pacte anti-Komintern. Le gouvernement bulgare ordonne à ses troupes de ne pas résister à l'Armée Rouge. Dans la nuit du 8 au 9 septembre 1944 a lieu à Sofia un coup d'Etat qui amène au pouvoir le gouvernement du front de la Patrie. Ce dernier annonce l'adhésion du pays à la coalition antihitlérienne et le début de la guerre contre l'Allemagne à partir du 28 septembre.

[1] RONA : Armée russe de libération populaire.

La population de la Bulgarie accueille avec enthousiasme les troupes soviétiques. Le 16 septembre 1944, la capitale Sofia est libérée. Illustration. 26

Le 29 août 1944, un soulèvement antifasciste éclate en Slovaquie. **Pour aider les rebelles, les troupes soviétiques des fronts Ukraine 1 et 4 mènent l'offensive des Carpates orientales (8 septembre — 28 octobre 1944).** Au cours de celle-ci, des unités de l'Armée Rouge libèrent la Transcarpatie et entrent en Slovaquie. Néanmoins, en raison de conditions météorologiques difficiles, les troupes soviétiques ne peuvent passer le relief des Carpates et l'insurrection slovaque /vers 28 octobre/ est brutalement réprimée **vers le 28** octobre. Dans les combats contre les insurgés, les Allemands se sont servis des unités de la 14ème division SS ukrainienne « Galicie » et de la brigade SS de répression « Dirlewanger »[1].

Du 14 septembre au 24 novembre 1944 est menée l'offensive de la Baltique. Les troupes des fronts Baltes 1, 2 et 3 et de Leningrad y prennent part. Les troupes soviétiques sont vainqueurs du groupe d'armées allemand « Nord », libèrent le territoire de l'Estonie, de la Lettonie et de la majeure partie de la Lituanie, les villes de Tallinn (22 septembre) et de Riga (15 octobre). Les troupes allemandes restantes avec leurs collaborateurs sont bloquées en région de Courlande[2] où elles résistent jusqu'au 9–12 mai 1945.

Au cours de l'offensive de Belgrade (28 septembre — 20 octobre 1944), les troupes soviétiques du front Ukraine-3 et des unités de l'armée bulgare sont vainqueurs du groupe d'armées allemand « F », libèrent les régions du nord-est de la Yougoslavie et entrent en Hongrie. Le 20 octobre, avec les partisans yougoslaves de l'Armée populaire de libération de Yougoslavie (JNA), Josip Broz Tito libère la capitale Belgrade.

La dernière opération de la campagne 1944 est l'offensive Petsamo-Kirkenes (7–29 octobre 1944). Les troupes du front de Carélie, appuyées par les forces de la flotte du Nord, chassent les Allemands du territoire du nord de la Finlande et libèrent le nord de la Norvège. Les villes portuaires de Petsamo en Finlande (15 octobre) et de Kirkenes en Norvège (24 octobre) sont occupées par les troupes de la marine.

A la suite de l'offensive de l'Armée Rouge en 1944, l'URSS avait recouvré la presque totalité de son territoire et les troupes

1 Du nom de l'officier SS allemand Oskar Dirlewanger.

2 La Courlande correspond à peu près à la Lettonie, s'étendant dans l'ouest du pays le long de la côte de la mer Baltique et le golfe de Riga, autour des villes de Liepāja et de Ventspils. Elle correspond à la partie occidentale de l'ancien duché de Courlande. Les Cours représentaient un des quatre peuples baltes qui sont, à l'origine, les Lituaniens, les Lettons, les Cours et les Prussiens. Les deux derniers ont disparu.

Les habitants de la ville bulgare de Lovetch rencontrent les soldats libérateurs soviétiques
Photo E. Chaldée RIA Novosti

soviétiques étaient entrées dans les territoires occupés alors par l'Allemagne des pays d'Europe centrale et orientale. En 1944, grâce aux victoires de l'Armée Rouge, les anciens alliés de l'Allemagne qu'étaient la Finlande, la Roumanie et la Bulgarie cessent d'être en guerre contre l'URSS et retournent leurs armes contre l'Allemagne hitlérienne. Une partie du territoire de la Pologne, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie et de la Norvège est libérée.

Au cours de la campagne militaire de 1945, le commandement soviétique a prévu de procéder à la défaite totale de l'Allemagne et à la libération de l'Europe centrale et orientale de l'occupation hitlérienne.

À l'automne 1944, le gouvernement hongrois dirigé par l'amiral Miklos Horthy entame des négociations secrètes avec les alliés de la coalition antihitlérienne sur la sortie de la Hongrie de la guerre. Cependant, dans la nuit du 15 au 16 octobre 1944, les services spéciaux allemands organisent un coup d'Etat à Budapest (opération « Panzerfaust »[1]). Miklos Horthy est arrêté. C'est un gouvernement dirigé par Ferenc Szalasi, le chef du parti fasciste des « Croix fléchées » « prêt à se battre pour l'Allemagne jusqu'au bout », qui est placé au pouvoir.

Du 29 octobre 1944 au 13 février 1945 est menée l'offensive de Budapest. Le but de cette opération est la défaite des troupes allemandes du groupe d'armées « Sud » sur le territoire hongrois. Les troupes des fronts Ukraine-2 et –3 et des unités des armées bulgare et yougoslave participent à l'opération. Au cours de celle-ci, les troupes soviétiques réussissent à encercler et à détruire un groupe ennemi puissant, à libérer les régions centrales de la Hongrie et sa capitale Budapest (13 février 1945). Les tentatives du commandement allemand de rompre l'encerclement de la ville ont été repoussées avec succès. Illustration. 27

En janvier 1945, les troupes soviétiques lancent une opération visant à libérer entièrement la Pologne. Les troupes du front Biélorussie-1 sous le commandement de Gueorgui Joukov et du front Ukraine-1 sous le commandement d'Ivan Konev, ainsi qu'une partie de la Troupe Polonaise[2], ont participé à l'offensive Vistule-Oder (12 janvier — 3 février 1945). Cette opération a été l'une des plus importantes de toute la guerre. Les troupes soviétiques ont franchi la défense du groupe d'armées « A « sur la Vistule, avançant depuis les têtes de pont de Pulawy et de Sandomierz. Le 17 janvier 1945, Varsovie est libérée. Les unités de la 1ère armée

1 Panzerfaust : famille de lance-grenade antichar produite en Allemagne nazie à partir de 1942.

2 La Troupe Polonaise (Voïsko Polskoïe) : troupe de Polonais rassemblée en URSS qui débute ses actions militaires pour libérer la Pologne des nazis sous le commandement du front Biélorussie-1 en juillet 1944.

Unités de l'Armée Rouge
à Budapest, 13 février 1945
Photo de Zelma RIA Novosti

de la Troupe Polonaise étaient les premières à entrer dans la ville, accompagnées de l'Armée Rouge. Une partie des troupes allemandes se fait encercler à Poznań entre le 24 janvier et le 23 février 1945. Les troupes soviétiques libèrent la Pologne occidentale, forcent l'Oder et occupent un certain nombre de têtes de pont sur le territoire allemand, la plus importante étant dans la région de Kostrzyn.

A la même période, les troupes soviétiques mènent l'opération offensive des Carpates occidentales (12 janvier — 18 février 1945). Au cours de l'opération, les troupes des fronts Ukraine-2 et –4 et du Corps tchécoslovaque (Légion tchécoslovaque) du Général Ludwik Svoboda sont vainqueurs d'une partie des forces du groupe d'armées « Centre », franchissent la chaîne des Carpates, libèrent le territoire de la Slovaquie et les régions du sud de la Pologne. La capitale slovaque, Bratislava, est libérée le 4 avril 1945 lors de l'offensive Bratislava-Brno (25 mars — 5 mai 1945) menée par les troupes du front Ukraine-2 et l'armée roumaine. Le gouvernement profasciste de Jozef Tiso fuit la capitale.

À l'hiver 1945 est également menée l'offensive de Prusse orientale (13 janvier — 25 avril 1945). Au cours de cette opération, les troupes du front Biélorussie-2 de Konstantin Rokossovski et du front Biélorussie-3 d'Ivan Tcherniakhovski percent la puissante défense du groupe d'armées allemand « Nord » et rejoignent la mer Baltique. Les troupes soviétiques encerclent et écrasent le puissant groupe ennemi près du cordon littoral Frisch-Nerung (aujourd'hui l'isthme de Courlande). Le territoire de la Prusse orientale est occupé. Le 18 février 1945, à la suite du bombardement par l'artillerie allemande d'un poste de commandement près de la ville de Melzak (aujourd'hui Pieniezno en Pologne), le commandant du front Biélorussie-3, Ivan Tcherniakhovski, âgé alors de 37 ans, est mortellement blessé. Alexandre Vassilievski prend à sa suite le commandement du front le 20 février. En trois jours de combats intenses qui se sont déroulés du 6 au 9 avril 1945, malgré de puissantes fortifications défensives et une puissante garnison, la ville de Königsberg est prise. Les troupes allemandes se retrouvent bloquées sur la péninsule de Zemland[1].

Au cours de l'opération offensive de Poméranie orientale (10 février — 4 avril 1945), les troupes du front Biélorussie-2 de Konstantin Rokossovski ont vaincu le groupe d'armées allemand Vistule commandé par le Reichsführer SS Heinrich Himmler. Les régions du nord de la Pologne ont été libérées et le danger que

[1] Péninsule de la Sambie : au sud-est de la Baltique, faisait partie de la Prusse orientale (Königsberg), aujourd'hui partie de la région russe de Kaliningrad. Elle a donné son nom aux Sambiens, tribu du peuple balte des Prussiens.

les troupes soviétiques venant du nord soient attaquées lorsqu'elles vont arriver à Berlin avait été éliminé. Entre le 25 et le 31 mars 1945, de lourds combats urbains sont engagés pour libérer une autre ville fortifiée, Dantzig. Des opportunités se présentent pour frapper Berlin depuis le nord.

Au cours de l'opération Balaton (6–15 mars 1945), les troupes du front Ukraine-3 repoussent l'offensive des unités blindées allemandes SS dans la région du lac Balaton en Hongrie et leur causent de graves dommages. Par la suite, les troupes des fronts ukrainiens-2 et –3 mènent l'offensive de Vienne (16 mars — 15 avril 1945). Les troupes soviétiques réussissent à vaincre le groupe allemand d'armées « Sud » sur le territoire de l'Autriche et s'emparent le 13 avril 1945 de Vienne.

En 1945, la principale opération a été l'offensive de Berlin (16 avril — 8 mai 1945). Au cours de cette opération, le commandement soviétique prévoyait d'encercler le regroupement allemand dans la région de Berlin et de prendre la ville. Les troupes soviétiques étaient confrontées aux groupes d'armées « Vistule » et « Centre ». Les troupes des fronts Biélorussie-1 et –2 et du front Ukraine-1 lancent l'offensive le 16 avril 1945. Les soldats de l'Armée Rouge franchissent les défenses ennemies sur les rivières Oder et Neisse, ainsi que la principale ligne de défense sur les hauteurs de Seelow, entre le 16 et le 19 avril (Bataille de Seelow). Le 24 avril, un important regroupement des troupes allemandes se retrouve encerclé dans la région de Halbe, au sud de Berlin. Le 25 avril, Berlin est totalement encerclé. Les tentatives de la 12ème armée de chars du Général Walter Wenk de se frayer depuis le nord un chemin vers Berlin encerclé furent repoussées avec succès. Le 25 avril, les troupes soviétiques rejoignent les troupes américaines dans la localité de Torgau sur l'Elbe (le « Jour de l'Elbe »). Illustration. 28

Les combats à la périphérie de Berlin débutent le 24 avril. Les armées soviétiques se sont rapprochées du centre-ville en provenant de différentes directions. Les principaux obstacles sur leur chemin étaient les entreprises industrielles, les gares, les rivières et les canaux de la ville que la garnison allemande défendait obstinément. La zone-clé de la ville, c'est-à-dire le quartier du gouvernement et la chancellerie du Reich, était défendue par des unités SS : la 11ème division de volontaires SS « Nordland » composée de volontaires scandinaves, et la 33ème division SS française « Charlemagne ». Le 30 avril, le Reichstag était pris. Il s'agit du bâtiment du parlement allemand sur lequel le Sergent Mikhaïl Egorov accompagné du jeune Sergent Metilon Kantaria de la 150ème division d'infanterie d'Idritsa décorée de l'ordre de Koutouzov du 2eme degré ont hissé la bannière de la victoire

Chars soviétiques dans les rues de Berlin
Photo V. Grebnev RIA Novosti

soviétique[1]. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, A. Hitler se suicide. Il a transféré **les pouvoirs** de chef d'Etat au commandant en chef de la marine, l'Amiral Carl Dönitz**, et ceux de chef** du gouvernement au Ministre de la propagande, Joseph Goebbels. Le 1er mai, le chef d'état-major principal des forces terrestres allemandes, le Général d'infanterie Hans Krebs, informe le commandement soviétique de la volonté de Berlin de capituler. Goebbels et Krebs mettent rapidement fin à leurs jours. Le 2 mai, la garnison de Berlin sous le commandement du Général d'artillerie Helmut Weidling capitule. Illustration. 29

La dernière grande opération militaire de la Grande Guerre patriotique est l'offensive de Prague (6–11 mai 1945). Au cours de cette opération, les troupes des fronts Ukraine-1, —2 et –4, venues aider le soulèvement national de Prague qui a commencé le 5 mai, repoussent les troupes du groupe d'armées « Centre » et libèrent Prague le 9 mai 1945. Le territoire de la Tchécoslovaquie est totalement libéré.

Le 7 mai 1945, à 2 heures 41, à Reims, le commandant des forces alliées, le Général Dwight Eisenhower, le représentant du Haut Commandement allemand, le Colonel-Général Alfred Jodl et le commandant de la marine, l'Amiral-Général Hans-Georg von Friedeburg signent la reddition des forces armées allemandes au nom du gouvernement de Karl Dönitz. Au nom du commandement anglo-américain, le Général de division américain Walter Bedell Smith signe le document, au nom du commandement soviétique, le Général de division Ivan Sousloparov, au nom de la France, le Général François Sévez. Dans l'après-midi du 8 mai, les gouvernements britannique et américain annoncent officiellement la reddition de l'Allemagne. Du fait que la capitulation à Reims a été signée au nom du haut commandement des alliés et non au nom des nations alliées, cette capitulation, entrée en vigueur le matin du 8 mai 1945, en accord avec la partie soviétique, était considérée comme provisoire.

Le 9 mai 1945, à 00 heures 16 minutes, les représentants du Haut Commandement allemand, le Général Feld-Maréchal Wilhelm Keitel (de l'armée de terre), le Colonel-Général Hans-Jurgen Stumpf (de l'armée de l'air) et l'Amiral-Général Hans-Georg von Friedeburg (de la marine), devant le commandement allié dans la banlieue de Berlin à Karlshorst, signent l'acte de reddition inconditionnelle de l'Allemagne. Au nom du commandement soviétique, cet acte est signé par le Maréchal de l'Union Soviétique Gueorgui Joukov, par le Maréchal en chef de l'aviation du Royaume-Uni Arthur Tedder,

1 Célèbre photographie montrant les soldats soviétiques sur le toit du Reichstag hissant le drapeau de la victoire soviétique dans la Deuxième Guerre mondiale.

Rencontre sur l'Elbe. Torgau. L'infirmière soviétique Lioubov Kazitchenko offre des fleurs au soldat américain Carl Robinson, le25 avril 1945
Photo A. Ustinov RIA Novosti

des États-Unis parle le Major-Général Carl Andrew Spaats des Etats-Unis, par le Général Jean de Lattre de Tassigny de la France. À 2 heures et 10 minutes, le 9 mai, les citoyens soviétiques sont officiellement avisés par message radiophonique du Bureau d'Information Soviétique de la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne.

Sur ce, la Grande Guerre patriotique de 1941–1945 avait pris fin. Les combats en Europe étaient terminés.

Les pays de la coalition antihitlérienne ne reconnaissaient pas le gouvernement allemand de Karl Dönitz comme légitime. Le 23 mai 1945, les membres de ce gouvernement sont arrêtés dans la ville de Flensburg au nord de l'Allemagne. Illustration. 30

Le 24 juin 1945, sur la place Rouge à Moscou, a lieu le défilé de la Victoire dédié à la fin de la Grande Guerre patriotique et de la Seconde Guerre mondiale et à la victoire de l'URSS et des alliés sur l'Allemagne. Y participent les régiments consolidés de tous les fronts qui ont terminé victorieusement la guerre, la marine, des parties de la garnison de Moscou et des étudiants des académies militaires. Parmi les participants au défilé, on trouve également le bataillon consolidé de la 1ère armée de la Troupe Polonaise, ainsi que le commandant de la 1ère armée bulgare, le Général Vladimir Stoïtchev. À la fin du défilé, les bannières de l'Allemagne hitlérienne et de ses alliés sont jetées au pied du Mausolée de Vladimir Lénine. Le Maréchal soviétique Konstantin Rokossovski a dirigé le défilé accueilli par le Maréchal Gueorgui Joukov. Le même jour, le Commandant en chef suprême des forces armées de l'URSS, Joseph Staline, recevait le plus haut grade militaire, le titre de Généralissime de l'Union soviétique.

Les combats sur les autres théâtres de la Seconde Guerre mondiale (1944–1945)

À l'automne 1943, la situation en Italie est temporairement stable. Les troupes allemandes du groupe d'armées « C » occupent la majeure partie du territoire et s'appuient sur une puissante ligne de fortifications, la ligne Gustave. Elles retenaient les troupes alliées dans le sud de l'Italie. Le 23 septembre 1943, dans le nord du pays, dans la ville de Salo, est proclamée la République Sociale Italienne fantoche dirigée par Benito Mussolini qui a été libéré par des commandos allemands. Le gouvernement Italien du Maréchal Pietro Badoglio déclare la guerre à l'Allemagne le 13 octobre 1943. Afin de renverser la situation dans la péninsule des Apennins, le commandement allié en Italie dirigé par le Maréchal britannique

Gueorgui Joukov lors de la signature de l'acte de reddition inconditionnelle de l'Allemagne
Photo L. korobova RIA Novosti

Harold Alexander décide de débarquer des troupes dans la partie centrale de la péninsule, en arrière de l'ennemi. Le 22 janvier 1944, les troupes alliées débarquent dans la région d'Anzio (opération Shingle[1]). Du 17 janvier au 19 mai 1944, des combats acharnés ont lieu afin de s'approprier le monastère de Monte Cassino. Ils étaient menés principalement par des unités du 2ème corps polonais du Général Wladyslaw Anders. En mai, les troupes de la 2ème armée française du Général Alphonse Juin peuvent contourner les positions de la Wehrmacht sur le flanc et frapper depuis l'arrière sur la ligne Gustave. **Le 4 juin,** les troupes allemandes doivent se retirer dans le nord de l'Italie sur la ligne fortifiée Gothique. Les troupes américaines entrent dans Rome. Par la suite, les troupes nazies hitlériennes réussissent, dans un premier temps, à maintenir la ligne Gothique sur la rivière Pô, puis reculent sur la ligne Gengis Khan dans les Alpes[2]. Ce n'est qu'en mai 1945 que les Allemands doivent reculer en s'approchant tout près des Alpes, abandonnant de fait le territoire de l'Italie. Privé de soutien, la « République de Salo » tombe et Mussolini est capturé puis fusillé par les partisans italiens près de Milan le 28 avril 1945. Les unités de la Wehrmacht en Italie capitulent le 8 mai 1945.

Conformément aux décisions prises lors de la « conférence des Trois Grands »[3] à Téhéran en novembre 1943, le commandement allié commence à préparer une opération visant à ouvrir un deuxième front en Europe. Pour ce faire, un grand nombre de troupes, d'équipements militaires, de navires de guerre et d'avions est regroupé. Le Général Dwight Eisenhower est nommé commandant en chef des troupes alliées en Europe (il commandait également les troupes américaines), le Maréchal Bernard Montgomery dirige les troupes britanniques et le Général Philippe Leclerc de Hauteclocque les troupes de la « France Libre ». Le débarquement des troupes alliées en Normandie (opération Overlord) a lieu le 6 juin 1944 (le « jour J »). Au total, 1,5 millions de soldats des armées américaine, canadienne, britannique et française débarquent.

Ils avaient face à eux environ 400 000 soldats et officiers allemands du groupe d'armées « B » d'Erwin Rommel au nord et du groupe d'armées « G » sous le commandement du Colonel-Général Johannes Blaskowitz dans le sud de la France. Le commandement général des troupes allemandes à l'Ouest était exercé par le Général-Feld-Maréchal Gerd von Rundstedt.

Le débarquement dans la zone des fortifications côtières allemandes du « mur de l'Atlantique » sur cinq sites a coûté cher

1 « Shingle » est un terme anglais signifiant en français « Galet ».
2 Il s'agit d'une ligne de bunkers équivalente à la ligne en Normandie qui a accueilli le débarquement allié du 6 juin 1944.
3 Churchill, Roosevelt et Staline.

aux alliés, mais, avec le soutien de l'artillerie navale, ils ont réussi à prendre pied sur le rivage, puis, en élargissant les têtes de pont, à pénétrer profondément en Normandie. Le 21 juillet, après avoir surmonté la résistance allemande sur le théâtre des opérations, les troupes alliées réussissent à rejoindre la ville de Caen. Le commandement des troupes allemandes change. A la place d'Erwin Rommel blessé par un tir d'avion et de Gerd von Rundstedt qui a démissionné, les troupes à l'Ouest et le groupe d'armées « B » sont dirigés par le Général-Feld-Maréchal Gunther von Kluge. Le groupe d'armées « G » est commandé par le Colonel-Général Hermann Balck. Illustration. 31

Le 20 juillet 1944, le Colonel Klaus von Stauffenberg tente d'assassiner Adolf Hitler à son quartier général à Rastenburg[1] en Prusse orientale, ce qui est suivi d'un coup d'Etat infructueux à Berlin entrepris par un groupe d'officiers et de généraux. Cependant, Hitler survit et la terreur des SS et de la Gestapo peut frapper l'opposition.

En Normandie, les troupes allemandes tentent de contre-attaquer les forces alliées dans la région d'Avranches, ce qui, finalement, conduit le 15 août à l'encerclement des troupes du groupe d'armées « B » dans la région de Falaise. C'est là qu'ils sont vaincus, perdent tout leur équipement et s'enfuient difficilement en direction du Rhin.

Le 25 août, les troupes alliées entrent dans Paris. Plus tôt, le 15 août, les alliés ont également débarqué dans le sud de la France, dans la région de Marseille (opération « Anvil », puis « Dragoon »). Les troupes du groupe d'armées « G » doivent se retirer vers l'est en Alsace. En février 1945, les Américains pénètrent en Bavière.

En décembre 1944, le commandement allemand a tenté de renverser la situation sur le front occidental en sa faveur. Il a été décidé d'infliger une puissante contre-attaque aux troupes alliées en Belgique à partir d'unités de chars pour rejoindre la ville d'Anvers à travers laquelle passait l'approvisionnement des troupes alliées. La contre-offensive dans les Ardennes (opération « Bataille des Ardennes ») s'est déroulée du 16 décembre 1944 au 29 janvier 1945. Les troupes du groupe d'armées « B » ont pu s'infiltrer assez profondément dans le camp des troupes alliées, mais les routes de montagne étroites et les actions de l'aviation alliée ont conduit les Allemands à devoir s'arrêter près de la ville de Bastogne en Belgique et à revenir à leurs positions initiales. Au cours de l'offensive Rhin-Meuse (8 février — 24 mars 1945), le 7 mars, les troupes alliées forcent le Rhin près de Remagen, franchissent la ligne Siegfried à la frontière allemande et entrent en territoire allemand. Au cours de l'opération « Poche de la Ruhr »

1 Aujourd'hui la ville polonaise de Ketrzyn.

Le journal russe « Pravda » du 7 juin 1944 annonce l'ouverture du deuxième front en France
RIA Novosti

ИЮНЯ 1944 г. № 136 (9593) ПРАВДА

Вторжение в Европу началось

(Военный обзор)

Сейчас, которыми ознаменована наша стадия, сами по себе уже свидетельствуют о решительности происходящих событий. Операция, или, правильнее сказать, совокупность операций, начатых нашими союзниками в ночь с 5 на 6 июня, является не только исключительно важной, но также трудной и сложной. Установим сначала, о какой именно операции идёт речь.

Вторжение в Европу происходит ранее в наших, которым невозможно подобрать аналогии в истории войн. Почти вся Западная Европа захвачена гитлеровской Германией. Её вооружённые силы оборонают всё побережье от Норвегии до Пиренеев, Южной Франции и на Балканах.

Правда, уже год тому назад союзные силы высадились в Италии. Однако здесь и шло дело с ограниченными силами противника, и, как известно, первые путешествие союзников на материк с острова Сицилия произошло без всякого сопротивления стороны немецких войск.

Совершенно иная обстановка создаётся в отношении вторжения на западном побережье Европы. Ясно, что гитлеровская Германия вынуждена здесь оказать всю силу сопротивления, на которую она ещё способна после трёх лет войны на советско-германском фронте в условиях, когда этот фронт и на сегодня сковывает основные силы Германии.

На Британских островах сосредоточены весьма крупные английские и американские силы численностью в несколько миллионов бойцов. Эти войска непрерывно обучались и тренировались в специальных видах боевых действий, для которых они предназначались. Армии вторжения обеспечены полностью современной техникой всех типов и назначений. Мощная авиация, уже со начала вторжения осуществляющая операции над Германией, в которых участвовало по нескольку тысяч самолётов, предназначена для прикрытия армий вторжения с воздуха. Созданы многочисленные парашютные и десантные войска. Мобилизуется англо-американских военно-морских сил достаточно количество.

Названные премьер-министром Черчиллем две цифры: 4 тысячи кораблей, вместе с несколькими тысячами мелких судов, и 11 тысяч самолётов первой линии, участвующих на первом этапе вторжения, уже сами по себе дают представление о масштабах происходящих операций и их обеспеченности во всех отношениях.

То, что мы можем установить из отрывочных сообщений о ходе событий и течение всего лишь одного дня — 6 июня, дня, которому суждено стать знаменательной датой,— относится, понятно, лишь к началу первой стадии операций вторжения.

В течение периода, предшествовавшего вторжению, высказывалось много различных предположений о возможных районах высадки союзных войск на западном и северном побережье Европы. Теперь уже обозначился район десантных операций, происходивших и течение 6 июня,— район северного побережья Франции между военными портом Шербур и портом Гавр, в устье реки Сены. Здесь побережье, протяжением около 180 километров, отстоит от берегов Англии, по ту сторону Ла-Манша, на 150—

неся огромные потери. С тех пор техника десанта продвинулась вперёд. В период подготовки к вторжению были построены многочисленные десантные суда разного типа—от малого ударного десантного судна, на борту которого находится команда из 30—50 человек, до крупных десантных кораблей водоизмещением в 4—5 тысяч тонн для выгрузки танков и автомашин. Конечно, и при наличии таких судов высадка под огнём противника опасна и требует жертв. Залог ее успеха—в прикрытии мощным огнём кораблей и авиацией, в быстроте действий, героизме и обученности войск.

Судя по первым сообщениям, союзникам удалось высадиться в целом ряде пунктов. Суммируя различные сообщения, можно указать на следующие очаги боев высадившихся войск с немцами: район Шербура, соленье Барфлер, Ла Гуг Сен-Вааст, Карантан в устье реки Вир, Арроманш, Кан в устье реки Орн, Трувиль, район Гавра. Таким образом, десантные операции происходят сразу во многих пунктах на достаточно широком фронте. Это обеспечивает успех всего предприятия, при осуществлении которого вполне возможны частные неудачи в отдельных пунктах. Напротив, быстрое развитие успеха там, где он достигнут, является основным законом десантной операции. В связи с этим преждевременно говорить, где находится центр тяжести усилий союзников. Понятно, главная борьба будет итти за порты Шербур и Гавр. В то же время борьба с особым упорством развивается в устье рек Вир и Орн. Скорейшее создание широких и прочных плацдармов — важнейшая задача, осуществить которую стремится командование десантными операциями. Как сообщил Черчилль, союзным войскам уже удалось создать на широком фронте опорные пункты.

Новым в происходящих операциях является широкое применение авиадесантных частей. Выброска парашютных десантов

Операция вторжения не может быть расчленена поэтому как частная десантная операция, хотя бы и крупных масштабов, подобно, например, высадке союзников в Северной Африке в ноябре 1942 года.

Верховный главнокомандующий экспедиционными силами союзников на европейском театре генерал Эйзенхауэр в своем обращении 6 июня заявил: «Высадка... представляет собой часть согласованного плана освобождения Европы, совместно с нашими русскими союзниками».

Для успешного своего завершения операция вторжения должна развиваться по

(23 mars — 18 avril), le groupe d'armées « B » est encerclé et écrasé et son commandant, Walter Modèle, finit par se tirer une balle dans la tête. Les alliés se sont ouvert la voie menant à Berlin.

Pendant le premier semestre 1944, les forces alliées déployées dans le Pacifique continuent peu à peu à s'approcher des Philippines, progressant île après île au milieu de l'océan Pacifique. En juin 1944, les alliés débarquent dans l'archipel des îles Mariannes situé à l'est des Philippines. Au cours de la bataille navale des 19 et 20 juin 1944 en mer des Philippines, la flotte japonaise est défaite et l'aviation maritime est complètement détruite. En octobre 1944, les troupes américaines débarquent aux Philippines. Lors de la bataille navale du golfe de Leyte (23–26 octobre 1944), la flotte japonaise a tenté de détruire les troupes alliées, mais a subi une défaite écrasante, perdant la plupart de ses navires. Après cette bataille, la victoire des alliés dans le Pacifique n'est plus qu'une question de temps.

En mars 1945, les troupes américaines avaient établi leur contrôle total sur les Philippines. Les troupes anglo-australiennes et indiennes avaient chassé les Japonais de Birmanie (Myanmar). En février 1945, les troupes américaines débarquent sur l'île d'Iwo Jima, en avril sur l'île d'Okinawa et se retrouvent à quelques encablures de Honshu. Dans ces îles s'engagent des combats acharnés au cours desquels les Japonais vont beaucoup employer la tactique des pilotes-kamikazes contre les navires alliés. Durant le printemps et l'été 1945, les villes japonaises sont soumises à des bombardements massifs de l'aviation américaine. En mars 1945, les frappes sur Tokyo sont particulièrement intenses. Le commandement allié se prépare à débarquer sur l'île principale Honshu.

L'URSS en guerre contre le Japon — la fin de la Seconde Guerre mondiale

Conformément aux engagements pris envers les alliés, confirmés en février 1945 lors de la conférence de Yalta réunissant les chefs des pays de la coalition antihitlérienne, trois mois après la fin de la guerre avec l'Allemagne, l'URSS devait commencer les hostilités contre le Japon. À l'été 1945, la guerre du Pacifique a connu son tournant en faveur des alliés, mais le Japon n'avait pas encore été totalement vaincu et ses cercles dirigeants refusaient de capituler.

Le 5 avril 1945, l'Union Soviétique rompt le traité de non-agression soviéto-japonais de 1941, accusant le gouvernement japonais de coopérer avec Hitler et de violer sa neutralité vis-à-vis de l'URSS. Cette accusation se fondait, d'une part, sur les provocations constantes des Japonais contre les convois issus du prêt-bail américain[1] qui se rendaient à Vladivostok. D'autre part, comme le montrent les documents récemment déclassifiés du FSB[2] russe, le haut commandement japonais se préparait à utiliser des armes de destruction massive contre la coalition antihitlérienne, notamment des armes chimiques et biologiques. Le 8 août 1945, le gouvernement soviétique déclare officiellement la guerre au Japon. Les troupes soviétiques se confrontent à près de 900 000 hommes de l'armée japonaise du Guandong[3] commandée par le Général Otozo Yamada, stationnés sur le territoire de la Mandchourie, ainsi qu'aux formations armées du Mandchoukouo[4]. Le Maréchal soviétique Alexandre Vassilievski a été nommé commandant en chef des troupes soviétiques en Extrême-Orient.

Au cours de l'offensive Mandchourie (9 août — 2 septembre 1945), les troupes soviétiques du 1er front d'Extrême-Orient

1 Le programme « Prêt-Bail » (« Lend-lease ») était un programme d'armement mis en place par les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, afin de fournir aux pays « amis » du matériel de guerre sans intervenir directement dans le conflit (avant l'entrée en guerre des États-Unis), mettant fin *de facto* aux lois des années 1930 sur la neutralité américaine.

2 FSB : Service Fédéral de Sécurité de la Fédération de Russie. Auparavant le KGB.

3 L'armée du Guandong ou du Kwantung est un groupe d'armées de l'armée impériale japonaise. Créé en 1906 comme force de sécurité pour la péninsule du Guandong et la zone ferroviaire de Mandchourie du Sud après la guerre russo-japonaise de 1904–1905.

4 Le Mandchoukouo est un État fantoche, faussement indépendant *de jure*, mais en réalité mis en place et contrôlé par l'empire du Japon, au nord-est de la Chine. Cette colonie impériale a existé de 1932 à 1945.

dirigé par le Maréchal soviétique Kirill Meretskov et du front Transbaïkalien dirigé par le Maréchal soviétique Rodion Malinovski, avec le soutien des navires de la flottille militaire de l'Amour ainsi que des troupes mongoles du Maréchal Horloogiyn Choybalsan, percent la défense des troupes japonaises à la frontière avec la Mandchourie, franchissent la chaîne montagneuse du Khingan considérée impraticable pour les chars et le désert de Gobi puis ayant atteint les arrières, encerclent les principales forces de l'armée du Guandong dans la région de Mukden, l'obligeant à capituler le 16 août 1945. Le même jour, l'empereur du Mandchoukouo Puyi est capturé par les troupes aériennes soviétiques sur l'aérodrome de Mukden. Le 22 **août les troupes aéroportées soviétiques** libèrent Port Arthur (aujourd'hui Lüshunkou en Chine). De plus, les troupes du 2ème front d'Extrême-Orient, avec le soutien des forces de la flotte du Pacifique, libèrent le sud de Sakhaline, les îles Kouriles et la partie nord de la presqu'île de Corée. Au cours de ces combats, le 19 août, les forces navales occupent sur Sakhaline la ville de Maoka (aujourd'hui Kholmsk) et le 25 août Otomari (aujourd'hui région de Korsakovsk), de violents combats ont lieu du 18 au 22 août pour l'île de Simusiu (aujourd'hui l'île de Choumchou) dans l'archipel des îles Kouriles et pour le port nord-coréen de Seixin (aujourd'hui Chongjin) le 13–17 août. Illustration. 32

Les 6 et 9 août 1945, des avions américains larguent la bombe atomique sur les villes d'Hiroshima, puis de Nagasaki. Ces bombardements n'avaient pas de motif militaire mais étaient le premier pas de la « diplomatie nucléaire » américaine dirigée contre l'Union Soviétique. L'utilisation de nouvelles armes nucléaires était un acte d'intimidation qui visait, non seulement, le Japon, mais aussi les dirigeants de l'URSS. A partir de là, l'URSS va accélérer ses travaux pour créer ses propres armes nucléaires. A cet égard, il était important pour les services de renseignements soviétiques de recueillir des données sur le projet nucléaire américain.

Le 15 août, le gouvernement japonais annonce à la radio être prêt à accepter les conditions de sa capitulation (déclaration de Potsdam) et à cesser la guerre. Le 16 août, l'empereur Hirohito lance un appel à la nation japonaise pour une reddition inconditionnelle.

Le 2 septembre 1945, à bord du cuirassé américain « Missouri » dans le golfe de Tokyo, est signé l'acte de capitulation sans condition du Japon. Au nom du gouvernement japonais, il a été signé par le Ministre des Affaires Etrangères Mamoru Shigemitsu et le chef d'état-major, le Général Yoshijiro Umezu. Le commandant en chef des forces alliées en Extrême-Orient, le Général américain Douglas MacArthur, accepte la capitulation au nom des Nations-Unies, l'Amiral Chester William Nimitz l'accepte au nom des Etats-Unis,

Les marins parachutistes de la flotte du Pacifique sont en route pour Port Arthur. Au premier plan, une participante de la défense de Sébastopol, parachutiste de la flotte du Pacifique Anna Yourchenko
Photo E. Chaldée RIA Novosti

l'Amiral Bruce Fraser au nom de la Grande-Bretagne, le Général Xu Yongchang au nom de la Chine, le Lieutenant-Général Kouzma Derevianko au nom de l'URSS et le Général Philippe Leclerc de Hauteclocque au nom de la France. Elle est également acceptée par les représentants de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas. Illustration. 33

Le 2 septembre 1945, avec la signature de la reddition inconditionnelle du Japon, la Seconde Guerre mondiale prend fin. Le 3 septembre 1945, le Soviet Suprême de l'URSS adopte un décret sur la fin de la Seconde Guerre mondiale. En Fédération de Russie, ce jour est aujourd'hui célébré comme le « Jour de gloire militaire » de la Russie.

Signature de l'acte de reddition inconditionnelle du Japon sur le pont du cuirassé Missouri, 2 septembre 1945
RIA Novosti

L'arrière-front soviétique et les territoires occupés pendant la Grande Guerre patriotique

Pendant les années de guerre, l'Union Soviétique, et plus généralement le système soviétique, a passé avec succès le test de durabilité. Ses nombreuses réalisations pendant la guerre trouvaient leurs racines dans les années 1920–1930 et la période d'industrialisation et de collectivisation qui avait permis la création d'une base économique et politique solide sans laquelle une victoire dans la guerre n'aurait pas été possible. Une nouvelle base importante métallurgique et de charbon est apparue en Sibérie et dans l'Oural alors qu'entre la Volga et l'Oural, une puissante base de raffinerie de pétrole voyait le jour. De nouveaux centres industriels naissaient dans la région de la Volga, en Extrême-Orient, dans le nord-ouest, au Kazakhstan et dans les républiques d'Asie Centrale, en Transcaucasie.

L'arrière-front soviétique a joué un rôle énorme dans la victoire de l'URSS. Durant cette période, la production militaire de l'industrie soviétique avait réussi à dépasser en totalité celle de l'ennemi. Ainsi, fin 1942, la production de matériel militaire en URSS avait été multipliée par deux ou trois en référence à la période d'avant-guerre. Cela a permis à l'Armée Rouge de compenser les pertes de 1941 et de dépasser l'armée allemande en termes de matériel de combat. A la mi-1944, les troupes soviétiques dépassaient l'ennemi en termes de nombre d'avions de combat (sept fois plus), d'artillerie et de véhicules blindés (trois fois plus). Cette supériorité des forces a permis de mener avec succès les opérations offensives à la fin de la guerre.

Production des secteurs les plus importants de l'industrie lourde et de l'armement en URSS et en Allemagne dans les années de guerre

Production (désignation)	URSS	Allemagne
Charbon (Mt)	441,1	2 151
Electricité (G kWh)	147,3	334

Production (désignation)	URSS	Allemagne
Fonte (Mt)	39,5	98,1
Acier (Mt)	45,4	153,7
Chars et unités d'artillerie automotrices (mu)	95,1	53,8
Canons moyens et gros calibres (mu)	188,1	102,1
Mortiers (mu)	347,9	68,8
Avions militaires (mu)	108	78,9

(Mt : million de tonnes; Gt: milliard de tonnes;
G kWh: milliard de kilowattheures; mu: millier d'unités)

(Source: La Grande Guerre patriotique, 1941–1945, 12 t., t7:
Origine et début de la guerre, Edition Koutchovo Polie, 2013, p. 241)

Le fait que l'économie de l'Allemagne et de toute l'Europe qu'elle occupait n'ait pas pu concurrencer l'économie de l'Union Soviétique a été une des raisons importantes de la victoire de l'Union Soviétique dans la guerre.

Les dirigeants de l'industrie soviétique ont joué un rôle important dans la « victoire économique » de l'URSS. Il en est ainsi du Commissaire aux munitions Boris Vannikov, du Commissaire à l'armement Dmitri Oustinov, du Commissaire à l'industrie lourde Ivan Tevossian, du Commissaire à l'industrie des chars Viatcheslav Malychev, du Commissaire à l'industrie de l'aviation Alexeï Chakhourine, du Commissaire à l'industrie de la construction navale Ivan Nossenko, du Commissaire à l'industrie légère Alexeï Kossyguine, du Commissaire à l'industrie des chars et directeur des usines de chars de Tcheliabinsk et de Nijny Taguil, Isaac Saltsman, etc.

Il convient de garder à l'esprit que tous ces succès ont été obtenus dans des conditions extrêmement difficiles de la guerre, dans un contexte d'austérité sévère et de pénurie de main-d'œuvre et de personnel qualifié. Tout cela a été possible grâce aux forces matérielles et spirituelles totalement engagées pour le pays.

Pendant les années de guerre, la productivité du travail a augmenté d'un tiers sans pour autant que le nombre d'emplois augmente. Plus de 10 millions de travailleurs étaient au front. Ce sont les personnes âgées, les femmes et les adolescents qui les ont remplacés dans les usines. À cet égard, il a fallu résoudre l'énorme problème de formation et de reformation du personnel de travail. Ainsi, rien qu'entre 1941 et 1942, plus de 6,5 millions de personnes ont été formées à un nouveau travail. Illustration. 34

Une élève de l'école des réserves de main d'œuvre travaille dans une usine de « roulements à billes », 1942
Photo Y. Khalip RIA Novosti

La victoire économique sur l'Allemagne a été obtenue en grande partie grâce à l'aide que la population fournissait au front. **La concurrence socialiste dans toutes les entreprises fonctionnait à plein, les kolkhoziens envoyaient au front des convois spéciaux remplis de vivres.** Les citoyens et diverses organisations participaient à la production de colonnes de chars et d'escadrons d'avions selon leurs propres moyens. Ils pouvaient également expédier au front des moufles et des blagues à tabac en guise de remerciement.

Outre le quantitatif, en 1943–1944, l'URSS avait également dépassé l'ennemi en termes de qualité des équipements militaires pour certaines de leurs caractéristiques, en particulier dans les domaines de l'aviation et de l'artillerie. Cela tenait à l'immense mérite de la science militaire soviétique et des concepteurs d'avions soviétiques Andreï Tupolev, Sergueï Iliouchine, Semion Lavotchkine, Anastase Mikoïan, Vladimir Petliakov, Alexandre Yakovlev, des concepteurs de véhicules blindés Mikhaïl Kochkine, Joseph Kotine, Nikolaï Astrov, Alexandre Morozov, d'artillerie Vassili Grabine, Fiodor Petrov, d'armes légères Vassili Degtiarev, Fiodor Tokarev, Gueorgui Chpaguine. Il est à noter que les chasseurs soviétiques Yak-3 (Yakovlev) et La-7 (Lavotchkine), comme les bombardiers Tu-2 (Tupolev), surpassaient les avions ennemis similaires. L'avion d'assaut blindé Il-2 (Iliouchine) n'avait pas d'égal. Le char moyen soviétique T-34 est considéré comme le meilleur char moyen de la Seconde Guerre mondiale de par ses caractéristiques (vitesse, **capacité de franchissement, maintenance**, blindage). Le char IS-2 et les pièces d'artillerie automotrices ISU-122 et ISU-152, en termes de puissance d'armement, n'avaient d'analogues dans aucune armée du monde. Les célèbres lance-roquettes BM-13 « Katioucha » et leurs homologues plus puissants, les BM-31, terrifiaient les soldats allemands de leurs salves destructrices. Illustration. 35

Pendant les années de guerre, la science militaire s'est développée autant que les autres branches de la science. Les chimistes soviétiques fournissaient au front et dans les arrières du caoutchouc synthétique, notamment des pneus, les métallurgistes ont mis au point une technologie d'emboutissage et de soudage des tours de chars, ce qui réduisait le temps de leur montage, la physique a étudié de près l'utilisation de l'énergie atomique et les moteurs de missiles et d'avions à réaction. Grâce à l'adoption généralisée de la pénicilline et des sulfamides, la médecine a pu sauver la vie de dizaines de milliers de blessés. A la fin de la guerre, la médecine soviétique pouvait soigner jusqu'à 75 % des blessés et faire en sorte qu'ils retournent au front. A partir de 1943, grâce aux nouveaux médicaments et à l'amélioration du système de santé, la mortalité

Réparation de chars dans une usine soviétique pendant la Grande Guerre patriotique
Photo B. Kudoyarova RIA Novosti

de la population dans l'arrière-pays a rapidement chuté, en particulier celle des enfants. En 1945, le taux de mortalité avait diminué de plus de la moitié par rapport à la période de paix d'avant-guerre (le «miracle démographique soviétique»). L'agriculture du pays a également joué un rôle important dans la victoire.

Malgré d'énormes difficultés, les travailleurs des fermes collectives (les kolkhozes) et des fermes d'Etat (les sovkhozes) fournissaient de la nourriture au front et dans les arrières. Les superficies cultivées augmentaient, de nouvelles terres étaient cultivées en Sibérie et au Kazakhstan, les rendements étaient améliorés, tout cela en dépit du fait que les femmes et les enfants étaient presque seuls à travailler dans les fermes, n'utilisant pratiquement pas de machines qui avaient été mobilisées.

Immédiatement après l'expulsion des agresseurs, conformément à la décision du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité Central du PCUS du 21 août 1943 « Sur l'assistance d'urgence aux zones touchées par l'occupation fasciste », des mesures ont été prises pour restaurer l'économie et les infrastructures dans ces territoires. L'attention portait sur la conservation des monuments culturels, la restauration de l'industrie détruite, les routes, les installations électriques, sur le déminage, le nettoyage des champs du matériel militaire détruit.

La culture nationale a également énormément contribué à la victoire. De nombreux écrivains et poètes célèbres sont devenus correspondants de guerre, parmi lesquels Alexeï Tolstoï, Ilya Ehrenbourg, Valentin Kataïev, Evgueni Petrov, Vsevolod Vichnevski, Mikhaïl Cholokhov et bien d'autres encore. Ils ont écrit de nombreux poèmes, contes, nouvelles, essais et articles sur le front. Le poème d'Alexandre Tvardovski « Vassili Tiorkine » symbolise parfaitement l'esprit du soldat. Les poèmes militaires de Constantin Simonov, Alexeï Sourkov, Mikhaïl Issakovski et la musique des compositeurs Vassili Soloviev-Sedoï, Matveï Blanter, les symphonies de Dmitri Chostakovitch et encore bien d'autres créations étaient vraiment populaires et appréciées.

La 7ème symphonie de Chostakovitch « Leningrad », dédiée aux habitants et aux défenseurs de Leningrad sous blocus, a été jouée en août 1942 en public dans la ville assiégée. Les artistes se sont produits devant les soldats et commandants de l'armée alors actifs sur les fronts.

La colère populaire et la détermination à vaincre l'ennemi sont très bien rendues dans la chanson « La Guerre Sainte », d'après des poèmes de Vassili Lebedev-Koumatch sur la musique d'Alexandre Aleksandrov. Les caricatures impitoyables des Koukryniks (Mikhaïl Kouprianov pour Kou, Porfire Krylov pour Kry et Nikolaï Sokolov pour Nik) de Boris Efimov se moquaient des fascistes et de leurs

Les civils de Kertch tués par les nazis en 1941
Photo M. Alpert RIA Novosti

dirigeants, les affiches de Irakli Toidze et d'autres artistes apprenaient à haïr les envahisseurs et la détermination de se battre pour la Patrie. Pendant la guerre, de nombreux films ont été tournés, tels que « Attendez-moi » (1943), « Deux combattants » (1943), « Un Gars de notre ville » (1942), « Le lent voyageur du ciel » (1945), « Six heures du soir après la guerre » (1944) et beaucoup, beaucoup d'autres encore[1]. Dans les moments difficiles, l'art donnait au peuple la détermination de lutter contre l'ennemi, permettait d'espérer la victoire, puis de reprendre ensuite une vie heureuse.

Mais dans la Grande Guerre patriotique, il y avait d'autres arrières, les arrières de l'ennemi, le territoire qu'il occupait.

À partir de juillet 1941, les nazis commencent à y établir leur propre régime, le « Nouvel Ordre »[2]. Dans les zones de première ligne, l'autorité revenait aux commandants des zones arrière des groupes d'armées. Dans les arrières profonds, elle revenait aux commissaires du Reich. Ils recevaient les pleins pouvoirs du Ministère des territoires orientaux occupés. Les dirigeants locaux SS et la police étaient subordonnés auxdits commissaires. Sur le terrain, le pouvoir était exercé par les bourgmestres dans les villes et les préfets dans les villages. La police auxiliaire locale leur était subordonnée. Il convient de noter que la plupart d'entre eux étaient des expatriés nazis ou bien des citoyens soviétiques qui, pour diverses raisons, collaboraient avec l'ennemi. Illustration. 36

Le régime d'occupation allemand était extrêmement sévère. Les fascistes pillaient délibérément la population civile, de nombreuses personnes ont été emmenées en Allemagne pour des travaux forcés dans l'industrie et l'agriculture (les « Ostarbeiter », soit les « ouvriers de l'est »). Les occupants ont volé de nombreux biens culturels, ont saccagé les maisons-musées de Léon Tolstoï à Iasnaïa Poliana[3], de Piotr Tchaïkovski à Klin, d'Alexandre Pouchkine à Mikhaïlovski, les domaines en banlieue de Leningrad (Saint-Pétersbourg) de Pouchkine, Pavlovsk, Peterhof et Gatchina.

Les occupants nazis soumettaient les communistes, les membres du Komsomol[4], les soldats de l'Armée Rouge et les membres

1 Pour reprendre l'excellent livre du médecin-psychiatre-historien Sergueï Glouzman, *L'espace mental russe*, éd. Aleteïa, Saint-Pétersbourg, 2010, les films soviétiques évoquant l'effroyable Grande Guerre patriotique ne portent quasiment jamais sur la partie militaire de la guerre, sur les combats avec leurs morts et leurs blessés comme dans les films américains, mais sur les histoires d'amours dans les arrières, sur le caractère de l'homme soviétique face au diable nazi et fasciste occidental...

2 C'est Alfred Rosenberg qui était chargé par Hitler d'organiser et gérer « l'espace vital » à l'est. On retrouve aujourd'hui ce « Nouvel Ordre » avec son « nouvel Homme » dans le « Nouvel Agenda » prôné par les mondialistes pour 2030.

3 Domaine de la région de Toula au sud de la région de Moscou fondé au XVII^{ème} siècle qui a appartenu notamment à la famille Tolstoï. Le grand écrivain et penseur russe Léon Tolstoï y a vu le jour le 28 août 1826.

4 Komsomol : Union de la Jeunesse Communiste.

du NKVD[1], ainsi que, plus généralement, les partisans de l'URSS, à une terreur morbide. De nombreux villages ont été totalement incendiés par les services de répression hitlériens et leurs collaborateurs, souvent avec les habitants, comme en 1943 dans le village biélorusse de Khatyn en Biélorussie.

Toute violation des lois nazies, toute manifestation de sympathie pour le pouvoir soviétique, étaient punies de mort ou de camp de concentration. Comme dans l'Europe entière, la population juive était soumise à l'extermination totale (holocauste) dans les camps de la mort nazis. Beaucoup de personnes étaient exécutées sur place, comme par exemple dans la localité de Babi Yar près de Kiev où, de l'automne 1941 à l'automne 1943, ont été exterminées de 150 à 220 000 personnes.

Ce sont des fonctionnaires allemands qui étaient nommés pour gérer l'industrie locale. Ils supervisaient le travail, payaient les travailleurs locaux nettement moins que les Allemands, tout soupçon de sabotage pouvait entraîner la mort. En 1941 de nombreuses églises ont ouvert leurs portes. En effet, selon les idéologues nazis, l'Eglise devait servir à diviser le peuple et à promouvoir le « Nouvel Ordre ». Cependant, un nombre considérable de prêtres ont refusé de coopérer avec l'ennemi. En 1943, la politique nazie à l'égard de l'Eglise orthodoxe et de ses ministres est devenue plus répressive. Dans le même temps, les occupants menaient un travail intensif pour faire campagne auprès des populations et des soldats de l'Armée Rouge afin de les détourner de l'Etat soviétique.

Pendant la guerre, un certain nombre de citoyens soviétiques ont servi l'Allemagne hitlérienne. Cela était dû aux échecs de l'Armée Rouge au début de la guerre et, en partie, à la politique de l'Etat soviétique menée avant la guerre ainsi qu'à la cruauté de l'occupation allemande. Au total, plus de 80 millions de personnes se trouvaient dans les territoires temporairement occupés par les Nazis. Pour pouvoir survivre, la plupart d'entre eux étaient contraints de travailler dans des entreprises et institutions déjà existantes ainsi que dans celles nouvellement créées ou dans l'agriculture. Mais la coopération avec l'ennemi pouvait également être voulue, il s'agissait alors de collaborationnisme. Les gens pouvaient ainsi trahir leur patrie pour diverses raisons. Certains cherchaient à sauver leur vie et celle de leur famille, d'autres allaient servir l'ennemi pour des raisons idéologiques, d'autres encore désiraient simplement gagner correctement leur vie au service

[1] NKVD : Commissariat du peuple aux affaires intérieures de l'URSS. L'organisation deviendra le KGB, puis, en 1995, le FSB, soit le Service Fédéral de Sécurité de la Fédération de Russie.

du « nouveau pouvoir ». On comptait parmi les collaborateurs avec les autorités allemandes une partie de la population des États baltes, de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie occidentale, des représentants de certains peuples du Caucase et d'Asie Centrale, une partie des Cosaques, des Kalmouks, des Tatars de la Volga et de Crimée et des Russes. Ils travaillaient pour différents services de l'armée et de la police allemandes, des troupes SS, des bataillons punitifs (anti-partisans), des « chasseurs » et dans des unités de construction.

Au total, environ 1,2 millions de citoyens soviétiques ont collaboré avec les occupants dans différentes structures. Les plus grandes formations paramilitaires pro-allemandes étaient l'Armée de Libération Russe (ROA) du Général Andreï Vlassov (les « Vlassoviens »), l'Armée Nationale Ukrainienne (UNA) de Pavlo Chandrouk, l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA) de Stepan Bandera (les « Bandéristes ») et l'Armée de Libération Lituanienne de Zemaitis (Lietuvos Laisvės Armija — LLA, les « Frères de la forêt »).

Les Bandéristes pratiquaient les méthodes les plus inhumaines d'extermination des hommes, des femmes et des enfants qui étaient reconnus comme « métèques » ou « traîtres ».

Le nombre de ces traîtres qui ne pouvaient trouver de justification était somme toute relativement faible au regard du nombre total de citoyens soviétiques. Ils ne pouvaient remettre en question l'unité du peuple soviétique qui luttait héroïquement contre l'ennemi. En 1944, certains peuples de l'URSS ont subi une répression aveugle, de ce fait, injuste, à cause de la trahison de certains de leurs représentants. Les Tatars de Crimée, certains peuples du Caucase du Nord, les Allemands de Russie (dès 1941) et un certain nombre d'autres peuples ont été déportés et réinstallés en Sibérie, au Kazakhstan et en Asie Centrale. Après la fin de la guerre, les dirigeants de l'Armée de Libération Russe avec leur chef Andreï Vlassov (en octobre 1946) et des troupes cosaques de la Wehrmacht avec leur chef Piotr Krasnov (en janvier 1947) ont été jugés lors d'un procès à Moscou et condamnés à mort pour collaboration avec l'occupant, trahison à la Patrie et crimes contre l'humanité.

La politique économique, sociale et idéologique des nazis dans les territoires occupés de l'URSS a été un échec total. La grande majorité des soviétiques croyaient en la Victoire et résistaient à la fois activement et passivement à l'ennemi. Des unités de résistants naissaient, des organisations clandestines fonctionnaient dans les villes et les villages.

Les mouvements de résistance ont fortement contribué à la victoire dans la Grande Guerre patriotique. Ils pouvaient être

formés par des habitants des villes et des villages, des cadres locaux du Parti et de l'administration des villages, des prisonniers de guerre en fuite et des combattants encerclés qui se rendaient, ainsi que par des commandants de l'Armée Rouge. À la tête des détachements, on voyait le plus souvent des représentants des autorités locales ou des cadres militaires. Les mouvements de résistance les plus puissants se trouvaient en Biélorussie, sur la rive Gauche du Dniepr en Ukraine, dans le Donbass, dans les régions de Briansk et de Smolensk de la RSFSR[1]. En juillet 1942 est créé le Siège Central du Mouvement Partisan avec à sa tête **le 1er Secrétaire** du Comité Central du Parti Communiste de Biélorussie, Panteleïmon Ponomarenko, pour diriger l'action des partisans, le Maréchal soviétique Kliment Vorochilov est nommé commandant en chef du mouvement partisan en 1943. Parmi les dirigeants du mouvement de résistance se distinguaient notamment les dirigeants du mouvement en Ukraine Sydir Kovpak et Oleksyi Fedorov, ainsi que Piotr Macherov, un des dirigeants des partisans biélorusses. L'officier de renseignement et agent de diversion Ilya Starinov s'occupait de l'activité de diversion.

Les partisans obtenaient des informations très précieuses sur l'ennemi, paralysaient le transport routier et ferroviaire, immobilisaient d'important groupes ennemis. Dans un certain nombre d'endroits, ils libéraient des zones entières des forces nazies où le pouvoir soviétique pouvait alors se rétablir (les « régions partisanes » derrière les lignes de front allemandes). Ci-après sont évoqués des noms de héros-partisans inscrits dans l'histoire : les partisans Alexandre Herman et Konstantin Zaslonov, Lisa Tchaïkina et Zoïa Kosmodemianskaïa (la première femme-héros de l'Union Soviétique pendant la guerre). Il y en a encore beaucoup d'autres. L'une des plus grandes opérations de résistance pendant la Grande Guerre patriotique a été la soi-disant « guerre ferroviaire ». Dans la période qui a précédé la bataille de Koursk au printemps et à l'été 1943, les partisans ont en grande partie paralysé le trafic ferroviaire dans les arrières allemands, ce qui a contribué au succès de l'Armée Rouge. Illustration. 37

Dans de nombreuses villes occupées, l'antifascisme relevait d'organisations clandestines. Des communistes et des membres des Komsomols dirigés par des dirigeants soviétiques locaux et du Parti en constituaient le noyau. Les mouvements clandestins les plus puissants étaient ceux de Minsk en République de Biélorussie, de Smolensk, de Krasnodon en République d'Ukraine (la « Jeune Garde » — « Molodaïa Gvardia »). Dans les conditions de la terreur nazie et de surveillance totale par la Gestapo et la police,

1 RSFSR : République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie.

Le commandant de la formation de partisans de Soumy, Sydir Kovpak, surveille l'ennemi depuis un poste de commandement. Rivière Teterev, oblast de Kiev, 1943
Photo L. korobova RIA Novosti

les clandestins organisaient la diversion, faisaient retarder la production de certaines usines, fomentaient des actions de sabotage sur les voies ferrées, éliminaient des envahisseurs avec leurs complices, menaient une lutte idéologique en distribuant dépliants et journaux clandestins. La contribution des actions clandestines au soutien des partisans et à l'obtention de renseignements sur l'ennemi était inestimable.

Plus d'un million de personnes combattaient l'ennemi dans les rangs de détachements et d'unités partisanes et dans des organisations clandestines.

La coalition anti-hitlérienne

Immédiatement après l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne en juin 1941, le Premier Ministre britannique Winston Churchill et le Président américain Franklin Delano Roosevelt annoncent leur soutien à l'URSS dans la lutte contre Hitler. Il faut ici noter que ce n'était pas alors une décision facile à prendre dans la mesure où l'URSS était considérée depuis longtemps en Occident comme le principal adversaire géopolitique et idéologique. En juillet 1941, l'assistant du Président des États-Unis, Harry Hopkins, se rend en Union Soviétique afin de définir les limites de la coopération et de se mettre d'accord sur les relations à observer avec les alliés. Ces derniers désiraient savoir combien de temps l'Union Soviétique pourrait résister à l'Allemagne nazie et s'il était opportun de fournir une aide, sachant que beaucoup de personnes pensaient alors que la défaite de l'URSS n'était qu'une question de temps. Le 24 septembre 1941, lors d'une conférence à Londres, le Commissaire aux affaires étrangères de l'URSS Viatcheslav Molotov signe la Charte Atlantique adoptée à la base navale d'Argentia à Terre-Neuve au Canada le 14 août 1941. Ainsi, l'URSS rejoignait officiellement la coalition anti-hitlérienne. Du 29 septembre au 1er octobre 1941, à Moscou, se tient une conférence réunissant les représentants des trois puissances alliées (l'URSS y est représentée par Viatcheslav Molotov, les États-Unis par l'Ambassadeur en URSS William Harriman et la Grande-Bretagne par Lord William Beaverbrook, alors Ministre de l'industrie aéronautique), lors de laquelle est élaboré un plan d'aide anglo-américain accordé à l'URSS (nommé le 1er Protocole de Moscou).

Le 1er janvier 1942, à la conférence de Washington, une déclaration des Nations Unies est conclue que signent les représentants de 26 Etats. Elle fixait leurs objectifs communs dans la lutte contre les pays de l'axe Berlin-Rome-Tokyo. L'ambassadeur soviétique à Washington, Maxime Litvinov, signe la déclaration au nom de l'Union Soviétique. Au cours de la visite de V. Molotov à Londres et à Washington le 26 mai et le 11 juin 1942, l'URSS, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis concluent des traités d'union dans la guerre contre l'Allemagne et de coopération pour la période d'après-guerre.

Dans les relations interalliées, la principale question extrêmement importante pour l'URSS était celle de l'ouverture d'un second front en Europe. Pour la première fois, Joseph Staline

pose la question en août 1941 dans une lettre adressée à Winston Churchill dans laquelle le chef de l'Etat soviétique propose aux alliés de procéder à un débarquement en Scandinavie. Le commandement allié refuse d'exécuter ce plan, invoquant un manque de forces, et se limite à proposer un raid pour faire impression au-dessus des îles Lofoten en Norvège. Par la suite, en 1942, le commandement anglo-américain répondra de la même manière à toutes les demandes de l'Union Soviétique. Le second front en Europe occidentale ne sera jamais ouvert, ni en 1942, ni en 1943, bien que Joseph Staline et le gouvernement soviétique aient déclaré à de multiples reprises aux alliés que c'était l'URSS qui subissait en premier lieu le poids de la guerre et faisait les principaux sacrifices dans la lutte contre l'Allemagne nazie, qu'elle attirait le plus fort des troupes de l'ennemi.

Profitant de cette situation, le commandement allemand a plusieurs fois transféré des troupes d'Europe occidentale sur le front oriental. Les intérêts britanniques se focalisaient sur la région méditerranéenne et la péninsule des Balkans, tandis que les intérêts américains étaient tournés vers le Pacifique. Ils ne voulaient pas s'engager dans une confrontation sérieuse contre l'Allemagne avant que l'issue de la guerre en Europe ne soit définitivement clarifiée.

À l'été 1943, après les succès de l'Armée Rouge dans les batailles de Stalingrad et de Koursk et **le tournant décisif** sur le front germano-soviétique, W. Churchill se décide à présenter un plan pour le débarquement de troupes alliées dans la péninsule balkanique. De fait, dans le cas du succès d'une telle opération, il espérait pouvoir ainsi faire barrage à l'Armée Rouge en Europe centrale et orientale et empêcher que l'Union Soviétique n'y propage son influence. Cette proposition était inutile d'un point de vue militaire et fut rejetée par J. Staline comme F. D. Roosevelt.

Il est alors décidé que les alliés débarqueraient en Italie pour que le pays sorte de la guerre et que le débarquement des forces principales dans **le nord de la France** où la plupart des forces allemandes étaient concentrées aurait lieu un an plus tard. Ils auraient ainsi le temps de préparer soigneusement l'opération.

C'est seulement après les succès décisifs de l'Armée Rouge en 1944 que les alliés débarquent le 6 juin 1944 sur les côtes normandes. Ils ouvraient enfin le second front en Europe.[1] Cependant, le front principal de la Seconde Guerre mondiale était toujours

[1] NdT : il est parfaitement reconnu aujourd'hui que le débarquement en Normandie a été exécuté en juin 1944 pour bloquer l'avancée soviétique en Europe centrale. Jusqu'à ce moment, pour les Alliés, l'Allemagne nazie était un possible vainqueur de l'ennemi absolu soviétique, donc un possible partenaire à termes à manipuler. Dans ce cadre, il est également intéressant de remarquer que les Soviétiques en 1944 avaient également dénazifié et pris l'Autriche qu'ils vont finalement « remettre » aux Alliés.

le front soviéto-allemand. Les principales forces allemandes y étaient concentrées et l'issue de la guerre en Europe dans son ensemble s'y décidait.

Forces allemandes	Opération Biélorussie (23/06/1944–29/08/1944)	Opération Normandie (06/06/1944–31/08/1944)
Soldats et officiers au début de l'opération	486 493	24 000
Soldats et officiers à la fin de l'opération	1 200 000	380 000
Morts, blessés et disparus	350 000	250 000
Faits prisonniers	150 000	200 000

Les questions les plus importantes concernant les relations interalliées et l'ordre mondial d'après-guerre furent résolues lors des conférences des « Trois Grands » réunissant Joseph Staline, Franklin Roosevelt et Winston Churchill.

Elles ont été précédées par la conférence de Moscou, réunissant les Ministres des Affaires Etrangères des États-Unis (le Secrétaire d'Etat Cordell Hull), de la Grande-Bretagne (Anthony Eden) et de l'URSS (Viatcheslav Molotov), qui s'est tenue du 19 au 30 septembre 1943. Cette conférence a permis de préparer la première réunion des trois grands et d'aborder des questions cruciales en matière de relations entre les alliés. La notion de reddition inconditionnelle était retenue comme le seul résultat possible de la guerre contre l'Allemagne et ses alliés. Ils ont également adopté des déclarations sur l'inclusion de la Chine dans le concert des grandes puissances victorieuses, sur la nécessité de rétablir l'indépendance de l'Autriche après la guerre, sur la démocratisation de l'Italie, sur la responsabilité des dirigeants hitlériens pour les atrocités commises sur le territoire de l'URSS, et sur la nécessité de poursuivre la coopération internationale après la fin de la guerre. **Illustration. 38**

La première rencontre des dirigeants du groupe des « Trois Grands » s'est tenue du 28 novembre au 1er décembre 1943 à Téhéran, en Iran occupé par les troupes soviétiques et britanniques. Les principaux enjeux de cette rencontre étaient l'ouverture d'un second front et l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon. Il a alors été décidé que les troupes alliées débarqueraient en Normandie. La date du débarquement a été déterminée, il aurait lieu en mai 1944. L'URSS s'est engagée à entrer en guerre avec le Japon trois mois après la fin de la guerre avec l'Allemagne.

À la conférence de Téhéran
le 1er décembre 1943
RIA Novosti

La question de la structure de l'Allemagne d'après-guerre était tout aussi importante. La Grande-Bretagne et les États-Unis ont proposé plusieurs options de démembrement de l'Allemagne en cinq États et plus, ce à quoi s'est opposée l'Union soviétique. Il a été décidé d'accorder l'indépendance à l'Iran après la guerre, de faire entrer la Turquie dans la guerre contre l'Allemagne et le mouvement « La France Libre » était reconnu comme le seul gouvernement légitime de la France[1]. Les discussions ont porté sur la nouvelle frontière séparant l'Union Soviétique de la Pologne et sur le nouvel Etat polonais, sur la création d'une nouvelle organisation internationale qui remplacerait feu la Société des Nations et sur le transfert à l'Union Soviétique de la Prusse-Orientale[2] en compensation des pertes que cette dernière avait subies pendant la guerre.

La conférence de Crimée (ou conférence de Yalta) s'est tenue à Yalta du 4 au 13 février 1945. Il s'agissait de la dernière réunion rassemblant J. Staline, W. Churchill et F. Roosevelt. A la conférence, deux questions essentielles étaient examinées, la question des nouvelles frontières en Europe et la question de l'ordre mondial d'après-guerre. Il a été décidé que la frontière soviéto-polonaise passerait principalement le long de la ligne Curzon, soit de la frontière au 1er octobre 1939. Les Alliés acceptaient la création d'un nouveau gouvernement de coalition polonais qui comprendrait des représentants du gouvernement émigré à Londres et du gouvernement prosoviétique de Lublin. Après la guerre, l'Allemagne, y compris Berlin, devait être occupée par les forces des quatre puissances victorieuses (la France a également reçu une zone d'occupation). Des réparations ont été décidées (indemnisation pour les pertes subies dans la guerre), l'URSS devait recevoir 50% du total de ces réparations. La Prusse orientale (Königsberg) lui était également transférée (aujourd'hui la région de Kaliningrad en Fédération de Russie).

En ce qui concerne l'Allemagne, le principe des « 4 D» devait s'appliquer (Démocratisation, Démilitarisation, Démonopolisation, Dénazification), c'est-à-dire qu'il était prévu de dissoudre les forces armées allemandes, d'éliminer l'industrie militaire, le parti nazi et les autorités, de faire traduire ses dirigeants devant un tribunal international. L'Autriche et sa capitale, Vienne, devaient également être divisées en quatre zones d'occupation qui seraient ensuite regroupées en un seul Etat une fois le processus de dénazification terminé. Les sphères d'influence dans les Balkans étaient définies: la Yougoslavie était transférée à l'Union Soviétique alors

1 « La France Libre » : désigne le « mouvement » officiellement créé et lancé par le Général de Gaulle à l'occasion de son appel diffusé sur les ondes de la *BBC* britannique depuis Londres le 18 juin 1940. Il s'agit d'un mouvement républicain provisoire formé à Londres qui pouvait s'opposait de fait à la France collaborationniste du Régime de Vichy du Maréchal Pétain.

2 Elle devient la région de Kaliningrad au sein de l'URSS.

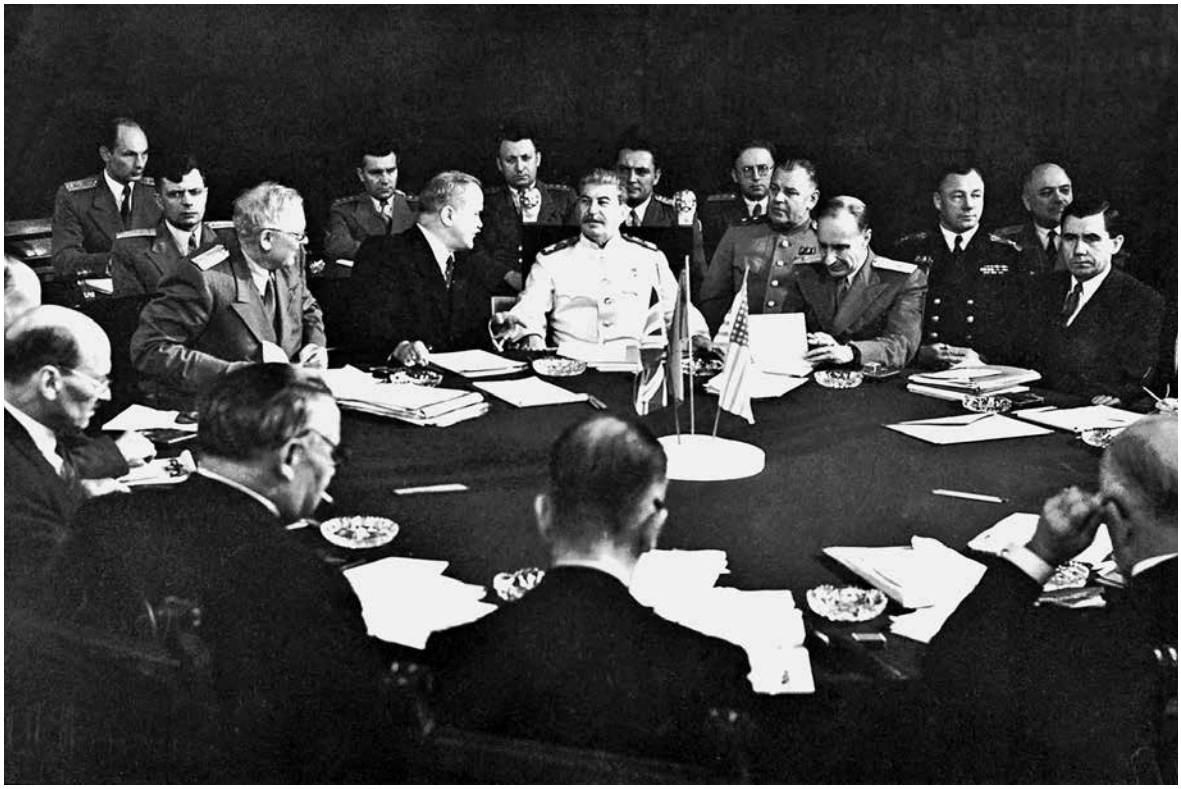
que la Grèce revenait à la sphère britannique. A Yalta, la question de l'Extrême-Orient a également été discutée. En échange de la confirmation des dates d'entrée en guerre avec le Japon, les îles Kouriles, le sud de Sakhaline, Port Arthur et la zone du KVJD[1] étaient restitués à l'Union Soviétique. La Mongolie recevait le statut d'Etat indépendant. En outre, les dirigeants des trois puissances ont pris la décision de principe de créer l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui sera dirigée par son Conseil de Sécurité. Les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies étaient adoptés.

Du 24 avril au 26 juin 1945, une conférence internationale se tient à San Francisco. Les représentants de 50 États y participent. L'Union Soviétique y est représentée par le Commissaire aux affaires étrangères Viatcheslav Molotov. L'Organisation des Nations Unies y était officiellement créée. Sa Charte et celle de la Cour Pénale Internationale, la CPI, étaient adoptées. Conformément à la Charte des Nations Unies, ce ne sont pas les gouvernements des États qui sont représentés à l'ONU, mais les nations elles-mêmes, ce qui garantit le fait qu'aucune d'entre elles ne pourra être privée de son appartenance à l'organisation. L'organe principal de l'ONU est l'Assemblée Générale à laquelle tous les États participent. Le chef de l'organisation est le Secrétaire Général de l'ONU. Sont obligatoires pour tous les membres de l'ONU les décisions du Conseil de Sécurité prises par les membres permanents (les autres membres varient), soit l'URSS, les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France et la Chine, c'est-à-dire les leaders de la coalition antihitlérienne, qui possèdent le droit de veto, donc de blocage des décisions du Conseil de Sécurité. L'équilibre des pouvoirs était donc garanti, toute décision ne pouvait être prise qu'à l'unanimité.

La dernière réunion des « Trois Grands » a lieu après la fin de la guerre en Europe à Potsdam (banlieue de Berlin) du 17 juillet au 2 août 1945. Y assistent Joseph Staline, le nouveau président des États-Unis Harry Truman (Franklin Roosevelt est décédé le 12 avril 1945) et Winston Churchill qui, après sa défaite aux élections législatives en Grande-Bretagne le 28 juillet laisse sa place à Clement Attlee. A la conférence, les désaccords entre l'URSS et les alliés et le refroidissement progressif de leurs relations sont devenus absolument évidents. Pour la première fois, les Etats-Unis utilisent la « diplomatie nucléaire ». Pendant la conférence, H. Truman informe J. Staline des essais réussis de la bombe atomique aux États-Unis le 16 juillet 1945. **Illustration. 39**

1 KVJD : « Kitaïsko-Vostotchnaïa Jeleznaïa Doroga » (Chemin de fer oriental chinois). Il s'agit de la ligne de chemins de fer qui relie la ville russe de Tchita, capitale de la Transbaïkalie à l'est du lac Baïkal à Vladivostok et à Port-Arthur alors en Extrême-Orient russe en traversant le territoire chinois de la Mandchourie. C'est un tronçon ferroviaire du Transsibérien russe.

À la conférence de Potsdam
Photo E. Chaldée RIA Novosti



Au cours des travaux de la conférence, le principe des « 4 D » pour l'Allemagne vaincue était confirmé, la frontière germano-polonaise était définie le long des rivières Oder et Neisse (c'est-à-dire que 25 % du territoire allemand revenaient à la Pologne en compensation de la Biélorussie Occidentale et de l'Ukraine Occidentale qu'elle perdait et qui revenaient à l'URSS), le principe du maintien de l'unité de l'Allemagne était proclamé. A la France revenaient les territoires d'Alsace et de Lorraine envahies par l'Allemagne. Le transfert à l'Union Soviétique de la Prusse-Orientale et de Memel (Klaipėda) était officiellement confirmé. L'URSS maintenait sa décision d'entrer en guerre avec le Japon en août 1945. Les alliés décident de demander la reddition inconditionnelle du Japon (déclaration de Potsdam) et réaffirment le retour à l'URSS des îles Kouriles et du sud de Sakhaline. Des décisions sont prises sur la création d'un gouvernement polonais unifié, sur la préparation de traités de paix avec les alliés de l'Allemagne, c'est-à-dire la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, la Finlande et l'Italie, qui seront conclus entre juillet et octobre 1947. Le partage de la flotte de guerre de l'Allemagne vaincue fait l'objet d'un débat animé, car les Alliés en ont attribué une plus petite part à la partie soviétique. La conférence de Potsdam fut la dernière réunion des dirigeants des « Trois Grands ». Le paysage de la future guerre froide prenait forme.

Les réunions et la collaboration des « Trois Grands » sont un exemple unique dans l'histoire de la diplomatie mondiale. Des États aux systèmes politiques et socio-économiques et aux intérêts géopolitiques différents avaient pu s'unir dans la lutte contre un ennemi commun en laissant place à des compromis au nom d'une cause commune.

La politique du Prêt-bail (ou de Lend-Lease)

Le 28 septembre 1941 à Moscou était signé le traité interallié sur l'assistance militaire et technique à l'Union Soviétique qui sera ensuite renouvelé à plusieurs reprises. En vertu de cet accord, les États-Unis et le Royaume-Uni s'engageaient à fournir à la partie soviétique du matériel militaire, des armes diverses et d'autres marchandises en vertu de la loi américaine sur le Prêt-Bail (loi sur le Lend-Lease) adoptée aux États-Unis le 11 mars 1941. Cette loi autorisait le gouvernement des États-Unis à fournir du matériel militaire et des armes à d'autres pays en location avec paiement après la fin de la guerre, si cela était conforme aux l'intérêt des États-Unis. Le matériel militaire et les armes étaient fournis en location et devaient être restitués après la guerre, les produits civils et les biens à double usage (explosifs, carburant) étaient payés après la guerre sous forme de crédit.

La loi sur le prêt-bail s'étend officiellement à l'URSS le 7 novembre 1941 par décision du Congrès américain. Les livraisons alliées dans le cadre du prêt-bail démarrent en août 1941 pour s'étendre jusqu'à septembre 1945 (avec une pause entre juin et août 1945). La livraison des marchandises s'effectuait selon trois voies : par le sud (via l'Iran), par l'est (via l'océan Pacifique) et par le nord (via l'océan Arctique). La route iranienne était la plus longue, mais la plus sûre. Elle traversait l'Atlantique sud, contournait l'Afrique, passait l'océan Indien et le golfe Persique et rejoignait le port irakien de Bassorah. De là, les marchandises étaient transportées par route à travers l'Iran, puis le Caucase jusqu'à l'URSS. La route orientale passait par l'océan Pacifique le long des côtes Ouest des États-Unis et du Canada, passait l'Alaska et les îles Aléoutiennes, arrivait aux ports d'Extrême-Orient soviétique, puis les chargements passaient par la Sibérie et l'Oural par le Transsibérien et arrivaient dans la partie européenne du pays. La route la plus courte et la plus proche du front, mais aussi la plus dangereuse, était celle du nord. Elle partait des ports de la côte Atlantique des États-Unis et de l'Écosse pour se rendre en Islande, puis traversait les mers Norvégienne et de Barents, longeait la côte de la Norvège occupée par les Allemands et arrivait aux ports du nord de l'URSS à Arkhangelsk et Mourmansk. Selon l'itinéraire nordique, les marchandises étaient livrées par mer par des convois alliés des flottes du nord et polaires. La flotte soviétique du Nord coopérait alors avec les flottes des alliés britanniques et américains. Les navires de guerre de la flotte britannique assuraient le pilotage des convois, les marchandises étaient livrées principalement par

des navires anglais ou américains. Les navires de guerre soviétiques allaient à la rencontre des convois une fois arrivés dans les eaux territoriales soviétiques et complétaient leur escorte. Le premier convoi naval allié destiné à l'URSS, le convoi « Dervish »[1], est arrivé à Arkhangelsk le 31 août 1941.

Au printemps 1942, le commandement allemand déploie de grandes forces aériennes et navales en Norvège. A l'été et l'automne 1942 (au plus fort de la guerre dans l'Arctique), pratiquement toute opération visant à acheminer des convois se transformait en une bataille sanglante. L'histoire de la Seconde Guerre mondiale fut marquée par la défaite du convoi allié PQ-17 en juillet 1942 qui, en raison d'une erreur du commandement allié qui avait dissous le convoi, a perdu deux tiers des navires. Ce n'est qu'au début 1943 que la guerre en Arctique s'est inversée en faveur des alliés et que les convois ont cessé de subir de telles pertes. Illustration. 40

Selon l'accord de prêt-bail étaient fournis à l'Union Soviétique de l'armement (des chars, des avions, de l'artillerie, des armes légères), des voitures, des locomotives et des wagons, de la tôle d'acier, du pétrole brut, de l'essence pour l'aviation et l'automobile, des matières premières pour la production de colorants, de la nourriture, des chaussures, des uniformes, etc. En général, le volume des livraisons alliées était faible et ne représentait que 4% environ de la production industrielle totale de l'URSS. Cependant, en 1941 et 1942, les livraisons de chars et d'avions (environ 10–12% du nombre total construit en URSS) ont été d'une grande importance. A un moment où l'Armée Rouge perdait une grande quantité d'équipements que l'industrie soviétique évacuée ne pouvait encore remplacer complètement, c'est justement l'équipement issu du prêt-bail qui permettait dans une certaine mesure de compenser ces pertes.

Pourcentage des livraisons issues du prêt-bail relativement à la production soviétique pendant la guerre

Désignation du matériel	Pourcentage
Avions de tous types	15
Chars	12
Navires de guerre	22,3

(Source: La Grande Guerre patriotique, 1941–1945, 12t., t.9: Les alliés de l'URSS au sein de la coalition anti-hitlérienne, Editions militaires Koutchkovo Polie, 2013, p.600)

1 Convoi « Dervish » : nom de code donné au premier convoi livré à l'URSS par les alliés. Il part de Hvalfjörður en Islande le 21 août 1941 et arrive à Arkhangelsk en Union Soviétique le 31 août 1941.

Distribution de lots d'épicerie reçus dans le cadre du prêt-bail à Moscou en 1945
Photo A. garanina RIA Novosti

Les livraisons alliées de prêt-bail étaient essentielles, mais pas cruciales, pour la victoire de l'Union Soviétique dans la Grande Guerre patriotique et, dans tous les cas, ne constituaient pas une aide désintéressée de la part des alliés qui compensaient leurs dépenses par les remboursements d'après-guerre. La Fédération de Russie aura fini de rembourser ses dettes issues du prêt-bail aux États-Unis au début des années 2000.[1]

[1] Le volume des livraisons des Etats-Unis à l'URSS sous prêt-bail correspondait à peu près à 10,8 milliards USD. La dette générée par le prêt-bail était gérée dans le cadre du Club de Paris. La Russie a éteint totalement sa dette liée au prêt-bail américain en août 2006.

Les pertes humaines subies pendant la Seconde Guerre mondiale

Ce sont les forces armées soviétiques qui ont joué le rôle majeur dans la Seconde Guerre mondiale. L'Armée Rouge a le plus contribué à la victoire sur le nazisme parmi tous les pays de la coalition anti-hitlérienne. C'est sur le front germano-soviétique que s'est décidée l'issue de la Seconde Guerre mondiale dans son ensemble.

Rapport du nombre de pertes militaires irrévocables en hommes de l'Allemagne et de ses alliés et de l'Armée Rouge sur le front soviéto-germanique, du 22 juin 1941 au 9 mai 1945 (en milliers d'hommes)

Typologie des pertes	Forces armées de l'Allemagne et ses alliés			Forces armées d'URSS	Rapport
	Allemagne	Alliés	Total		
Pertes irrévocables	8 876,3	1 468,2	10 344,5	11 444,1	1: 1,1
Dont: — tués, morts de blessures et de maladies, disparus, pertes non militaires	5 300	668,2	5 968,2	6 885,1	
-Faits prisonniers	3 576,3	800	4 376,3	4 559	
Parmi eux: — morts en détention, non revenus de détention	442,1	137,8	579,9	2 722,4	

(Source : G. F. Krivocheïev, V. M. Andronikov, P. D. Bourikov, V. V. Gourkine, Sans le sceau du secret. Le livre des pertes, Dernières éditions d'informations, Vetche, 2010, p.373)

La guerre aura mis en avant un certain nombre de nouveaux chefs militaires talentueux tels que Gueorgui Joukov, Alexandre Vassilevski, Konstantin Rokossovski, Ivan Konev, Rodion Malinovski, Fiodor

Tolboukhine, Leonid Govorov, Kirill Meretskov, Andreï Eremenko, Nikolaï Vatoutine, Ivan Tcherniakhovski et bien d'autres encore.

Le facteur principal de la victoire aura été l'héroïsme de masse du peuple soviétique. Dès les premiers jours de la guerre, les envahisseurs ont fait face à une résistance à laquelle ils ne s'attendaient absolument pas. Les avant-postes frontaliers étaient défendus des semaines durant et, dans ce cadre, les troupes soviétiques se battaient héroïquement essayant de rejoindre les leurs.

En planifiant la guerre contre l'Union Soviétique, les stratèges hitlériens n'ont pas pris en compte le courage et l'héroïsme du peuple soviétique, son désir de défendre l'indépendance de sa patrie et sa liberté. La défense de Leningrad de 900 jours, la défense de Sébastopol de 250 jours, la défense de Stalingrad de 125 jours, les exploits du capitaine Nikolaï Gastello qui a dirigé son avion sur une colonne de chars ennemis à l'été 1941, des soldats Alexandre Matrossov et Alexandre Tipanov, du Sergent Viatcheslav Vassilkovski et de beaucoup d'autres encore qui faisaient obstacle avec leur corps aux tirs permanents de l'ennemi, du jeune Lieutenant Talalikhine qui, à l'automne 1941, dans le ciel de Moscou, fut le premier à exécuter de nuit **un coup de bélier aérien**[1], du commandant de la 1ère Division de sous-marins de la flotte du Nord le Capitaine de 3ème rang Mikhaïl Gadjiev et du commandant du sous-marin Shch-408 de série « Pike » de la flotte de la mer Baltique le Lieutenant-Capitaine Pavel Kouzmine qui n'ont pas mis le drapeau en berne et sont morts en se battant contre plusieurs navires ennemis, des meilleurs pilotes soviétiques, des as de l'aviation, le Capitaine Ivan Kojedub (62 victoires) et le Colonel Alexandre Pokrychkine (59 victoires). On peut continuer la liste indéfiniment. Tout cela témoigne de la volonté indétrônable de tout le peuple soviétique de défendre sa liberté et de vaincre l'ennemi détesté. Sept millions de militaires soviétiques ont été décorés d'ordres et de médailles pour le courage et l'héroïsme qu'ils avaient manifestés dans les combats contre l'ennemi, 11 500 personnes ont reçu le titre de Héros de l'Union Soviétique.

Le prix à payer pour la grande victoire a été énorme. Selon les estimations, les pertes des forces armées soviétiques dans la Grande Guerre patriotique se sont élevées à environ 10 millions de morts et disparus et près de 15,5 millions de blessés. Les pertes de la population civile de l'URSS ont dépassé les 17 millions de personnes. La perte démographique totale de l'Union Soviétique approche les 27 millions de personnes. Pendant les années de guerre,

[1] « Taran » : (terme russe signifiant « Bélier ») terme aéronautique signifiant « l'abordage volontaire » d'un avion ennemi par un avion qui, en grande difficulté, décide de se sacrifier au profit de la nation.

plus de 3,6 millions de soldats et de cadres soviétiques ont été capturés, la plupart d'entre eux sont ensuite morts en captivité du côté allemand.

Nombre de civils tués délibérément par les fascistes dans les territoires occupés

Républiques d'URSS	Total des exterminations	Dont des enfants
RSFSR1	1 800 000	+ 15 000
RSS2 d'Ukraine	3 236 000	+ 75 000
RSS de Biélorussie	1 347 000	78 600
Autres républiques	817 383	126 431
Total	7 420 379	216 431

(Source : La Grande Guerre patriotique, 1941–1945, 12 t., T1.: Eléments fondamentaux de la guerre, Editions Koutchkovo Polie, Moscou, 2011, p. 607)

La situation des prisonniers de guerre soviétiques était aggravée par le fait que les Nazis hitlériens considéraient les Russes et de nombreux autres peuples comme des personnes de « race inférieure », des sous-hommes, et visaient leur anéantissement physique, notamment en créant des conditions de détention inhumaines. D'énormes dommages ont été causés à l'économie de l'URSS. Pendant les combats et l'occupation, 1 710 villes soviétiques ont été détruites ainsi que de nombreuses entreprises industrielles, des villages ont été rasés, des milliers d'hectares de champs brûlés. Au cours de la Seconde Guerre mondiale (ou de la Grande Guerre patriotique), l'Union Soviétique aura perdu environ 1/3 de sa richesse nationale.

Pertes humaines pendant la Seconde guerre mondiale (en millions sauf pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne)

Pays	Pertes (en hommes)
URSS	26,6
Chine (1937–1945)	15,5
Allemagne	6,9 (autres données: 8,4)

1 RSFSR : République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie.
2 RSS : République Socialiste Soviétique.

Pays	Pertes (en hommes)
Pologne	6,2
Japon	2,5
Yougoslavie	1
Etats-Unis	417 000
Grande-Bretagne	380 000

Au total, la Seconde Guerre mondiale aura coûté plus de 70 millions de vies humaines.

Les procès de Nuremberg, de Tokyo et de Khabarovsk

Conformément aux décisions issues des conférences de Yalta et de Potsdam, les criminels de guerre parmi les dirigeants allemands et japonais devaient être traduits devant un tribunal international pour enquête et rapport juridique de leurs activités.

Le tribunal militaire international a été créé le 8 août 1945 sur décision de la Commission intergouvernementale rassemblant l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France lors de la conférence de Londres[1]. C'est alors qu'a été conçue sa charte. Le procès a eu lieu dans le bâtiment du palais de justice à Nuremberg en Allemagne. C'est la raison pour laquelle il a été baptisé ainsi. Son ouverture a été précédée des travaux du Comité des procureurs sur la préparation de l'acte d'accusation, la collecte des preuves, la composition des juges et des témoins. Lors de la réunion ont également été prévues les questions « embarrassantes » pour les parties accusatrices qui n'avaient pas à être évoquées au cours du procès. Ainsi, l'URSS aura exclu les questions liées à sa politique étrangère d'avant-guerre, la France, la question de la condamnation des organisations collaborationnistes. Le procès devait se dérouler conformément aux normes du droit international, tous les accusés étaient appuyés par des avocats agréés par la cour, les juges et les procureurs représentaient les quatre puissances alliées, c'est-à-dire l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France et étaient égaux en droits. Le procès était ouvert au public et largement couvert par les médias. Le juge Geoffrey Lawrence représentait le Royaume-Uni et présidait le procès. C'est le juge Iona Nikitchenko et le procureur Roman Roudenko qui représentaient l'URSS.

Au total, vingt-quatre anciens dirigeants de l'Allemagne nazie étaient traduits en justice, parmi lesquels Hermann Göring, Joachim von Ribbentrop, Wilhelm Keitel, Alfred Jodl, Erich Raeder et Karl Dönitz. Des accusations ont également été portées contre des organisations allemandes: la direction du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), la Chancellerie impériale, le Haut Commandement, les SS (Schutzstaffel: unités de sécurité), les SA (Sturmabteilung: troupes d'assaut), les SD (Sicherhaitsdienst:

1 La conférence se tient à Londres du 26 juin au 8 août 1945, date officielle de la création du Tribunal militaire international de Nuremberg pour les crimes de guerre de la Seconde Guerre mondiale.

services de sécurité), la Gestapo (Geheime Staatspolizei: police secrète). Trois principaux chefs d'accusation ont été retenus: crimes contre la paix (guerre d'agression), crimes de guerre et crimes contre l'humanité (génocide). Les audiences du tribunal se sont déroulées du 20 novembre 1945 au 1er octobre 1946. Il y a eu au total 403 audiences au cours desquelles 116 témoins à charge et 143 témoins à décharge ont été entendus. Le chef du Front du travail allemand, Robert Ley, a auparavant mis fin à ses jours le 7 mai 1945 après avoir reçu l'acte d'accusation, alors que l'industriel Gustav Krupp était libéré pour des raisons de santé. Le verdict fut prononcé dans la nuit du 29 septembre au 1er octobre 1946. Douze accusés étaient condamnés à mort, trois condamnés à la réclusion à perpétuité, deux à vingt ans de prison, un à quinze ans et un à dix ans, trois étaient acquittés par le tribunal. Les condamnations à mort ont été exécutées le 16 octobre 1946. Illustration. 41

Le NSDAP, les SS, les SD et la Gestapo étaient reconnues organisations criminelles. Y avoir appartenu était également un crime. Les SA, la Chancellerie impériale et le Haut Commandement n'étaient pas reconnus organisations criminelles. Au cours du procès, la question de la reconnaissance de la Wehrmacht, les forces armées allemandes, comme organisation criminelle n'a pas été soulevée. En réponse à la non-reconnaissance du gouvernement et du haut commandement allemands comme criminels, la partie soviétique de l'accusation a émis un avis différent pour s'opposer à cette décision. Les principaux résultats du procès de Nuremberg ont été la condamnation juridique internationale du nazisme en tant qu'idéologie politique, ainsi que de la politique étrangère et d'occupation de l'Allemagne hitlérienne considérée comme un crime contre la paix et l'humanité.

En 1946, à Nuremberg, douze autres procès américains ont eu lieu contre diverses organisations nazies et allemandes. Ces procès n'étaient pas internationaux et répondaient aux lois américaines. Ils comprenaient les procès du haut commandement, du gouvernement impérial, des procès de médecins, d'avocats, etc., qui ont néanmoins permis d'évaluer juridiquement les crimes nazis dans divers domaines qui n'avaient pas été abordés lors du procès international de Nuremberg. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans presque tous les pays d'Europe entre 1945 et 1947 se tinrent des procès nationaux contre les criminels de guerre et les collaborateurs. Cela fut le cas en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Hongrie, en Roumanie, en Norvège, en Hollande, en France et en Italie. Au cours des dernières années de la guerre et après sa fin, dans différentes villes soviétiques, plus de vingt procès publics ont eu lieu au cours desquels 252 criminels de guerre ont été condamnés.

Séance du tribunal militaire
de Nuremberg
le 20 novembre 1945
Photo E. Chaldée RIA Novosti

Le tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (procès de Tokyo) a été mis en place le 11 septembre 1945 sur ordre du commandant des forces alliées en Extrême-Orient, le Général Douglas MacArthur. Le procès s'est tenu à Tokyo dans le bâtiment de l'Etat-major général de l'armée japonaise, les juges et les procureurs représentaient onze États (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, Chine, Philippines, Inde, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada et Pays-Bas) qui ont été acteurs de la Seconde Guerre mondiale dans la région du Pacifique. Le tribunal était présidé par le représentant de l'Australie, le juge William Webb, l'URSS était représentée par le juge Ivan Zarianov et le procureur Sergueï Golounski. Le procès a fonctionné conformément aux règles du droit anglo-américain. Comme à Nuremberg, le procès était ouvert au public, des avocats étaient nommés pour les accusés.

Sur décision américaine ont été exclues de l'examen par le tribunal la responsabilité de l'empereur Hirohito et des membres de sa famille, ainsi que les activités de l'unité 731[1], notamment son activité d'élaboration d'armes biologiques.

Le procès de Tokyo s'est déroulé du 3 mai 1946 au 12 novembre 1948. Vingt-neuf personnes parmi les dirigeants du gouvernement japonais et des forces armées y ont été impliquées, dont cinq premiers ministres. Les accusés ont été inculpés de crimes contre la paix et l'humanité et de crimes de guerre. 818 séances publiques et 131 séances privées ont eu lieu, 419 témoins ont été entendus. Le jugement a été prononcé du 4 au 12 novembre 1948, sept personnes ont été condamnées à mort, seize à la réclusion à perpétuité, une à vingt ans de prison et une à sept ans, deux sont mortes au cours du procès, une s'est suicidée avant le début du procès et une a été libérée pour raisons de santé. Le procès de Tokyo a défini juridiquement la politique japonaise en Extrême-Orient pendant la Seconde Guerre mondiale comme un crime.

Le procès de Khabarovsk tenu du 25 au 30 décembre 1949 contre les criminels de guerre japonais était tout aussi significatif pour la cause de la paix dans le monde. Les procès de Nuremberg et de Tokyo, comme les autres procès contre les criminels de guerre, sont de très bons exemples montrant que les crimes contre l'humanité ne doivent pas rester impunis.

[1] L'Unité 731 a été créée au Japon entre 1932 et 1933 par mandat impérial. C'était une unité militaire de recherche en bactériologie de l'Armée impériale japonaise qui effectuait des expérimentations sur des humains.

Conclusion

Au printemps 1945, l'Union Soviétique et ses alliés avaient vaincu le régime le plus haineux envers l'Homme que l'histoire de l'humanité ait connu, l'Allemagne nazie. Remporter cette victoire historique a été possible avant tout grâce à la mobilisation de toutes les forces du peuple soviétique plurinational. Des millions de personnes ont contribué à la victoire finale dans la guerre. Cette victoire s'est non seulement forgée sur les champs de bataille avec le courage des soldats de l'Armée Rouge et le talent des chefs militaires, mais également dans les ateliers, dans les champs, dans les bureaux d'études, partout où les gens apportaient leur obole pour la cause de la défense de leur Patrie. La Grande Victoire a été, à vrai dire, la victoire de tout un peuple !

Nous devons également nous souvenir de la contribution à la victoire de nos alliés qui ont combattu sur différents fronts, de l'Afrique du Nord au Pacifique, et ont aidé l'URSS avec le prêt-bail. Chacun des pays de la coalition anti-hitlérienne a payé son prix pour la paix.

La Seconde Guerre mondiale a été une expérience unique pour l'humanité. Des pays aux modes socio-économiques et sociopolitiques différents ont su s'unir pour lutter contre la principale menace contre l'humanité entière, le nazisme. Le procès de Nuremberg, où ont été condamnés non seulement les criminels de guerre mais aussi l'idéologie haineuse elle-même, a mis fin à cette lutte. La mémoire de la Seconde Guerre mondiale rappelle dramatiquement aux générations suivantes que seul, un effort concerté permet de préserver la paix sur notre planète.

Bibliographie

La grande guerre et la Grande victoire du peuple, 2 t., Akademkniga, Moscou, 2014.
G. F. Krivocheïev, V. M. Andronikov, P. D. Bourikov, V. V. Gourkine, La Grande Guerre patriotique sans le sceau du secret. Le livre des pertes, dernière édition de référence, Veche, Moscou, 2010.
La Grande Guerre patriotique, 1941–1945, 12 t., Kuchkovo Polie, Moscou, 2011–2015.
La Grande Guerre patriotique, 1941–1945 : encyclopédie, OLMA Press, Moscou, 2015.
S. E. Narychkine, A. V. Torkounov (ss dir.), La Grande Victoire, 15 t., MGIMO Université, Moscou, 2015.
Allocution de S. E. Narychkine, Président de la Société d'Histoire Russe (RIO), au forum international « Les leçons de Nuremberg » Cf. https://historyrussia.org/sergey-naryshkin/vystupleniya-s-e-naryshkina/rech-s-e-naryshkina-na-mezhdunarodnom-nauchno-prakticheskom-forum-uroki-nyurnberga.html).
Discours du Président de la Société d'Histoire Russe (RIO) S. E. Narychkine à la conférence « La Seconde Guerre mondiale et la Grande Guerre patriotique : le 75ème anniversaire de leur fin » Cf. https://historyrussia.org/sergey-naryshkin/vystupleniya-s-e-naryshkina/s-naryshkin-voennaya-tema-neredko-stanovitsya-predmetom-bezzastenchivykh-spekulyatsij.html).
Allocution de S. E. Narychkine, Président de la Société d'histoire russe (RIO), à la réunion de la Commission de RIO sur l'étude des crimes nazis en Russie pendant la Grande Guerre patriotique de 1941–1945 (https://historyrussia.org/sergey-naryshkin/vystupleniya-s-e-naryshkina/rech-s-e-naryshkina-na-zasedanii-komissii-rio-po-izucheniyu-prestuplenij-natsistov.html).
Allocution du Président de la Société d'histoire russe (RIO) S. E. Narychkine à la conférence scientifique internationale « Le 80ème anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale » Cf. https://historyrussia.org/sergey-naryshkin/vystupleniya-s-e-naryshkina/rech-na-mezhdunarodnoj-nauchnoj-konferentsii-80-letie-nachala-vtoroj- mirovoj-vojny.html).
A. R. Dioukov, Pour quel projet les Soviétiques se sont battus, Piter, Saint-Pétersbourg, 2020.
G. K. Joukov, Souvenirs et réflexions, 2 t., OLMA-PRESS, Moscou, 2002.
V. N. Zamouline, Prokhorovka, La bataille méconnue de la Grande guerre, Yauza, Moscou, 2017.
A. G. Zviaguintsev, Le procès de Nuremberg, Ripol, Moscou, 2018.

A. V. Issaïev, A. V. Drabkine, L'histoire de la Grande Guerre patriotique, 1941–1945, 1 vol., Yauza, Moscou, 2020.
A. V. Issaïev, Stalingrad. Au-delà la Volga, la terre pour nous s'arrête, Exmo, Yauza, Moscou, 2018.
A. A. Kilitchenkov, Bref cours d'histoire sur la Grande Guerre patriotique, Yauza, Exmo, Moscou, 2008.
B. N. Kovalev, L'occupation nazie et le collaborationnisme en Russie, 1941–1944, AST, Moscou, 2004.
V. M. Kovaltchouk, 900 jours de blocus. Leningrad, 1941–1944, Dmitri Boulanine, Saint-Pétersbourg, 2005.
E. N. Koulkov, M. Y. Miagkov, O. A. Rjechevski, La guerre de 1941–1945, Faits et documents, OLMA PRESS, Moscou, 2004.
G. A. Koumanev, Pages déclassifiées de la Seconde Guerre mondiale, Veche, Moscou, 2012.
Le peuple et la guerre: 1941–1945, Institut d'histoire russe de l'Académie des Sciences de Russie, Moscou, 2010.
S. E. Narychkine, « Il n'y avait pas d'autre issue » (https://historyrussia.org/sobytiya/inogo-vykhoda-ne-bylo-statya-s-naryshkina-v-rossijskoj-gazete.html).
B. I. Nevzorov, La bataille de Moscou, 1941–1942. Essai historique militaire, Le Patriote, Moscou, 2006.
V. V. Poutine, Les 75 ans de la Grande Victoire: une responsabilité commune envers l'histoire et l'avenir (http://www.kremlin.ru/events/president/news/63527).
V. Y. Sipols, Les secrets de la diplomatie. A la veille de la Grande Guerre patriotique, 1939–1941, Novina, Moscou, 1997.
N. V. Kirillova, V. D. Selemenev (ss dir.), Les villages brûlés de Russie, 1941–1944 : Documents et matériels, Fondation « Mémoire historique », 2017.
A. O. Tchoubarian, La veille de la tragédie. Staline et la crise internationale, septembre 1939-juin 1941, Science, Moscou, 2008.

Ressources Internet

Portail « Mémoire du peuple » — https://pamyat-naroda.ru
Site « L'exploit du peuple » — http://podvignaroda.ru
Projet « La route de la mémoire » — https://foto.pamyat-naroda.ru
Site « Documents de l'ère soviétique » — http://sovdoc.rusarchives.ru
Projet « La Seconde Guerre mondiale dans les documents d'archives » — https://www.prlib.ru/collections/1298142
Site « Victoire. 1941–1945 » — https://victory.rusarchives.ru
Projet Internet « Le 22 juin. Exactement à 4 heures… » — https://june-22.mil.ru
Site « Je me souviens … Souvenirs d'anciens combattants de la grande guerre patriotique » — https://iremember.ru
Site « Album Militaire » — https://waralbum.ru
Le site « Les Crimes des nazis et de leurs complices contre la population civile de l'URSS pendant la Grande Guerre patriotique 1941–1945 » — https://victims.rusarchives.ru
Projets spéciaux du Ministère de la défense de la Fédération de Russie — https://mil.ru/projects.htm
Projet « Les Généraux de la Victoire » — https://commanders.mil.ru
Site « Ne pas oublier » — https://ww2prisoners.mil.ru
Site de la Société Historique Russe (RIO) — https://historyrussia.org
Villages biélorusses incendiés pendant la Grande Guerre patriotique — http://db.narb.by
Projet « Sans délai de prescription » — https://безсрокадавности.рф

E. Gouriev, S. Kondratenko

L'Union soviétique pendant la Seconde guerre mondiale

Éditeur: *Alexandra Gromychina*
Correcteur: *Svetlana Alechina*
Traducteur: Bertrand Hédouin
Relecture: *Julia Kash*
Conception artistique: *Marina Miller*
Mise en page: *Julia Borkunova*
Prépresse: *Marina Rogova*

Mise en page originale préparée par la fondation
« Le lien entre les époques »
123001, Moscou, rue Sadovaïa-koudrinskaïa, d. 25, local. 4–1
E-mail: fond@svyazepoh.ru
https://svyazepoh.ru/

Signé et cachet apposé le 24.03.2025
Format 70×100/16 (165×235 mm) USL. PEC. L. 11, 7
Tirage de 500 exemplaires.

ISBN 978-5-907396-22-7

Imprimé à: SARL « Usine d'impression Krasnogorski »
115093, Moscou, rue du Parti, dom 1, Corpus 58, P. 1, et. 1, Pom. I